

HISTOIRE

Pacifisme et socialisme

Jean Jaurès : captation d'héritage

par Jean-Noël Jeanneney

PROTESTONS. Il y a détournement de mort illustre et captation d'héritage. En se réunissant à grand éclat, l'autre jour, au Café du Croissant, sur le lieu même où Jean Jaurès fut assassiné au soir du 31 juillet 1914, les animateurs de différents mouvements hostiles à la politique française dans la crise du Golfe et à sa présence dans la guerre ont échoué à envier leur campagne de son patronage posthume. Ils avaient tort.

Relevons donc le défi que tend aux historiens la mise en œuvre par les pacifistes d'aujourd'hui d'une symbolique aussi chargée : dans ce que fut le combat de Jean Jaurès, rien n'autorise à l'installer en figure tutélaire de cette campagne.

Car il faut partir d'une vérité simple. Ce qui était en cause, c'était l'assaut brutal d'un pays contre un autre, pour annexer. Et du choix d'une réaction contre cela. Dans les années qui précèdent la Grande Guerre, celles où rayonnait la personnalité de Jaurès, les doctrines qui s'affrontaient pour traiter d'une situation ne s'ordonnaient pas autour de deux familles d'esprit seulement : pacifistes et bellicistes, mais bien de trois.

Pour certains, rien ne justifiait que les peuples consentent à une guerre. Car dans tout conflit armé, le monde capitaliste étant ce qu'il est, sont au travail des forces d'intérêts privés qui se coalisent au gré de leurs intérêts immédiats. Car jamais les souffrances qui en résultent ne méritent d'être imposées aux classes populaires - à personne. Car le militarisme puise toujours dans ces conflits des justifications et des ressources nouvelles. Certains ajoutant, ouvertement ou non, que ce n'est qu'en refusant d'y entrer que les prolétaires, ceux de nos sociétés avancées comme ceux des pays les plus pauvres et eux-mêmes exploités, peuvent espérer une révolution libératrice dans les modes de production et la répartition planétaire des richesses (1).

« Abolir l'état de nature »

En face, tous ceux qui se veulent réalistes et qui croient qu'il faut toujours choisir entre le camp des prédateurs et celui des victimes, que la force des armes est la loi du monde, que le choix entre la paix et la guerre sera, de toute éternité, affaire de calcul égoïste sur pertes et profits et qu'enfin toute autre doctrine ne peut être que le fait de naïfs ou d'hypocrites. On trouve un excellent exposé de cela - pour rester dans les années qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale - dans une conférence peu connue de la jeune capitale de Gaule préparée pour la donner à des camarades dans le cours de l'année 1913, sous le titre « Du patriotisme », en un temps où sa pensée était assurément plus sommaire qu'elle ne le fut ensuite. « L'homme (des pacifistes) pour la guerre, disait-il, n'a évidemment pour motif que la crainte qu'ils éprouvent de voir couler le sang ; crainte qui s'accroît de merveille avec la sympathie naturelle pour ceux qui portent des bombes dans leur poche ou au bout de leurs bras. Certes, la guerre est un mal, je suis le premier à en convenir, mais c'est un mal nécessaire. (...) Certes, la guerre entraîne après elle bien des maux. Certes, ce serait un grand crime pour un peuple que de la déclencher sans raison, mais c'en serait un autre que de vouloir la détruire, car sans elle, disait M. de Molke, sans elle le monde pourrirait » (2).

C'est entre ces deux familles d'esprit qu'il faut placer Jean Jaurès. Il s'en explique avec un éclat particulier dans ce grand livre-testament qu'est *L'Armée nouvelle*, publié en 1911. A la fatalité de l'impossibilité d'un droit des gens efficace, il ne se résignera jamais. « C'est le droit de la force, écrit-il, c'est l'état de nature qui prévient jusqu'ici dans les relations entre les peuples. On a souvent cité à faux le mot de Hobbes : « L'homme est un loup pour l'homme ; homo homini lupus ». Ce n'est pas aux rapports des individus dans la société civile que Hobbes appliquait sa formule. Au contraire, il constate que, dans chaque société, des garanties mutuelles se sont établies, par l'effet du besoin commun à tous les citoyens d'un même Etat d'échapper à la guerre incessante de tous contre tous. » Mais c'est dans les relations des peuples que Hobbes retrouverait

cette survivance de sauvagerie, le règne de l'état de nature, c'est dans la vie internationale que l'homme est resté un loup pour l'homme. Or, à mesure que les hommes progressent et s'éclaircissent (...) la nécessité apparaît d'abolir dans l'ordre international l'état de nature, de soumettre les notions, dans leurs rapports réciproques, à des règles de droit sanctionnées par le consentement actif de tous les peuples civilisés » (3).

Plus de vingt ans après la mort de Jaurès, en 1937, de Gaulle évoquait *L'Armée nouvelle* dans une lettre à Paul Reynaud en disant que son auteur « ne jouait d'un archet superbe, que d'une seule corde » (4). L'hommage réticent se réfère à leur désaccord central qu'une autre citation de la conférence de 1913 met en lumière : « Rejeter la guerre hors du monde, dit le capitaine de Gaule, n'est qu'une utopie. Les Grecs d'autrefois, vous le savez, lassés d'être constamment tenus de courir aux armes, avaient tenté d'établir un tribunal d'arbitrage appelé le tribunal des Amphictyons » (5). Mais de cette assemblée instituée pour maintenir la paix, vous savez aussi qu'il est sorti la guerre. (...) La guerre est une loi de la nature et la nature ne veut pas qu'on porte atteinte à ses lois... »

Telle est exactement la fatalité à laquelle Jaurès ne se résignera jamais. Son rêve, ou plutôt, car ce mot peut être dépréciatif, son grand dessein, c'est que l'on parvienne à élever l'emprise du droit à la hauteur des relations entre les peuples. Espérance qu'il expose dans *L'Armée nouvelle* : « Que le [prolétariat] prépare, qu'il tienne par ses délégués, par des juristes pénétrés de son esprit un code de droit international qui prévienne les compétitions fustigées et les entreprises violentes de l'impérialisme capitaliste. Qu'il protège tous les peuples, toutes les races, contre ceux qui veulent se tailler, aux dépens de leur indépendance, des privilèges, des monopoles, des concessions exclusives. » Et ceci surtout : « Qu'il élargisse toutes les tentatives d'arbitrage. Qu'il ne cède pas à la tentation médiocre et vulgaire de rayer la Cour de La Haye, mais qu'il s'oppose au contrôle à la fois, qu'il réclame pour elle une activité toujours plus haute... » (6).

Par là Jaurès rejoint toute une génération d'hommes politiques et intellectuels qui ont mis leur foi dans un tel progrès : à gauche aussi, le Parti radical, entraîné par Léon Bourgeois, prophète et inspirateur de la Société des nations, adopte au congrès de 1913 la motion suivante : « L'ordre ne sera substitué en Europe à l'anarchie que quand les armées nationales seront au service de la justice internationale » (7).

Tout l'effort est de prévenir la guerre, mais Jaurès ne prétend jamais qu'il faille exécuter, au service de l'arbitrage supérieur aux Etats, et en dernier recours, de s'appuyer sur la force juste. Le premier de ses disciples, Léon Blum, en témoigne dans un beau texte qui date du Front populaire, le 16 novembre 1936. Dans ce discours prononcé devant des militants socialistes de Soissons, il rappelle ses conversations avec Jaurès et sa haine de la guerre, et son cri : « Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter la guerre. La guerre, c'est le mal ! La guerre ne peut rien engendrer de noble et de bon... » Oui, mais Blum ajoute qu'une autre idée était liée, chez Jaurès, à cette condamnation absolue de la guerre : « Guerre jamais, sauf... » « Sauf quand la guerre est im-



Jean Jaurès en 1913 à un meeting au Pré-Saint-Gervais

sée. Guerre jamais, sauf quand il s'agit de défendre le territoire national. Guerre jamais, sauf quand il s'agit de défendre ce qui équivaut au territoire national, c'est-à-dire l'existence et l'intégrité d'autres lois... » (8).

A ce point, poursuivait le dialogue entre l'œuvre de Jaurès et ceux qui tâchent aujourd'hui de se faire un drapeau de son héritage, on touche à un argument qui a du poids. Toutes les frontières, on presque, sont nées de la force. L'histoire sanglante du monde est tissée, au long des siècles, de ces rapt et de ces violences. Comment justifier alors l'émancipation sociale, hic et nunc, d'une action armée, alors que tant d'autres, jadis et naguère, ont été tolérées par la « communauté internationale » ? (On aurait dit au temps de Jaurès le « concert des nations », mais s'il est vrai que notre formule est hypocrite, cette hypocrisie même est un assez bon signe...)

L'état de droit peut progresser

Eh bien ! Toute l'œuvre de Jaurès offre une ardente réponse à cela. Sa pensée n'est jamais statique et sa doctrine s'organise toujours dans le mouvement, très attentive à ne pas tomber dans le travers où tant de messianismes se sont dévoyés : le vertige du tout ou rien. Dans une controverse magnifique avec Clemenceau, à la Chambre, en juin 1906, accusé de chimérisme, il se fit l'apôtre d'un gradualisme réfléchi : « Il n'y a pas, disait-il, de parti plus pénétré de l'idée d'évolution que le nôtre » (9).

La politique de la France n'est pas infidèle au message de Jaurès quand elle croit qu'elle serait coupable de ne pas aider à saisir, pour un progrès de la civilisation, la

chance historique d'une intervention collective inspirée par l'ONU, quelque regret qu'on éprouve que celle-ci n'ait pas été possible plus tôt. Mieux que s'il est un critère clair pour faire le départ entre une politique extérieure de droite et une autre de gauche, c'est la conviction que la barbarie n'est pas vouée à être éternelle dans les rapports humains et qu'à condition de saisir toutes les occasions favorables l'état de droit peut progresser. Que les crimes passés contre le droit des peuples ne doivent pas conduire à se résigner à ceux d'aujourd'hui. Et qu'enfin, quand bien même ce progrès devrait être utopique, ce serait encore la dignité du combat politique que de faire comme s'il n'était pas impossible.

Je sais bien que le plus souvent c'est moins de naïveté que d'hypocrisie que chez les adversaires de notre présence dans le Golfe on taxe la politique française. « Soyez donc plus lucide, réclament-ils, et voyez les gros sous ! »

Ne déhantons pas de la légitimité du souci, chez les responsables, des intérêts énergétiques de la France. Mais il est intéressant de noter que, sur ce chapitre aussi, Jaurès a son mot à dire. Dans le même temps où il donnait à la lutte des classes l'importance centrale que l'on sait comme moteur de l'histoire, il engageait avec le futur maréchal Foch, toujours dans *L'Armée nouvelle*, une controverse dont la portée surprendra peut-être, car les deux hommes semblent s'y opposer à fronts renversés. Jaurès reproche au général Foch un excès d'économisme dans ses cours de l'Ecole de guerre, de faire sien trop vite le mot d'un général allemand : « La Bourse même a pris une influence telle que, pour la défense de ses intérêts, elle peut mettre les armées

en campagne », et de poser que « les guerres deviennent de plus en plus intéressées et de moins en moins intéressantes ». Sans minimiser certes le rôle de la « lutte économique pour la conquête des marchés » comme facteur belliqueux, Jaurès nie qu'aucune grande guerre se soit jamais réduite à cela.

Frappant est l'exemple qu'il privilégie : celui de la guerre du Japon contre la Russie, en 1905 : « Elle semble, dit-il, avoir été une guerre à base économique. C'est bien pour ne pas se laisser exclure de la Corée et de la Mandchourie, c'est bien pour se réserver l'exploitation des richesses de ces deux régions, c'est pour y trouver à sa population surabondante un emploi, des ressources, des satisfactions que le Japon a lutté avec une passion frénétique. Oui, mais il y avait autre chose. Il y avait pour ces Japonais l'occasion, longtemps attendue, de prouver qu'ils étaient une race forte et un peuple fort, qu'ils pouvaient se mesurer avec les peuples blancs, que leurs progrès n'étaient pas de surface et d'imitation, mais profonds et réels ; et dans leur vaillance, dans leur héroïsme, il y avait plus de mysticisme encore que de convoitise... » (10).

Au vrai, l'Irak et Saddam Hussein ne sont pas loin de ce Japon-là. Et, dès lors, remettre leur place, les passions individuelles et collectives, c'est, d'un même mouvement, dans la pensée de Jaurès, valoriser la vertu du droit qui peut seul les canaliser et en combattre les effets les plus délétères. Au jeu des citations dont la résonance est actuelle, c'est le lieu de rappeler ce que, en une autre occurrence, il a dit de ceux qui conduisent aujourd'hui les armées coalisées, c'est-à-dire les Américains. Avec des propos qu'on peut opposer à tous ceux qui ne discernent dans la politique de Washington que le ressort d'un appétit de puissance et une odeur de pétrole.

« Réveil d'idéalisme » chez les Américains

Jaurès est à la tribune de la Chambre, le 20 décembre 1911 : « Nous ne voyons (dans les Américains), s'écrit-il, que les hommes des milliards, des affaires, de l'obédience de l'or. On dirait, à certains signes, que les milliardaires avertis, au sommet de leur magnificence, du vide des horizons que ne remplit que le reflet de l'or, cherchent avant de mourir un aliment plus noble à leur pensée et à leur âme. (...) De là ce réveil d'idéalisme qui n'est pas en surface, parce qu'il creuse, par-dessous la période du dollar, la période mercantile, jusqu'aux sources les plus profondes de la vie anglaise et américaine, jusqu'à l'âme de ces puritains qui s'étaient épris de l'enthousiasme des prophètes bibliques et qui avaient été à leur façon d'une société de liberté et de justice » (11). Est-ce donc si mal vu ?

Encore un mot. Investir aujourd'hui le Café du Croissant, c'est aussi ramener le souvenir vers les derniers jours de Jaurès. Sa sévérité est avérée à l'égard des chanceliers, et d'abord des Russes et Autrichiens, taxés par lui de bellicisme, comme le sont aussi ses efforts désespérés (et critiques) pour pousser le gouvernement français à davantage modérer Moscou et à convaincre Londres de tenter l'ultime arbitrage. Ensuite ? Les témoignages divergent. Selon le récit tardif du

député Pierre Dupuy, il aurait dit à quelques collègues au Palais-Bourbon, deux heures avant sa mort, que, désormais, « en présence de l'échec maintenant définitif de tous ses efforts et de ceux de son parti pour le maintien de la paix, il fallait de toute nécessité éviter de donner à l'ennemi de demain l'impression d'une France désempée et apeurée », et il aurait donc annoncé que son article du lendemain dans *L'Humanité* s'intitulait : « En avant ! » Selon d'autres témoins, il était, en cette soirée du 31 juillet, dominé par ses reproches envers les responsables français, en qui, certes, il ne vit jamais des boutefeux, mais qui n'en auraient pas encore assez fait à ses yeux pour arrêter la machine infernale.

L'essentiel est ailleurs, et on peut suivre Jean-Jacques Becker observant : « Il n'y a pas à ce moment-là une stratégie jaurésienne, une action jaurésienne, il y a celle du parti politique dont Jaurès est le porte-parole, mieux, l'expression vivante. » Or celui-ci l'avait écrit lui-même, au nom des siens, le 18 juillet : « Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et, si cette guerre éclate malgré nous, à faire le maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation » (12).

Il faudrait donc beaucoup d'audace pour affirmer que, si Jaurès avait vécu, il aurait suivi une ligne différente de celle des autres dirigeants de son parti, de Sembat à Jules Guesde, et rompu avec tous. Eux, comme on sait, dès lors qu'ils furent convaincus que Paris n'avait pas, loin de là, poussé au conflit et qu'une grève générale en France - oeilletale - serait à la fois insaisissable et suicidaire pour la patrie, se résignèrent à l'inévitable, se rallièrent à l'Union sacrée et participèrent au gouvernement de guerre.

- (1) Cf. l'analyse précise de ces courants dans Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988, pp. 107-109.
- (2) Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, tome I, 1905-1918, Paris, Plon, 1980, p. 74.
- (3) Je me réfère à la plus récente édition intégrale, celle des Editions sociales, 1977, pp. 328-329.
- (4) Charles de Gaulle, *op. cit.*, t. II, 1919-juin 1940, p. 448.
- (5) Le texte fourni par l'Amiral de Gaulle (*op. cit.*, p. 75) porte curieusement des « Amphictyons ». Il est vrai qu'on attend encore une édition scientifique de l'œuvre.
- (6) *L'Armée nouvelle*, *op. cit.*, p. 334.
- (7) Cité par Serge Bernstein, *Histoire du Parti radical*, t. I, 1919-1926, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 65.
- (8) *L'Œuvre de Léon Blum*, 1934-1937, Paris, Albin Michel, 1964, pp. 376-377.
- (9) J.O., *Débats de la Chambre*, 19 juin 1906, p. 213.
- (10) *L'Armée nouvelle*, *op. cit.*, pp. 383-384.
- (11) Cité dans Jean Jaurès, *Anthologie*, présentée par Louis Lévy, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 119.
- (12) Cf. Jean-Jacques Becker, 1914, *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, pp. 226-234.

Le méconter

Tandis que les combats se poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situation demeure extrêmement confuse, les responsables américains estimaient, vendredi 8 mars, que le président irakien Saddam Hussein est tout autant menacé par son entourage que par la rébellion des fondamentalistes chiites ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivent vendredi dans plusieurs villes irakiennes, indiquent les porte-parole du gouvernement d'Etat. M. Richard E. Cheney, selon lui, les combats entre forces gouvernementales et rebelles étaient les plus violents dans les villes de Nadiaf et Kut. Dans la ville de Bagdad, mais des affrontements étaient également signalés à Tikrit, au Nord, au Kurdistan. L'entourage du gouvernement américain a estimé que les rebelles étaient équipés d'armes et mal organisés, mais qu'ils étaient engagés contre eux.

Le président irakien à « se soumettre »

Le président irakien Ali Akbar Hachemi-Rafsanjani est parti vendredi 8 mars, de la présidence et de la réserve qu'il affichait officiellement depuis près d'une semaine face au soulèvement des chiites d'Irak pour appeler M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple » qui « ne veut plus de... »

Intervenant comme un prêtre hachémite, Hachemi-Rafsanjani a dit que cette révolte irakienne était une chute dans le sillage de la révolution islamique. Il a dit que la révolution islamique était la seule voie pour le peuple irakien. Il a dit que le peuple irakien devait se soumettre à la volonté de son peuple.

Le chef de l'Etat irakien a dit que la situation actuelle était une « volée pré-électorale ». Il a dit que le peuple irakien devait se soumettre à la volonté de son peuple. Il a dit que le peuple irakien devait se soumettre à la volonté de son peuple.

Le président irakien a dit que les événements qui se déroulaient actuellement en Irak étaient le résultat d'un mouvement d'opposition. Il a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ». Il a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ».

Le président irakien a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ». Il a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ».

Le président irakien a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ». Il a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ».

Le président irakien a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ». Il a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ».

Le président irakien a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ». Il a dit que le mouvement d'opposition était une « volée pré-électorale ».

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

PIERRE BEREGOVVOY

animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON et Érik ISRAËLEWICZ (Le Monde) Jean-Yves HOLLINGER et Janine PERRIMOND (RTL)

مركز الإعلام

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La situation en Irak

Le mécontentement gagnerait l'entourage du président irakien

Tandis que les combats se poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situation demeure extrêmement confuse, les responsables américains estiment, vendredi 8 mars, que le président irakien Saddam Hussein est tout autant menacé par son entourage que par la rébellion des fondamentalistes chiites ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivaient vendredi dans plusieurs villes d'Irak, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Selon lui, les combats entre forces gouvernementales et dissidentes étaient les plus violents autour des villes de Najaf et Kerbala, au sud de Bagdad, mais des affrontements étaient également signalés dans le Nord, au Kurdistan. Un responsable du gouvernement américain a souligné que les rebelles étaient légèrement armés et mal organisés, alors que les unités engagées contre eux étaient

puissamment équipées et bien encadrées. Le même responsable n'a cependant pas voulu tirer de conclusions définitives, expliquant que la rébellion se rallumait même dans des zones reprises par l'armée et que les combats n'avaient plus lieu seulement dans les villes, mais dans les campagnes le long des routes. « La situation n'est pas seulement militaire, mais politique », et il est impossible de se baser sur le seul rapport des forces, a-t-il dit.

D'après d'autres responsables, les services de renseignement ont décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers de M. Saddam Hussein. Des membres de la garde républicaine et de la direction du parti Baas regrettaient apparemment d'avoir laissé les ennemis dans une guerre désastreuse. Plusieurs analystes prévoient d'ailleurs une montée de mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de milliers de soldats vaincus et humiliés repartiront à travers le pays la nouvelle de l'ampleur de la défaite.

Les rébellions des musulmans chiites dans le sud du pays et la reprise de la lutte des séparatistes kurdes dans le Nord risquent, en revanche, de conduire les dirigeants de Bagdad à resserrer les rangs autour de leur président, a estimé un influent sénateur démocrate. « Les éléments les plus actifs contre lui - les Kurdes et les chiites - ont provoqué un choc en retour chez certains responsables », a déclaré M. David Boren (Oklahoma), président de la commission sénatoriale du renseignement. « Ils comprennent qu'il y a de réels dangers de partition et d'effondrement du pays, d'une disparition de son identité nationale. a-t-il poursuivi. Certains d'entre eux n'aiment pas particulièrement Saddam, mais ils s'alarment des mouvements séparatistes et préfèrent supporter sa brutalité, parce qu'ils le croient capable de préserver l'unité du pays ».

Le gouvernement américain n'encourage ni la partition du pays, ni la venue au pouvoir d'un mouvement islamiste qui serait étroitement lié à un Iran antiaméricain. « Nous ne croyons pas que des forces extérieures

devraient intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak », a rappelé M. Boucher vendredi, après que le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafсандjani eut appelé Saddam Hussein à se démettre (voir ci-dessous).

Du gaz moutarde contre les rebelles ?

Selon un membre de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (SAIRI), à ce jour plus de 30 000 personnes ont trouvé la mort dans le soulèvement amorcé depuis une semaine en Irak contre le président Saddam Hussein.

M. Jawad El Maliki, du parti musulman chiite Al Daawa, a, pour sa part, affirmé à Damas que du gaz moutarde avait été utilisé contre des manifestants à Al Hillah, Al Kifl, dans la ville sainte de Najaf et dans certaines parties de Bassorah, selon lui toujours contrôlée à 70 % par les rebelles. Il a ajouté que des hélicoptères de combat et d'artillerie lourde avaient servi à mater l'agitation dans deux quartiers pauvres de Bagdad, Al

Thawra et Al Choula, mercredi et jeudi. M. El Maliki n'a toutefois pas révélé l'origine de ses informations, et il n'était pas possible d'affirmer, ni celles des réfugiés en provenance de Bassorah.

Les principaux courants de l'opposition islamique au régime irakien ont lancé des appels à la « communauté internationale » pour qu'elle empêche ce régime de poursuivre le « massacre des insurgés », soulignant que la bataille était inégale. Plus de deux cents délégués venus du Proche-Orient et d'Europe, représentant une trentaine de partis ou organisations de toutes tendances, sont attendus à l'hôtel Bristol à Beyrouth du 10 au 12 mars pour tenter de franchir une nouvelle étape vers l'unité d'action.

« Notre unité est la garantie de la fin de la dictature, du renforcement de l'unité de la patrie et de la victoire de l'alternative chaotique par notre peuple », affirme le comité d'action commun des forces de l'opposition formé en décembre dernier à Damas. Selon M. Jalal Talabani, de l'Union patrio-

tique du Kurdistan, la constitution d'un gouvernement en exil pourrait être évoquée au cours de cette réunion, mais « l'urgence, pour le moment, est de soutenir l'insurrection intérieure ». Toutefois, estiment les observateurs, des divergences risquent d'apparaître rapidement entre des formations dispersées, aux objectifs politiques parfois carrément contradictoires. La question fondamentale de la nature du régime qui pourrait remplacer la dictature baassiste n'a pas encore été abordée.

A Bagdad, les autorités irakiennes ont accordé vendredi une semaine de grâce supplémentaire aux déserteurs pour qu'ils rejoignent leurs unités. La presse officielle demeure toujours muette sur le mouvement insurrectionnel dans le sud de l'Irak. La radio, en revanche, a annoncé vendredi qu'un dirigeant du parti Baas avait rencontré le maire de Bassorah, dont les rebelles avaient précédemment annoncé la mort au cours des émeutes. (AFP, Reuters)

Le président iranien appelle M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple »

Le président iranien Ali Akbar Hachemi-Rafсандjani est sorti, vendredi 8 mars, de la discrétion et de la réserve qu'il affichait officiellement depuis près d'une semaine face au soulèvement des chiites d'Irak pour appeler M. Saddam Hussein à « se soumettre à la volonté de son peuple » qui « ne veut plus de lui ».

Intervenant comme imam de la prière hebdomadaire à Téhéran, M. Rafсандjani a dit : « Réprimer cette révolte populaire [l'insurrection chiite dans le sud de l'Irak] serait la dernière erreur du parti Baas ». Au pouvoir en Irak, il a ajouté que ce serait également « le chapitre le plus noir » de l'histoire du Baas.

Le chef de l'Etat iranien a comparé la situation actuelle en Irak à un « volcan prêt à entrer en éruption », ajoutant : « La majorité du peuple irakien dit ne plus vouloir de ces dirigeants et voudrait gouverner désormais elle-même ». Il a souligné que les opposants irakiens de toutes les tendances devaient « laisser de côté leurs divergences ».

Le président iranien a estimé que les événements qui secouent actuellement l'Irak étaient « vraiment un mouvement populaire ». Il a ajouté : « Il est impossible que le Baas puisse gouverner seul, surtout avec quelqu'un dont ni le monde, ni la région, ni le peuple irakien ne veulent plus ». « Coopérez-vous ensemble pour reconstruire le pays ruiné et nous vous aiderons à réparer les dégâts et les destructions », a dit M. Rafсандjani à l'adresse des Irakiens, tout en rejetant « les accusations portant sur un quelconque soutien de l'Iran aux opposants irakiens ».

« Partager le malheur du peuple irakien veut dire soutenir le faible et ne signifie pas une ingérence », a-t-il dit avant d'ajouter : « Ce n'est que quelques jours après son déclenchement que nous avons appris qu'il s'agissait vraiment d'un mouvement populaire ». Une partie considérable de l'opposition chiite au régime irakien est basée à Téhéran.

Rencontre avec l'opposition irakienne

Toutefois, s'il souhaite le départ de Saddam Hussein - dont l'imam Khomeiny avait fait une priorité lors de la guerre Iran-Irak - M. Rafсандjani n'a pas demandé l'élimination du parti Baas (ultra-laïc). Il a même souhaité que les différentes tendances de l'opposition irakienne « s'entendent avec le Baas pour reconstruire le pays », soulignant : « Nous attendons que

le Baas irakien laisse le peuple faire entendre librement sa voix ». M. Rafсандjani a par ailleurs prôné une coopération entre tous les pays de la région « pour assurer une paix et une stabilité durables et profitables à tous ». « Nous ne pouvons pas accepter une sécurité à l'américaine, qui assurerait les intérêts américains, dans cette région », a-t-il déclaré, soulignant que la présence des forces américaines provoquait « systématiquement un sentiment de méfiance des peuples de la région ».

Pour le président iranien, la guerre a constitué « une expérience constructive » : « Une leçon a été donnée ; il faut en profiter pour faire régner dans la région une sécurité telle que de pareils conflits ne pourront pas se reproduire ». Et M. Rafсандjani de conclure : « L'Islam peut constituer l'axe principal pour tous les pays islamiques et servir d'orbite ».

De son côté, le vice-président iranien Hassan Habibi a rencontré vendredi à Damas des responsables chiites et laïcs de la coalition d'opposition irakienne. De source proche de cette opposition, on affirme que l'entrevue « prouve que l'Iran n'a pas l'intention d'installer une république islamique en Irak (et) qu'il respecte la volonté et la liberté du peuple irakien pour choisir un successeur à Saddam ».

De même source, on précise que la rencontre a eu lieu en présence de responsables syriens ainsi que saoudiens. M. Habibi, qui était accompagné du ministre des affaires étrangères Ali Akbar Velayati, s'est d'autre part entretenu avec le président Hafez el-Assad ainsi qu'avec le vice-président Abdel Halim Khaddam. (AFP, AP, Reuters)



PANENQ

Les quarante journalistes disparus à Bassorah ont été libérés à Bagdad

Croix-Rouge (CICR), ainsi que deux prisonniers de guerre américains également capturés près de Bassorah. L'ambassadeur de France à Amman devait se rendre à la frontière jordanienne pour accueillir journalistes et photographes.

C'est le CICR qui a informé le gouvernement français de cette libération et qui lui a fourni la liste des dix-huit envoyés spéciaux français qui ont été libérés en compagnie de journalistes de nationalité américaine, britannique, italienne, norvégienne, brésilienne, espagnole, irlandaise et uruguayenne.

La liste des journalistes et photographes français donnée par le CICR est la suivante : outre la corresponsante du Monde, Françoise Chipaux, elle comprend François Camé (Libération), François Landon (l'Evénement du jeudi), Patrick Bourrat, Bruce Frankel, Patrick Michel et François Doré (TF1), Hervé Brusini, Guy Trénel, Franck Brisset et Joël Gauthier (A2), Pascal Richard et Loïc Madeline (la Cinq), Pierre Thébaud (RMC), et les photographes Philippe Wajazer (Reuters), Jean-Claude Coutausse (Agence Contact), Eric Bouvet (Agence Odyssee), et Yves Debay (Raid).

Après des jours d'incertitude, de déclarations contradictoires, et de multiples démarches diplomatiques, la décision de Bagdad de libérer les quarante journalistes avait été rendue publique vendredi

(noire dernière édition datée du 9 mars). Selon les Irakiens, ils avaient été « retrouvés » à Bassorah après être entrés « illégalement » en Irak, venant du Koweït.

Selon les premiers témoignages recueillis après leur arrivée à Bagdad, ces journalistes, apparemment en bonne santé bien que fatigués, ont été capturés par petits groupes dans la région de Zoubeir, proche de Bassorah, par des soldats fidèles à M. Saddam Hussein.

Dans un premier temps, ils ont été emmenés sur le campus de l'université de Bassorah, ville où se sont déroulés de violents combats entre « forces loyalistes » et « insurgés » chiites. Ils y ont été détenus deux jours avant d'être transférés mardi dans la capitale irakienne. Certains ont affirmé avoir été délestés par les Irakiens de leur matériel et de leurs véhicules. Ils ont été traités convenablement, bien que de façon spartiate.

Vendredi soir, la plupart des quelque soixante-quinze journalistes, photographes, cameramen et techniciens étrangers expulsés de Bagdad étaient arrivés, par convoi routier, en Jordanie. Seuls pour le moment un photographe yougoslave de l'agence AP et un technicien de la télévision britannique sont restés en Irak.

La mission officielle de leur départ, selon le ministère de l'information irakien, était de permettre aux fonctionnaires de ce ministère qui surveillent les activités des correspondants étrangers de faire une pause après des mois de travail intensif, et, par la volonté du gouvernement, d'améliorer les conditions de travail des journalistes. Cette décision intervient néanmoins à un moment où M. Saddam Hussein doit faire face à une opposition accrue.

Au cours des derniers jours, « les Irakiens nous laissent voir de moins en moins de choses », a déclaré à son arrivée en Jordanie le journaliste américain Peter Arnett, qui a couvert toute la guerre pour la chaîne de télévision par câble CNN. (AFP, Reuters, AP)

Aux Etats-Unis

« Actions de grâce »

Le président George Bush a décidé que les 5, 6 et 7 avril seraient des « journées nationales d'actions de grâce ». La Maison Blanche a souhaité que les cloches retentissent à travers tous les Etats-Unis le 7 avril, à 15 heures locales, pour célébrer « la libération du Koweït et la fin des hostilités dans le Golfe ».

« J'ai demandé aux Américains de se rassembler chez eux ou dans des lieux de culte pour remercier Dieu pour la libération du Koweït, pour bénir la paix et la liberté, pour nos troupes, nos familles et notre nation », a déclaré le président américain. (AP)

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

L'OLP examine la proposition de M. Baker de rencontrer une délégation palestinienne

A Tunis, la direction de l'OLP examine l'offre du secrétaire d'Etat américain James Baker de rencontrer une délégation palestinienne des territoires occupés, à l'occasion de sa tournée de dix jours au Proche-Orient et en URSS, entreprise vendredi 7 mars en Arabie saoudite.

M. Baker avait affirmé jeudi à bord de son avion être prêt à rencontrer des Palestiniens en Israël (le Monde du 9 mars). Les personnalités des territoires occupés ont aussitôt affirmé qu'une telle rencontre devrait avoir l'aval de l'OLP. Les dirigeants palestiniens ne sont pas de prime abord opposés à une telle rencontre, a-t-on indiqué de source palestinienne à Tunis. Ils voudraient néanmoins connaître avec certitude les intentions des Etats-Unis, qui pourraient envisager une solution basée sur la fin de l'occupation des territoires et l'autodétermination du peuple palestinien, ou bien une simple autonomie.

A Amman cependant, cheikh Abdel Hamid al-Saeb, président du Conseil national Palestinien (CNP, Parlement en exil), a estimé que M. Baker avait précisé que sa tournée serait axée sur de nouveaux

« sus de poix ». « Avant d'avancer n'importe quel projet [de paix], il est demandé aux Etats-Unis de prendre des mesures pour faire appliquer les résolutions [de l'ONU] concernant les territoires occupés en 1967 », a-t-il affirmé dans un entretien publié vendredi par le quotidien jordanien Saoudi ach-Chaab.

Arrivé vendredi en Arabie saoudite, M. Baker, accompagné par le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », le général Norman Schwarzkopf, a d'abord rencontré le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal. A l'issue des entretiens qu'il a eus ensuite avec le roi Fahd et son homologue saoudien, des collaborateurs du secrétaire d'Etat ont affirmé que les responsables saoudiens ont compris le « double volet » du programme américain pour la région et exprimé leur volonté de l'appuyer. On ajoute de même source : « Il s'agit d'un engagement saoudien à participer activement ou nouvel élan visant à résoudre le conflit arabo-israélien, et à obtenir en même temps des progrès quant au problème palestinien dans les territoires occupés par Israël ».

Avant d'entamer ce périple, M. Baker avait précisé que sa tournée serait axée sur de nouveaux

arrangements de sécurité dans la région, sur le contrôle des armes et la « coopération économique au Proche-Orient, dans le cadre d'un plan pour établir le « nouvel ordre international » évoqué par le président Bush.

Après Ryad, M. Baker devait se rendre à Taëf, à l'ouest du royaume, afin de rencontrer l'émir du Koweït, cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, et visiter samedi Koweït-Ville. Le secrétaire d'Etat doit se rendre ensuite au Caire, en Israël, en Turquie et en Union soviétique.

Concernant la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, le secrétaire d'Etat avait affirmé que Washington appuierait la tenue d'une telle conférence « au moment approprié », en précisant que sa convocation trop tôt serait « contre-productive ».

Une conférence de paix « régionale » ?

Vendredi, pour la première fois, un responsable israélien a déclaré qu'une conférence de paix « régionale » pourrait être l'instrument d'un règlement du conflit israélo-arabe. M. Yossi Achmeir, chef de cabinet du premier ministre Itzhak Shamir, a précisé que le gouverne-

ment examinait une proposition de négociations entre Israël et une délégation d'Etats arabes. « C'est une idée qui est actuellement à l'étude à Jérusalem. A mon avis, c'est une bonne proposition (...). vous pouvez appeler ça une conférence régionale », a-t-il affirmé à l'agence Reuters.

M. Achmeir a cependant ajouté qu'il n'était pas question d'y accepter des représentants de l'OLP. Les représentants palestiniens sans affiliation à la centrale de Yasser Arafat, qui seraient élus dans les territoires occupés en vertu du plan Shamir de 1989, pourraient en revanche participer à cette conférence.

M. Yitzhak Shamir a lancé vendredi un appel à la Syrie et à l'Arabie saoudite pour entamer des négociations avec Israël, selon la radio israélienne. Au cours de sa rencontre à Jérusalem avec le secrétaire d'Etat canadien aux affaires étrangères, M. Joe Clark, M. Shamir a appelé la Syrie et l'Arabie saoudite à « se retrouver avec Israël autour d'une table de négociation ». « Cela créera, a-t-il dit selon la radio, une atmosphère positive chez les Palestiniens, pour la promotion de l'initiative de paix [du gouvernement israélien] ». (AFP, Reuters, AP)

55 درين لايصل

EUROPE

L'exode des ressortissants

Rome n'accordera le permis de séjour permanent qu'aux réfugiés politiques albanais

Le gouvernement italien entend accueillir les réfugiés albanais qui ont débarqué sur les côtes adriatiques, mais le permis de séjour permanent ne sera accordé qu'aux réfugiés politiques, a déclaré vendredi 8 mars le ministre de la protection civile, M. Vito Lattanzio. Pourront également rester, aux termes de la loi sur l'immigration, les Albanais détenant un contrat de travail, mais il paraît évident que

les réfugiés de ces derniers jours ne remplissent pas cette condition. Quant à ceux qui n'ont pas encore débarqué, le ministre a suggéré l'hypothèse de les rapatrier à bord de navires de l'ONU et de la Croix-Rouge. Le gouvernement a par ailleurs demandé à la magistrature de placer sous séquestre les bateaux qui ont transporté les réfugiés à travers l'Adriatique. M. Lattanzio a également annoncé un renforcement

des services de patrouille et de contrôle le long des côtes italiennes. Jeudi soir, une centaine d'Albanais ont tenté d'entrer en Yougoslavie et, selon Radio-Beograd, les gardes-frontière auraient ouvert le feu contre ce nouveau groupe de candidats à l'émigration. Si Radio-Tirana estimait la situation « calme » dans le pays, plusieurs milliers d'Albanais, dans l'attente d'un hypothétique bateau pour l'Italie,

seraient toujours massés à Durrës, port du sud du pays que les autorités avaient placé sous contrôle militaire. Une demi-douzaine de soldats albanais armés ont d'autre part gagné clandestinement la Grèce vendredi, rejoignant ainsi les quelque deux cent cinquante militaires qui ont déjà déserté et fui leurs pays au cours des trois derniers mois. (AFP)

Les va-nu-pieds de Brindisi

BRINDISI

de notre envoyé spécial

Sur la route nationale 379, balayée par le vent, des hommes marchent. Où vont-ils ? Ils ne le savent pas. Ils ont fait 30 kilomètres à pied déjà, ils vont vers le Nord, à la poursuite de leur rêve d'opulence et de liberté. Ils ne sont pas plus d'une dizaine mais on les regarde. Ils sont sales, pas rasés, mal vêtus et sentent mauvais. Une semaine sans se laver, peut-être plus. Dans une heure ou deux, une voiture bleue s'arrêtera à leur hauteur. Des policiers en surplum. Ils essaieront d'expliquer que tout va bien désormais, qu'ils ne doivent plus avoir peur, qu'il leur faut rester, que le gouvernement a décidé d'accueillir tous les réfugiés albanais, que bien sûr, tout cela est temporaire, mais qu'en Italie, savez-vous, le temps...

Il s'appelle Terenzi, il a dix ans, le nez sale et des chaussures trop grandes mais presque neuves. Avec son copain Alvin, cela fait un quart d'heure qu'il fait des tours de manège sur l'escalator du grand magasin Standa de Brindisi. Des marches qui montent toutes seules, il n'avait jamais vu ça de sa vie, le petit Terenzi. Des gens s'arrêtent pour regarder ces mêmes, hilares, qui découvrent la prospérité au quotidien.

Pas d'agressivité dans l'air, seulement de la curiosité chez les passants, et peut-être un peu de pitié aussi. Elle s'appelle Matilda, elle a

seize ans, une mère rebelle et un beau regard plein de défi. Quinze ou vingt compagnons d'infortune sont autour d'elle et poussent des soupirs d'énervement. Matilda accélère le mouvement, espère tous ses doigts en même temps sur l'écran et regarde l'image changer, les pages tourner. L'indicateur électronique des chemins de fer, à la gare de Brindisi, est une machine fabuleuse digne d'Allice au pays des merveilles. Quand un voyageur en quête de renseignements s'en approche, tout le monde s'écarte et relègue par-dessus son épaule, pour répéter aussitôt après la formule magique qui anime la machine.

Tout est bon, frais, exotique...

Les gens du centre observent le manège, puis s'en vont vaguer à leurs occupations, ou vague sourire de furtivité et de contentement au coin des lèvres. C'est bon, quand même, d'appartenir à la cinquième puissance économique du monde...

Il est 12 heures à l'horloge de la place du Dôme à Brindisi. Les marchands de primeurs de la région vont bientôt remplir leurs cages dans les camionnets. Les groupes de réfugiés vont et viennent entre les étals. Ils ne font rien, ne demandent rien. Ils mangent avec les yeux. De temps en temps, l'un d'entre eux

glisse quelques mots dans l'oreille de l'autre qui acquiesce gravement. On n'attend pas ce qu'il dit, on ne comprend pas, mais on imagine : « T'es vu tous ces fruits ? Ce truc verdâtre et couvert de duvet, à ton avis, c'est quoi ? » Le marchand explique, ils se regardent, répètent le nom, feignent tout à coup de comprendre. « Ki-wi, c'est un ki-wi, quoi ? ». L'homme en offre un, le fruit passe de main en main, on sort un couteau, on l'ouvre, on le goûte. « Les petits grains noirs, là, ça se mange aussi ? » Oui, tout est bon, frais et exotique dans le monde moderne.

15 heures dans le centre-ville. Deux ou trois mille Albanais ont forcé les barrières et se sont répandus dans la cité. Ils vont et viennent, restent ébahis durant de longs moments face aux vitrines les plus banales : un marchand de pipes, une échoppe de coutellerie, un magasin d'horloges.

Vieilles trépassées

Tout à coup, une rumeur. Les huit Petites Sœurs de la Charité ont décidé d'offrir leur maison et l'on peut y prendre des douches. Des douches ? Dix, vingt, cent, deux cents ? Ils se précipitent, bientôt dans la place. Les Petites Sœurs sont débordées. Impossible de

mettre de l'ordre parmi ces misérables dépourvus d'hygiène depuis une semaine, quelques-uns des années. Bientôt, c'est l'émeute. La police arrive, charge brutalement et finit par ramener le calme et un semblant de discipline. Une Sœur essaie une lame. C'est parfois dur à supporter, le dénuement des autres...

17 heures sur la jetée. Un homme masqué de blanc, avec un drôle d'appareil sur le dos, actionne un levier tout en dirigeant une sorte de tuyau qu'il balance en cadence d'un trottoir à l'autre. On dirait un vigneron qui sulfate ses ceps. Il sulfate, oui, mais dans la bonbonne, il y a du désinfectant. Les médecins l'ont dit : ils craignent des épidémies. 10 à 15 % des réfugiés souffrent de gale, la maladie de la saleté et de la misère. Des centaines de cas de dénutrition avancée ont été observés, et aussi quelques hépatites B. Une équipe municipale a été chargée de ramasser toutes les savates écartées et les tas de haillons abandonnés, ici et là sur les trottoirs, par tous ceux qui ont pu se changer. A en juger par les amoncellements de vieilles fronces que les fonctionnaires désignent sans en avoir honte, ils sont nombreux. Les commerçants ont été invités par leurs syndicats à offrir leurs invendus, les particuliers à vendre leurs armoires. L'appel a été entendu : tous ceux qui déboulent en pantalon à palmes d'été, des années 60 ou en costume dépareillé, tous ceux qui claudiquent dans des chaussures neuves trop petites ou

trop grandes, sont là pour en témoigner.

23 heures à l'entrée des docks. Un gigantesque embouteillage bloque l'accès aux quais. Plusieurs dizaines d'autobus municipaux, d'autobus de luxe et de Pullman à touristes ont été réquisitionnés pour transporter les réfugiés.

Les femmes et les enfants d'abord

Policiers et carabinieri, masqués de gazo et gantés de caoutchouc comme des chirurgiens, tentent d'opérer un tri rapide parmi les deux mille ou trois mille personnes qui piétinent encore ici depuis des heures. « Les femmes et les enfants d'abord », ordonne un gradé. Mais la foule est trop compacte. Chacun veut être le premier à monter dans l'autobus.

L'ordre est bientôt abandonné. « Vite vite ! Forco ! Forco ! » : les hommes masqués tentent d'accélérer le mouvement. Les voyageurs courent vers les véhicules, serrent comme un trésor l'inévitable sac plastique que tous trimbalent avec eux et qui contient les premiers effets de leur nouvelle vie.

3 heures, samedi matin. La ronde infernale des autobus est terminée. Les quinze mille ou seize mille va-nu-pieds qui ont tout risqué pour tout recommencer ailleurs ont été

emmenés dans des entrepôts vides, dans les écoles. Les trente établissements scolaires de Brindisi ont été réquisitionnés par le préfet. Les enfants et les lycéens sont en vacances jusqu'à nouvel ordre. Un peu plus loin dans la région et jusque là-haut, aux portes de Rome, les autorités préparent les camps qui vont accueillir tous ces gens. Tout sera prêt dans quelques jours, peut-être une semaine. En attendant, il faut nettoyer les quais jonchés d'immondices, d'excréments dégageant une insupportable puanteur. Un eloque, les « bateaux de l'espoir » sont vides, amarrés, saisis sur ordre de la magistrature italienne. Leurs armateurs turcs, grecs ou chypriotes, qui faisaient la navette dans l'Adriatique, devront payer de lourdes amendes pour les récupérer.

A la lueur d'un lampadaire, Petrit et trois copains gloussent comme des idiots en tournant les pages d'un magazine pornographique trouvé Dieu sait où. A deux pas, une vingtaine d'élégantes italiennes sortent d'un dîner entre dames dans un restaurant chic. Le 8 mars 1991, l'Occident fêtait la Journée internationale des femmes. Au même moment, des Albanais ordinaires pénétrent comme par effraction dans le vingtième siècle.

PATRICE CLAUDE

L'énigme Kadaré

Suite de la première page

Comme blessé, il finissait même par esquiver un mouvement d'humour devant ce qu'il prit pour de l'ironie méchante et qui n'était que de la curiosité naturelle.

C'est que, même s'il a éprouvé le besoin de s'en expliquer longuement, à travers de multiples interviews et dans deux livres (2), sa coexistence avec le régime corréiste n'a pas été simple. Les journalistes ont écrit que son s'en est séparé restant ambigü.

Dans le débat sur les rapports entre écrivains et pouvoir en pays totalitaire, Kadaré a fourni, pendant de longues années, un exemple sans doute unique, celui d'un écrivain dont les œuvres étaient publiées dans son pays, participant aux structures officielles du régime, jouissant même de certains privilèges, tout en se sachant en opposition avec ce régime et sous la haute surveillance de son appareil de sécurité.

Il se souvient, non sans agacement, en même temps, les derniers temps, on a voulu rapprocher son personnage de celui d'un autre écrivain de sa génération, Vasiliev Havel, alors que leurs démarches sont si dissimilées : Havel était en opposition ouverte avec le régime tchécoslovaque, ce qui lui valut de multiples séjours en prison et l'interdiction de toute œuvre ; ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dictature et dut placer l'action politique avant la création littéraire.

Comme un héros national

Kadaré, en revanche, soutint que, pour lui, l'action politique passait par la création littéraire, qui lui permit d'acquiescer une immense popularité auprès de ses compatriotes - une situation, certes, plus enviable.

A ceux qui lui reprochèrent de ne s'être battu qu'après la mort d'Enver Hoxha, le fondateur du communisme albanais, il répondit : « Le duel [avec Hoxha] n'a pas eu lieu

après sa mort, c'était un duel entre littérature et dictature. Le fait même que l'écrivain crée de la littérature, c'est que, déjà, il a gagné le duel. » « Libérer les mots, dit encore Kadaré, c'est un grand travail, ce n'est pas si facile... »

Pourtant, il avoue qu'il était « hanté par l'image de Havel parce que, même du vivant d'Enver Hoxha, qui était un petit Staline et un petit Lénine local, lorsque les journalistes écrivaient que nous étions les deux Albanais les plus célèbres, c'était une horreur, comme une condamnation à mort. » Doit-on, pour autant,

considérer que, après ces explications, tout est clair sur les rapports de Kadaré avec Hoxha ? Hoxha n'émergea-t-il pas du Grand Hiver, le roman qui raconte admirablement la rupture soviéto-albanaise, comme un héros national que sa ténacité, au sein d'un régime soviétique rend souvent assez sympathique, même si l'on perçoit en arrière-plan toute la perversité du système totalitaire ? C'est d'ailleurs Hoxha lui-même qui autorisa finalement la parution de ce livre ; d'où, explique Kadaré, le « mystère de la protection » dont l'auteur bénéficia ensuite : « A tout en étant ma bouée de sauvetage, le Grand Hiver était aussi ma malédiction », écrit-il, retombant dans la tourmente contradiction qui veut que, pour pouvoir lutter par l'écriture, il fallait être agréé par le régime.

On peut aussi se demander quelle était réellement la marge de manœuvre de Kadaré dans le degré de collaboration avec le régime. Il fut membre du Parti communiste, député de 1970 à 1982, membre de la direction de l'Union des écrivains, vice-président du Front démocratique, organisation « de masse » dont la présidence était la venue d'Enver Hoxha. Peu après la mort de Hoxha, le Monde reçut et publia, le 26 avril 1985, une lettre d'Ismail Kadaré s'élevant contre les articles publiés dans ce journal sur le leader albanais : « Il est indigne d'offenser un peuple à des moments de deuil et de douleur », écrivait Kadaré. Le nom d'Enver Hoxha est indissolublement lié aux fondements, à l'histoire et à l'édification de la nouvelle Albanie. Voilà ce qui détermine les dimen-

sions de sa figure et, conséquemment, l'ampleur du deuil. » Cette lettre était-elle spontanée, ou écrite sous la pression ? Kadaré n'en a jamais parlé.

Lorsque, dans une interview publiée en 1986, le Monde lui demanda pourquoi il n'était plus député, il eut cette élocution répons : « Parce qu'un ne m'a plus proposé de l'être. » A Franco-Culture jeudi, il a expliqué qu'il était député « dans une période où cela n'avait aucune importance ».

Absurdités du système

De même, lorsque nous lui avons demandé pourquoi il était vice-président du Front démocratique, il a déclaré : « Je ne sais pas. - Mais vous n'avez accepté ? - Personne ne m'a demandé [mon

avis]. Ce n'était pas quelque chose de sérieux. » C'était tout de même suffisamment sérieux pour qu'il relate, dans *Printemps albanais*, une altercation qu'il eut avec M^{me} Haxha lors d'une réunion de la présidence du Front, en mai 1990.

Ambigüité encre lorsqu'il décrit le mariage de sa décision de partir, l'an dernier. Par l'absence », dit-il, il voulait forcer le changement, après avoir emporté qu'il ne pouvait plus y contribuer sur place ; d'une certaine manière, l'opération a réussi. En même temps, on sent bien, dans la minutieuse description de *Printemps albanais*, que ce système lui était devenu proprement insupportable, comme l'absurdité de la Mercedes offerte au haut dignitaire que l'on vient de limoger, ou comme l'envoi à Strasbourg, à une enfilade sur les droits de l'homme, du haut magistrat qui avait mis tant d'innocents en prison.

Ces absurdités avaient pourtant toujours existé, mais soudain, alors que le système s'effondrait dans les pays voisins, elles devenaient trop éhontées. « Aujourd'hui, il apparaît que les limites [du monde communiste] sont dépassées, déclarait-il au Monde le 26 octobre dernier. Mais en Albanie, je ne peux pas les dépasser. Alors je pars. Disons que la désillusion n'est plus insupportable que l'oppression. » Car lui aussi avait cru au président Ramiz Alia et à la capacité du système à se réformer.

Kadaré n'est pas un héros. Il ne cherche pas à passer pour tel - et d'ailleurs, pouvait-il l'être en Albanie ? Plus de cinq mois après son arrivée en France, le grand écrivain albanais apparaît surtout comme un homme tourmenté, celui-là même qui, au moment de quitter son pays, comparait l'exil à la mort, puis à la prison.

SYLVIE KAUFFMANN

(2) Outre *Printemps albanais* : *Ismail Kadaré, Entretiens avec Eric Faye*, éd. José Corti, 109 pages, 75 F.

Douloureux « printemps »

Le « printemps » d'Ismail Kadaré a commencé le 4 février 1990, par une très longue entrevue avec le président Ramiz Alia, qu'il connaissait bien pour avoir eu souvent affaire à lui pendant les vingt années durant lesquelles M. Alia avait été responsable de la propagande au comité central ; il le respectait, d'ailleurs. Kadaré expose au numéro un albanais sa vision d'une transition démocratique et les changements qui lui paraissent indispensables. En la accompagnant, Ramiz Alia a cette phrase : « Tout se fera. »

Le 21 mars suivant, Kadaré donne une interview à un journal albanais, la Voix de la jeunesse, qui non seulement a publié mais fait grand bruit. L'écrivain n'hésite pas à dire qu'il « provoque un embrasement général » ; il est vrai qu'il y sort de sa réserve pour évoquer la démocratie, les droits de l'homme, les libertés. Déjà, en avril, surgissent les premiers nuages. Kadaré appelle cette période le « temps des maux » ; c'est le moment où les

hésitations se font jour, où le pouvoir tente de satisfaire les conservateurs en même temps que les réformateurs. Pourtant, certaines mesures de libéralisation sont adoptées, allant dans le sens de ce qu'avait demandé Kadaré. La Sigurimi, la redoutable police politique albanaise, elle, ne déteste pas.

Le 3 mai, envenimeur à que la danger d'un retour en arrière se faisait de plus en plus menaçant, Kadaré écrit une longue lettre à Ramiz Alia. « Vous avez ouvert de nouveaux horizons au peuple albanais », ne les laissez pas s'assombrir, lui dit-il en l'assurant d'un soutien de ce peuple.

Illusions perdues

Persuadé d'avoir joué un rôle décisif dans cette timide ouverture, Kadaré s'interroge sur sa propre place dans le suite des événements. « Hoxha me tortura », écrit-il. Le 21 mai, il reçoit la réponse de Ramiz Alia ; le style dogmatique de cette lettre, l'insaisissable répétition des mots « Parti

et Hoxha » lui font l'effet d'une douche froide. C'est fini. Kadaré n'a plus d'espoir et prend la décision de partir, dès que l'occasion s'en présentera.

Juin est pour lui le mois de la peur. Le pouvoir prend pour cible un « groupe d'intellectuels », dont font partie l'écrivain et quelques personnalités que l'on retrouvera, six mois plus tard, à la tête de l'opposition naissante et du Parti démocratique. Le 2 juillet éclate la crise des ambassades : Ismail Kadaré fait état dans son livre d'un terrible massacre, ce jour-là, perpétré par les forces de l'ordre devant les représentations occidentales. Il est suivi d'un autre massacre, qu'il décrit en détail dans son dernier livre, dans la ville de Kavaja. La répression est allée trop loin, certains « durs » du régime sont limogés. « Trop tard », écrit Kadaré. « Ramiz Alia avait perdu l'occasion de rentrer dans l'histoire », Kadaré, lui, a perdu ses illusions que j'avais soutenues de toute mon âme. Qu'avec mon autorité d'écrivain célèbre

j'avais rendues plausibles. Le massacre était inévitable. » Le 27 septembre, il s'envole pour Paris.

Kadaré ne participera pas aux élections du 31 mars, même s'il soutient ouvertement le Parti démocratique, et ne retournera dans son pays que lorsque ce sera une démocratie. Les Albanais le réclament ? « Ce ne fait rien, dit-il, ils ont mes livres, ça suffit. » « L'important, poursuit-il, n'est pas de gagner ou non les élections, l'important c'est de continuer. » Il donne encore au régime « un an, un an et demi ». Quant à Ramiz Alia, pour lequel il fut plein de bienveillance, il le juge aujourd'hui « hésitant, faible, influencé, très mal entouré ». De cet éplaque du « printemps albanais », dont on connaissait peu de choses en Occident, du comportement de Ramiz Alia tel que le décrit Kadaré, émerge en bien des points un parallèle frappant, comme en miniature, avec une autre tentative de réforme du socialisme : celle de Mikhaïl Gorbatchev.

S. K.

EUROPE

URSS : publication du nouveau projet de traité de l'Union

Le référendum du 17 mars reste entouré d'ambiguïtés

La publication, samedi 9 mars, par la presse soviétique du nouveau projet de traité de l'Union (le Monde du 7 mars) donne un atout à M. Mikhaïl Gorbatchev à une semaine du référendum qu'il entend organiser sur le maintien de l'URSS. Il en avait bien besoin, tant paraissent fragiles les accords qu'il a pu arracher aux dirigeants de huit grandes Républiques soviétiques, à la fois pour approuver « en principe » le nouveau texte et pour s'engager à mener sur leur territoire le référendum du Kremlin. Mais sa préparation se fait dans un tel désordre et tant d'incertitudes planent sur son déroulement, que certains députés soviétiques ont déjà demandé le report du scrutin.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev, qui s'est aligné, voici trois mois, sur les forces les plus hostiles à l'octroi d'une souveraineté réelle aux Républiques, a manifestement fait subir des entorses à son credo officiel pour obtenir ce projet de traité, paraphé pour l'instant par les seuls adjoints des trois Républiques slaves et des cinq Républiques d'Asie centrale. L'une de ces entorses est que le mot « socialiste » apparaît nulle part dans le texte du projet de traité. M. Gorbatchev a été interpellé dès jeudi sur ce point par un député conservateur indigné de cette « disparition », alors que le Congrès des députés s'était prononcé en décembre, après le Parti communiste, en faveur du maintien d'une « Union socialiste ». Le numéro un soviétique a répondu que « le choix socialiste du pays est déjà inscrit dans de nombreux documents », y compris dans la formulation de la question posée au référendum du 17 mars sur le « maintien de l'URSS », « il n'est donc pas nécessaire de le répéter partout », a-t-il ajouté, quelque peu embarrasé. Mais à cette coquetterie s'ajoute celle qui consiste à accepter l'éventualité de conditions spécifi-

ques d'adhésion à l'Union pour certaines Républiques. M. Gorbatchev avait évoqué cette possibilité dès le printemps dernier, mais le texte du premier projet, élaboré au Kremlin en novembre, n'en faisait plus mention. Jeudi, devant le Soviet suprême, M. Gorbatchev a parlé à nouveau de la « situation spécifique » des Républiques baltes.

Mais il est vrai qu'en échange, ce nouveau projet de traité reprend les grandes lignes de celles du premier en ce qui concerne les partages de compétences, dont « le centre » conserve l'essentiel. Et qu'il place une belle épée dans le pied de M. Boris Eltsine, avec la question de la représentation des anciennes Républiques « autonomes » qui se sont proclamées à l'automne dernier « souveraines ». Le projet leur donne le droit d'être représentées en tant que telles dans les futures instances de l'Union et pas seulement au sein de la République fédérale dont ils dépendaient jusque-là. Or il s'agit avant tout de dix-neuf Républiques situées en Russie (celles des Tatars, Bachkirs, Lakotes, etc.) qui sont toujours contrôlées par les communistes. M. Eltsine a affirmé aussitôt, selon l'agence Interfax, que la Russie ne signerait pas l'accord si cette disposition était maintenue. Les autres Républiques devraient soutenir ce point. M. Eltsine, aucune n'étant exempte de minorités qui pourraient ainsi se soustraire à leur autorité.

« Oui à l'Union, non au chaos ! »

La publication du projet de traité, alors que ce point n'est pas réglé et doit encore être débattu, comme l'ensemble du projet, par les différents Parlements républicains, montre à quel point M. Gorbatchev tenait à la faire avant son référendum sur l'Union, le premier qu'il se soit décidé à organiser. Ses opposants — démocrates, élitistes ou régionalistes des Républiques — avaient beau jeu de souligner, pour appeler à voter « non », que les Soviétiques doivent se prononcer sur une Union dont ils ignorent le contenu. Ils en savent maintenant un peu plus, mais pas tout.

Mais c'est loin d'être la seule ambiguïté d'un scrutin, qui risque non seulement d'être agité, mais aussi de se retourner finalement contre son promoteur. En effet, six Républiques périphériques refusent de l'organiser. Leurs habitants de souche représentent cependant moins de 5 % de la population de l'URSS. Mais la Russie et l'Ukraine, qui en représentent plus de la moitié, tout en acceptant le référendum de l'Union, organisent en même temps les leurs, avec d'autres questions, dont le succès probable jettera de l'ombre sur celui de M. Gorbatchev. Même le Kazakhstan, fidèle du Kremlin jusqu'à une période toute récente, a l'intention de poser à ses habitants une question différente, bien que proche, de celle imposée par « le centre ».

Cette situation, « qui risque de rendre impossible le calcul des résultats, doit être résolue par le Soviet suprême et le comité de contrôle constitutionnel », a déclaré, jeudi, le président soviétique. La veille, des députés avaient réclamé le report du scrutin, arguant du désordre qui préside à sa préparation et des menaces des usines, situées par exemple en Moldavie et en Lituanie, qui voudraient organiser le scrutin dans leurs établissements, comme les y engage Moscou. Et comme s'il voulait prendre les devants, le procureur général de l'URSS a rappelé qu'en vertu de la loi adoptée en décembre sur les référendums, leurs résultats peuvent être annulés si des fraudes importantes sont constatées, ce qui entraîne alors un report d'un an de la consultation.

Toutefois, la campagne en faveur du « oui » est toujours activement menée par la télévision et la presse communiste, notamment sur le thème « oui à l'Union, non au chaos ». Et M. Gorbatchev, qui s'est personnellement impliqué dans la campagne, a affirmé jeudi qu'aucun des neuf dirigeants de République présents la veille à Moscou à un Conseil de la fédération (les « huit » plus l'Azerbaïdjan, qui vient de décider qu'il organisera le référendum de l'Union) « n'ont avancé d'objections sur la tenue du référendum, sa date ou la question posée ».

SOPHIE SHIHAB

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez va remanier son gouvernement

MADRID

de notre correspondant

Un remaniement ministériel aura lieu dans les prochains jours en Espagne. La porte-parole du gouvernement, M^{me} Rosa Cordero, l'a officiellement confirmé, vendredi 8 mars, en déclarant que le point d'arrivée à une interminable période de spéculations et de manœuvres politiques.

A l'occasion des législatives anticipées du 30 octobre 1989, le chef du gouvernement avait invoqué la nécessité de disposer d'un cabinet renforcé et renoué, mieux à même d'affronter les rudes défis du marché unique européen pointés à l'horizon. Mais, au lendemain du scrutin, M. Gonzalez décida... de reconduire purement et simplement son gouvernement. L'attribution de plusieurs sièges avait fait en effet l'objet de recours devant les tribunaux et il n'était pas sûr de disposer d'une majorité absolue aux Cortes.

Depuis, un autre obstacle avait surgi, et de taille : le scandale impliquant le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, dont le frère s'était apparemment enrichi de manière fulgurante à l'ombre du pouvoir. Au fur et à mesure que l'affaire s'aggravait, le remaniement se compliquait pour M. Gonzalez. Après s'être obstinément accroché à son poste durant un an, M. Guerra allait finalement démissionner le 12 janvier dernier. La guerre du Golfe devait ensuite retarder ce remaniement.

L'enjeu est considérable car tout porte à croire que M. Gonzalez, après trois législatures successives, ne présentera plus sa candidature aux prochaines législatives. La composition du nouveau gouvernement apportera donc de précieuses indications non seulement sur le rapport de forces au sein du parti, mais aussi sur la personne appelée à le diriger dans un avenir assez proche.

THIERRY MALINIAK

BELGIQUE : projet de réforme constitutionnelle

Une femme pourra monter sur le trône

Comme en Grande-Bretagne, au Danemark ou aux Pays-Bas, une femme pourrait régner un jour en Belgique. M. Wilfried Martens, premier ministre, a présenté vendredi 8 mars au gouvernement un projet de réforme constitutionnelle allant dans ce sens.

BRUXELLES

de notre correspondant

Calquée sur la loi salique française, l'article 60 de la Constitution belge stipule : « Les pouvoirs constitutionnels du roi sont héréditaires dans la descendance directe, naturelle et légitime de SM Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg (Léopold I^{er}, premier roi des Belges en 1831), de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance ». A défaut de descendance masculine, le roi peut nommer un successeur avec l'assentiment des Chambres.

Procédure de révision complexe

S'il est approuvé — à la majorité des deux tiers par le Parlement — ce projet de loi devrait pas avoir de conséquences à court et moyen terme. Il se peut que le roi Baudouin, âgé de soixante ans, monté sur le trône en 1951, manifeste un jour l'intention de renoncer à sa charge. Son frère, le prince Albert, né en 1934, devrait normalement lui succéder. Mais l'idée est assez répandue à Bruxelles que le mari de la belle Paola, qui se consacre surtout à la promotion commerciale du royaume, a moins d'avenir dynastique que son fils aîné Philippe, né en 1960. La réforme constitutionnelle ne pourrait donc profiter qu'à une fille du prince Philippe, pour le moment céliba-

taire, à moins que des circonstances tragiques ne mettent sur le devant de la scène la princesse Astrid, deuxième fille du prince Albert.

Pourquoi cette réforme décidée « en harmonie avec le roi », selon M. Martens ? La Belgique trouve-t-elle gain à se donner une image internationale cette exclusion des femmes, si présentes dans les autres royaumes européens.

La procédure de révision de la Constitution est complexe. Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de modifier tel ou tel article de la loi fondamentale. Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes et c'est au nouveau Parlement de voter la réforme si une majorité se dégage. L'article 60 figurant dans une liste adoptée par une précédente législature, les Chambres actuelles peuvent suivre le premier ministre avant l'expiration du mandat des députés, en janvier 1992.

En revanche, il faudra attendre la prochaine législature pour la révision de l'article 69 (« Le roi sanctionne et promulgue les lois ») que le gouvernement vient d'ajouter à la liste des textes à modifier un jour. Le sujet est beaucoup plus délicat que l'ouverture de la fonction royale aux femmes. On l'avait constaté en avril 1990, quand le roi, invoquant « un grave problème de conscience », avait refusé sa signature à une loi sur l'avortement. Une crise de régime avait été évitée grâce à une « impossibilité de régner » de quelques jours, mais, devant le malaise des socialistes, M. Martens avait promis de proposer « une solution structurelle » à ce genre de problème. En pratique, pour éviter une dissolution, les députés devraient demander la révision de l'article 69 quelques jours avant l'échéance normale de leur mandat, et l'on passerait aux choses sérieuses au début de l'année prochaine.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

AMÉRIQUES

SALVADOR : élections de transition vers la paix

La gauche espère devenir la troisième force parlementaire

Un peu plus de deux millions d'électeurs salvadoriens voteront, dimanche 10 mars, pour le renouvellement de l'Assemblée législative et des deux cent soixante-deux conseils municipaux du pays. Malgré la poursuite des opérations militaires dans les zones traditionnellement dominées par la guérilla, celle-ci a déclaré de maintenir la trêve qu'elle avait annoncée pour la période du 9 au 11 mars.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Pour la première fois depuis 1972, aucun secteur social ne conteste la légitimité du processus électoral, déclare avec une satisfaction évidente, à propos des élections législatives et municipales du 10 mars, le plus charismatique des dirigeants de la gauche salvadorienne, Ruben Zamora, secrétaire général du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC). « L'enjeu est donc exceptionnel, et ce scrutin va constituer une étape importante pour la démocratisation. Contrairement à toutes les élections précédentes, qui s'inscrivaient dans le projet contre-insurrectionnel de l'armée, celles-ci ont un caractère plus politique que militaire, et l'armée s'est abstenue de faire campagne contre nous comme elle l'avait fait en 1989 avec des affiches nous accusant d'être des terroristes ».

Bien que les sondages les plus favorables lui accordent moins de 10 % des intentions de vote, la gauche devrait faire son alliance politique avec la guérilla au sein de l'Assemblée législative ou le parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), droite, pourrait conserver la majorité absolue. « Notre objectif, affirme Ruben Zamora, est de devenir la troisième force politique, derrière l'ARENA et la démocratie chrétienne ». Du fait de son alliance politique avec la guérilla au sein du Front démocratique révolutionnaire, la gauche n'avait pas participé aux élections législatives de 1988.

L'année suivante, les trois partis de la gauche non communiste s'étaient réunis au sein de la Convergence démocratique pour présenter un candidat unique à l'élection présidentielle. Guillermo Ungo, qui est décédé la semaine

dernière, avait obtenu moins de 4 % des suffrages exprimés mais les conditions avaient été particulièrement difficiles pour cette première incursion sur le terrain électoral. La gauche avait dû faire face à l'hostilité de l'armée et de la droite mais aussi au boycottage des guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN).

La situation est tout à fait différente aujourd'hui à la suite des progrès enregistrés dans la négociation entre le gouvernement et la guérilla, engagée depuis près d'un an sous les auspices des Nations unies. « Tout le monde reconnaît désormais que les deux parties sont condamnées à trouver une solution négociée au conflit », soutient l'écrivain David Escobar, membre de la commission gouvernementale de négociation. Nous avons avancé sur plusieurs points, en particulier sur les droits de l'homme et la réforme des forces armées, y compris sur le principe de répartition qui sera établie sur les crimes les plus abhorrés. La société a besoin de connaître la vérité historique — plus que la vérité judiciaire — sur les crimes commis des deux côtés, qu'il s'agisse de l'assassinat de Mgr Romero, de celui des Jésuites ou des exécutions perpétrées par la guérilla.

David Escobar ajoute : « Il faut passer de l'affrontement militaire à la lutte politique. La guérilla a compris qu'elle devait désormais conquérir un espace dans le cadre du pluralisme politique, comme cela est en train de se faire en Colombie où, il est vrai, à la différence du Salvador, les organisations rebelles n'ont jamais été sur le point de prendre le pouvoir ».

La « tombe des rouges »

Même s'il reste décidé à maintenir sa pression militaire et à reconquérir, après les élections, les zones d'influence investies par l'armée ces dernières semaines, le FMLN est en train de modifier radicalement sa position sur le processus électoral qu'il qualifiait jusqu'alors de « manœuvre contre-insurrectionnelle ». Alors que le principal dirigeant de la guérilla, le commandant Joaquín Villalobos, affirmait encore le 23 février que « les élections favorisaient la guerre », le FMLN annonçait quelques jours plus tard une trêve de

trois jours à la demande de la gauche et de la démocratie chrétienne. « Nous avons quelque chose à gagner avec ces élections, affirment les rebelles dans un communiqué, car les forces démocratiques vont conquérir de nouveaux espaces et réduire ainsi le pouvoir de l'ARENA ».

Le commandant Villalobos, qui ne vit plus dans les montagnes du Salvador depuis environ deux ans et se déplace entre plusieurs pays d'Amérique latine avec les quatre autres dirigeants de la guérilla, s'est répandu en déclarations au cours des derniers jours en faveur de la « démocratie pluraliste ». Simultanément, la radio des insurgés rapporte que la guérilla organise des meetings dans certains villages pour dénoncer la « campagne de terreur menée contre l'opposition par le parti au pouvoir et l'armée afin de dissuader les Salvadoriens d'aller voter ».

Les observateurs de l'Organisation des États américains, qui font désormais partie du paysage électoral de l'Amérique centrale, renvoient dos à dos l'armée et la guérilla dans un rapport consacré aux élections. Après avoir félicité toutes les forces politiques pour leur « volonté unanime de collaborer à l'organisation d'un scrutin démocratique », l'OEA constate que les « actes de violence et d'intimidation contredisent cette intention et pourraient nuire aux effets négatifs sur le processus électoral ».

L'OEA dénonce les « menaces de mort » de la guérilla à l'égard de certains candidats de la droite dans les zones rurales ainsi que l'assassinat, sans doute commandité par la droite, d'un membre de l'UDN qui se présentait à un poste de conseiller municipal dans la banlieue de la capitale. Elle regrette également la « violence verbale » utilisée par tous les partis qui ont recours à une propagande très agressive.

Comme lors des campagnes précédentes, l'ARENA a diffusé à long-courrier de journeaux soit hymne proclamant que le Salvador serait « la tombe des rouges », tandis que les démocrates-chrétiens publiaient des caricatures où les candidats de l'ARENA portaient la croix nazie. Comment s'étonner dans ces conditions que, selon un sondage réalisé en janvier par l'Université catholique, 74 % des Salvadoriens continuent d'avoir peur d'exprimer publiquement leur préférence politique ?

BERTRAND DE LA GRANGE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Levée de l'état d'urgence dans le bantoustan du Bophutatswana

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président du Bophutatswana, M. Lucas Mangope, a levé l'état d'urgence en vigueur depuis mars 1990 dans ce bantoustan « indépendant ». Il a annoncé que la loi sur la sécurité intérieure allait être amendée afin de permettre aux partis politiques de se « déclarer officiellement », ce qui leur garantirait une « complète liberté politique ».

« Nos opposants ont réclamé la place sur la scène politique, nous leur en donnons. Qu'ils n'interprètent pas ça comme la permission de bafouer nos lois. Nous sommes déterminés à ce que la démocratie prévienne », a tenu à préciser M. Mangope. A la différence des trois autres bantoustans « indépendants » (Transkei, Ciskei et Venda) qui sont tentés par un retour dans le giron sud-africain, le Bophutatswana a rejeté tout appel à une « réincorporation ». Ferme soutien par Pretoria, le chef de cet « Etat » a indiqué que « ces changements » sont les « premiers » d'un plan qui permettra au gouvernement de « conserver l'initiative et de rester maître du destin du Bophutatswana » au moment où des réformes fondamentales sont en train de « bouleverser le sous-continent ».

M. Mangope a révélé que son gouvernement avait en récemment de « fructueux entretiens » avec plusieurs organisations politiques dont le Congrès national africain (ANC) et le parti Inkatha à dominante zouloue. Il a souligné que le

« dialogue engagé » serait « entre-tenu ». L'ANC a réagi favorablement à ces mesures, précisant qu'il s'agissait là de « demandes fondamentales formulées de longue date ».

La Commission sud-africaine des droits de l'homme a accueilli avec scepticisme les déclarations de M. Mangope. « Il s'agit d'un premier pas », a son avis, « deux autres pas » doivent être faits qui aboutiraient à « l'abrogation des lois sur la sécurité intérieure » et « le démantèlement de la structure de cette parodie d'Etat » pour per-

mettre aux habitants de la région de participer à « la marche vers une Afrique du Sud unie et démocratique ».

Aquisse en décembre 1977, l'« indépendance » du Bophutatswana, éclatée en sept parcelles différentes, très éloignées les unes des autres, n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. Les autorités de Pretoria continuent de considérer ces quatre bantoustans noirs comme des pays « indépendants » où elles ne se privent pas d'intervenir quand bon leur semble.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TUNISIE

Bedos, Boujenah et Smaïn censurés

TUNIS

de notre correspondant

Eat-on la fait da tourner la guerre et la racisme en dénonçant pour mieux les condamner, ou de montrer un juif, un Arabe et un piad-noir fraternellement unie dans l'humour ? Quoi qu'il en soit, la retransmission, vendredi 8 mars, sur Antenne 2, du spectacle que Michel Boujenah, Smaïn et Guy Bedos avaient donné à l'Olympie à l'initiative de deux associations entraînantes a été interrompue au bout de quelques minutes sur

les canaux de la télévision tunisienne.

Ce n'est pas la première fois que les responsables de la télévision censurant la retransmission des programmes de la chaîne française sans un mot d'explication ou d'excuses, laissant les téléspectateurs sur leur faim. Mais, dans le cas présent, cette initiative, pour le moins maladroite, ne sert pas l'image d'une Tunisie ouverte et tolérante à laquelle les dirigeants du pays assurent pourtant tenir.

M. D.

Le dernier cr

Les obsèques de Michel d'Ornano, décédé accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) vendredi 8 mars, auront lieu mardi 12 mars à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la « fidélité à ses engagements » et l'« ouverture d'esprit » du député (UDF-PR) du Calvados. Pour M. Giscard d'Estaing, dont Michel d'Ornano était l'ami le plus proche et le serviteur le plus dévoué, il s'agit d'une « perte irréparable ».

« Une perte irréparable... » Les premiers mois de M. Valéry Giscard d'Estaing, apparaissant la dispute brutale de Michel d'Ornano. N'aimant guère, pourtant, affirmer ses sentiments, l'ancien président de la République signe dans le *Figaro* du samedi 9 mars un article étonnant. « Nous nous sommes connus, chaque soir au téléphone. Il ne m'a jamais l'appareil, je n'en ai pas. Cette disparition est une épreuve pour M. Giscard d'Estaing. Parce que Michel d'Ornano était tout simplement, son ami. Il était dévoué et loyal, comme les amis de tous les maîtres du monde. Il avait l'habitude de parler d'égal à égal. M. François Mitterrand avait dit à Michel d'Ornano, M. Giscard d'Estaing et M. Ornano. A cette différence près que, pour avoir toujours parlé franchement, préféré la passion de la

Un fœd

Monsieur le comte était un bon d'homme, mais un fœd... qu'un fœd n'a d'ailleurs que... qu'avant de s'en servir à... Deauville, simplement pour... c'était un des lieux de vilég... de sa famille, Michel d'Or... avait su devenir, très... l'homme de la Basse-Normandie et pas simplement le... de la plage de Parisien. Sa... Calvados avait été aussi... que complète. Au début... carrière politique, le départ... était solidement tenu en... les gaullistes, contre... allait développer une... d'encouragement digne... anciens marchands de France.

L'institution régionale... n'est encore qu'embryonnaire, mais la place était à prendre. Bien avant les autres, Michel d'Ornano comprend que la région est une carte à jouer. Dans le même temps qu'il conquiert la région, Michel d'Ornano se dote de solides points d'appui dans son département d'élection : dans sa circonscrip-

M^{me} Ameline devient député du Calvados

M^{me} Nicole Ameline (UDF-PR) suppléante de Michel d'Ornano dans la quatrième circonscription du Calvados depuis les dernières élections législatives de juin 1988, devient députée.

[Née le 4 juillet 1932, à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados), diplômée d'études supérieures de droit public, chargée de mission au cabinet de Michel d'Ornano, de 1978 à 1988, alors qu'il était ministre de l'Intérieur et du cadre de vie, M^{me} Ameline a ensuite occupé les fonctions de secrétaire générale de la mairie de Honfleur (Calvados) jusqu'en 1987. Responsable de la communication au conseil général du Calvados de 1987 à 1991, elle est, depuis le début de cette année, secrétaire générale du district de Deauville.]

« M. Rocard : il n'est pas possible de traiter les problèmes internes de manière quantitative » M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 8 mars, après la réunion d'un comité interministériel consacré aux droits des femmes, que « le rythme de la croissance de l'économie mondiale ne permet pas de traiter de manière quantitative les problèmes internes. « Ce n'est pas en distribuant plus que nous le pourrions, en menaçant notre motivation, que nous réglerons les inégalités », des Français, qui sont d'ailleurs « extrêmement qualitatifs », a ajouté le premier ministre.

مركز ابن أبي عمير

55. من لا يحضره الفقيه

POLITIQUE

La mort de Michel d'Ornano

Le dernier croyant du giscardisme

Les obsèques de Michel d'Ornano, décédé accidentellement à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) vendredi 8 mars, auront lieu mardi 12 mars à Deauville, ville dont son épouse est maire. De nombreux hommages ont été rendus à l'ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing, venant de droite comme de gauche. MM. Mitterrand et Rocard ont souligné la « fidélité à ses engagements » et l'« ouverture d'esprit » du député (UDF-PR) du Calvados. Pour M. Giscard d'Estaing, dont Michel d'Ornano était l'ami le plus proche et le serviteur le plus dévoué, il s'agit d'une « perte irréparable ».

« Une perte irréparable. » Ce sont les premiers mots de M. Valéry Giscard d'Estaing, apprenant la disparition brutale de Michel d'Ornano. N'aimant guère, pourtant, afficher ses sentiments, l'ancien président de la République signe dans le *Figaro* du samedi 9 mars un article élogieux. « Nous nous parlions presque chaque soir au téléphone. Il décrochait l'appareil, je reconnaissais sa voix. » Cette disparition est une épreuve pour M. Giscard d'Estaing. Parce que Michel d'Ornano était, tout simplement, son ami, le confident et le loyal complice des bons et des mauvais jours, le seul qui pouvait lui parler d'égal à égal. M. François Mitterrand avait, Georges Dayan, M. Giscard d'Estaing avait d'Ornano. A cette différence près, pour avoir toujours, par tempérament, préféré la passion de la li-

trarchie au culte de l'amitié, M. Giscard d'Estaing va connaître, dorénavant, une grande solitude. Souffrance humaine, touchante, respectable, et handicap politique. De ce point de vue aussi, la disparition de Michel d'Ornano risque de représenter pour M. Giscard d'Estaing, relancé dans une stratégie présidentielle, une « perte irréparable ». Depuis le désastre de 1981, depuis que M. Michel Poniatowski avait pris ses distances avec le président déchu, Michel d'Ornano était le dernier « baron » du giscardisme. Il était le seul à pouvoir parler et agir au nom de M. Giscard d'Estaing sans en référer à lui. Il était l'homme des missions secrètes quand il s'agit, notamment, à partir de 1987, de travailler au rapprochement avec M. Mitterrand dans l'espoir d'une grande « ouverture ». Il ne le était pas sur les toits de la République, mais ses amitiés, sa gauche étaient nombreuses, comme en font foi les télégrammes de condoléances dépassant l'affliction officielle. Gaston Defferre, Charles Hernu, M. Claude Estier, son cousin le collègue, MM. Pierre Joxe, Pierre Berégovoy étaient de ses amis. En souvenir d'un opé de parfum prospère en Algérie, les d'Ornano connaissent aussi, très bien, la famille Attali. Ces liens ont beaucoup servi ces dernières années.

Un croisé de l'union

Michel d'Ornano était, aussi, l'homme des missions difficiles. Entre 1981 et 1986, il s'était transformé, pour le salut de l'opposition, en croisé de l'union. Il se pardonnait pas à M. Chirac et se RPR leurs pratiques à la tête de l'Etat, qui contenaient à sa déontologie politique. Ministre de l'Industrie en 1974, il avait observé de près les agissements de M. Chirac avec l'Irak et il se éprouvait, ces derniers

temps, beaucoup d'aigreur. Michel d'Ornano emporta avec lui beaucoup de secrets d'Etat. Mais, parce que c'était utile pour M. Giscard d'Estaing, il avait travaillé sans relâche à cette union et au retour sur le devant de la scène de son ami. Au sein de la « commission Gaudin » des investitures électorales, c'est lui qui arbitrait et tranchait.

Quand, en 1986, M. Giscard d'Estaing veut se saisir de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, c'est encore lui, dans l'ombre, qui s'entremet. L'ancien président choisit-il ensuite l'Europe ? Il n'y est pas pour rien. Sous son gant de velours pouvait se cacher une main de fer. Les Mitterrandiens, dont il n'aimait pas l'inconstance, en ont fait les frais. Evincé en 1987 de la commission électorale du PR, Michel d'Ornano dut, deux ans plus tard, le plat de sa revanche en barrant la route de M. Lottard pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

En septembre 1988, ne dégageant rien, il se fait nommer vice-président du groupe l'assurant afin de consolider dans la presse écrite un point d'appui pour M. Giscard d'Estaing. Il croyait au miracle. Il imaginait, déjà, le retour extraordinaire de son ami à l'Elysée. Combien de parlementaires, ces temps derniers, se sont-ils entendus promettre par lui quelque grand ministère ? Cambé de gouvernements avait-il secrètement formés ? « Nous paritions la même foi », écrit M. Giscard d'Estaing. « Nous ne serions pas si naïfs redécouvrant un jour utiles pour la France, mais nous pensions qu'il fallait en préserver la flamme et la chance. » Cette flamme sera, à présent, encore plus difficile à protéger.

DANIEL CARTON

Un féodal dans son fief

Monsieur le comte était un féodal, mais un féodal qui savait qu'un fief n'a d'utilité que si on le sert avant de s'en servir. Elu de Deauville, simplement parce qu'il était un des lieux de villégiature de sa famille, Michel d'Ornano avait su devenir, très vite, l'homme de la Basse-Normandie, et pas simplement le maire de la plage des Parisiens. Sa conquête du Calvados avait été aussi systématique que complète. Au début de sa carrière politique, le département était solidement tenu en main par les gaullistes, contre lesquels il allait développer une stratégie d'« encerclement » digue de ses ancêtres marchaux de France.

L'institution régionale, en 1967, n'est encore qu'un embryon, mais la place était à prendre. Bien avant les autres, Michel d'Ornano comprend que le régime est une carte à jouer. Dans le même temps qu'il conquiert la région, Michel d'Ornano se dote de solides points d'appui dans son département d'élection : dans sa circonscrip-

tion, d'abord, mais aussi à Caen, même, où il fait le nécessaire pour que la mairie revienne, en juin 1970, à un de ses amis, M. Jean-Marie Girault. Encerclé, « mité », le fruit RPR est mûr pour tomber en mars 1979. Et d'arracher à la présidence de conseil général du Calvados à un fidèle de M. Jacques Chirac, Michel d'Ornano se venge de la déroute que les chiraquiens lui ont fait subir à Paris.

Ses sujets bas-normands s'avaient pas à se plaindre de leur suzerain. Son autorité à Paris lui permettait de les doter généreusement. L'installation à Caen du Ganil (Grand accélérateur national à ions lourds), qui a renforcé la vigueur scientifique de la capitale régionale, doit beaucoup à son passage au ministère de l'Industrie et de la Recherche. Pour doter le port de Caen d'une passerelle de car-ferreries, pour sauver la Société métallurgique de Normandie et la Savim, les deux grosses industries de la région, il a su faire front commun avec M. Louis Mexadeau,

socialiste. Car cet homme de la droite pure et dure, ce sévère procureur de la gauche nationale, savait, localement, travailler avec ceux qui, a priori, étaient pas de ses amis. Les patrons qui ont dû, sur son ordre, réintégrer des dirigeants cégétistes et cédestistes se savent quelque chose.

De son plus proche collaborateur, M. René Garrec, Michel d'Ornano a fait un président du conseil régional et un député. D'un autre de ses fidèles, M. Francis Saint-Ellier, il a fait un élu à l'Assemblée nationale, et espérait le voir, un jour, accéder à la mairie de Caen. Mais s'il avait ainsi commencé, à doter certains de ses hommes, il n'avait pas véritablement préparé sa succession, car ses nombreuses activités parisiennes ne l'empêchaient pas de tenir encore fermement à main « son » Calvados et « sa » Basse-Normandie.

THIERRY BRÉNIER

De l'industrie au cadre de vie

Ministre de l'Industrie de 1974 à 1977, Michel d'Ornano avait géré la nouvelle donne née du premier choc pétrolier, avec l'idée d'aider les entreprises à acquérir taille et compétitivité indispensables pour accéder aux marchés mondiaux ; prêt de 1 milliard de francs à Citroën pour faciliter sa fusion avec Peugeot, monopole donné à Framatome pour la construction des réacteurs nucléaires, à Alstom-Atlantique pour celle des turbo-alternateurs.

Interventionniste (Michelin vendra Berliet à la Régie Renault pour constituer un ensemble « poids lourds ») et libéral (il refuse au CEA la possibilité d'acquiescer plus de 30 % du capital de Framatome), il s'attache à conduire le redéploiement industriel, sans y connaître tout le succès attendu, et met en place une indispensable politique d'économies d'énergie.

Son passage au ministère de la culture (1977-1978) est trop bref pour qu'il y exerce une influence durable. Il décline, en revanche, le record de durée comme ministre de l'environnement : plus de quatre ans de mars 1977 à mai 1981 (ce secteur ayant été rattaché à la culture pendant un an).

Ayant la tutelle de l'équipement de 1978 à 1981, il va insufler un nouvel état d'esprit chez les ingénieurs et aménageurs : le souci du cadre de vie. Les directions départementales de l'équipement (DDE) deviennent alors le véritable bras armé de l'environnement, ce qui représente une petite révolution

dans l'administration de l'époque. Grâce à la durée de son administration, il a su imposer au sein du gouvernement, Michel d'Ornano va faire appliquer les lois lancées par ses prédécesseurs. La loi de protection de la nature de 1976, notamment, aura eu vigueur sous son règne. Il eut été le seul ministre à oser affronter personnellement et sur le terrain les ébousiers du Médoo, qui tirent illégalement la tourterelle au printemps.

Cela ne le réconcilie pas avec les écologistes, qui lui reprochent d'avoir pleinement assumé, comme ministre de l'Industrie en 1974, le programme électronucléaire. Soucieux de mieux gérer l'espace, il donne un coup de frein aux grands aménagements du type de la tour italienne à Paris, ainsi qu'au « mitage » du territoire rural envahi de petites maisons dispersées. La loi sur l'urbanisme tolérante les textes existants, celle sur l'architecture d'aujourd'hui pas ses objectifs d'amélioration de qualité et de meilleur fonctionnement de la profession.

Il n'aura pas réussi à endiguer la marée pavillonnaire alors moutarde (deux logements sur trois étaient des maisons individuelles), et, gérant la baisse des mises en chantier de logements neufs - le qualificatif devant remplacer le quantitatif -, il a présidé au désengagement de l'Etat de ce secteur budgétaire.

JOSÉE DOYÈRE

La bataille de Paris

Le 12 novembre 1976, le ministre de l'Industrie et de la Recherche du gouvernement Barre est reçu en audience à l'Elysée par le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing. A sa sortie, sur les marches du palais, Michel d'Ornano annonce aux journalistes : « J'ai été pressenti pour conduire les listes de la majorité présidentielle aux élections municipales de Paris. » Celles-ci sont prévues, en effet, pour mars 1977 et, pour la première fois, elles doteront la capitale d'un statut de droit commun, avec notamment un maire élu.

Il s'agit alors, pour M. Giscard d'Estaing, de s'assurer de la maîtrise de Paris comme d'une base en vue d'obtenir une majorité dans tout le pays lors des élections législatives de mars 1979, qui, déjà, s'annoncent difficiles. M. Jacques Chirac demeure silencieux. Le député de la Corrèze, qui a donné avec fracas à M. Giscard d'Estaing sa démission de premier ministre au

mois d'août, n'ignore pas que le chef de l'Etat souhaite obtenir une majorité municipale, puis parlementaire, qui lui soit dévouée. Il prépare la transformation de l'UDR en RPR, prévue pour la 5^e décennie et destinée à pourvoir les « néo-gaullistes » d'un instrument de reconquête du pouvoir, mais il ne veut pas donner prise au moindre reproche de diviser la majorité.

Les critiques envers Michel d'Ornano viennent donc de responsables parisiens de l'UDR, tandis que le ministre de l'Industrie, fort du soutien du président de la République et du chef du gouvernement, se considère comme le représentant unique de la majorité présidentielle. Il désigne ses candidats dans les divers arrondissements, et, le 13 janvier, M. Chirac forme, à son tour, des listes du RPR dans tous les arrondissements. Le 19, l'ancien premier ministre provoque la surprise en annonçant qu'il conduira les listes du RPR dans la capitale. La rupture est

consommée au sein de la majorité présidentielle, dont Michel d'Ornano continue de se réclamer.

Le député de la Corrèze menant une campagne particulièrement active et d'une tonalité très politique, Michel d'Ornano s'efforce d'apparaître comme un gestionnaire ayant des projets précis sur des problèmes concrets et techniques. Au premier tour, le 13 mars, les listes du RPR distancent celles des giscardiens dans onze secteurs sur dix-huit. S'il rencontre enfin M. Chirac pour envisager les conditions du deuxième tour, Michel d'Ornano n'est plus en mesure d'imposer ses exigences. Le 20 mars, le ministre de l'Industrie est lui-même éliminé, et ses listes résistent moins bien à la poussée de la gauche que celles du RPR. M. Chirac devient maire de Paris, tandis que son concurrent cesse, après quinze ans de mandat, d'être maire de Deauville.

ANDRÉ PASSERON

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

L'histoire et la mémoire côte à côte

La guerre du Golfe est finie mais la question d'Orient continue de se poser dans des termes qui, pour avoir évolué dans le temps, n'en restent pas la réponse plus claire : il reste toujours aussi complexes quand ils ne sont pas mystérieux ou, tout simplement, invincibles. Non, rien n'assure que la solution surgisse plus facilement dans le cadre du nouvel ordre mondial issu, dit-on, de l'entente entre l'Est et l'Ouest, à moins que ce ne soit de l'effacement - provisoire, durable ? - de l'URSS. Le propre des questions difficiles est d'en soulever d'autres, qui noient la réponse recherchée dans une multitude d'évaluations incertaines.

A défaut de prédire l'avenir, on peut se reporter au passé. C'est l'avantage des lieux qui durent, ils ont une histoire. A travers elle et en faisant la part des facteurs conjoncturels, il est possible de voir ce qui n'a pas marché et pourquoi ; les échecs ne sont pas per aux-mêmes aussi édifiants que le prétendent de bons esprits volontaristes, mais leur rappel et leur analyse permettent de faire la tri entre l'essentiel et le subalterne, la permanence et l'éphémère. Pour ne pas remonter jusqu'à l'Antiquité (bien que...), notons que la question d'Orient a commencé à se poser avec la confrontation de l'Europe et de l'Empire ottoman ; elle n'a pas été réglée après la première guerre mondiale, malgré la reconstitution de la région, et par conséquent à l'issue de la seconde grande explosion sanglante des nations avancées, comme on ne disait pas encore à l'époque, la décolonisation n'a pas résolu non plus, et, d'une certaine façon, compliqué les choses en révélant que la participation des pays du cru, devenus indépendants, à ce grand jeu de piste n'agissait pas comme une panacée.

Le Grand Jeu, c'est le titre que relance Henry Laurens pour caractériser le tableau qu'il présente sous un autre intitulé : *Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*. Ce spécialiste de l'Islam contemporain se réfère au grand jeu, c'est-à-dire à « l'art de la manipulation », auquel se livraient les agents britanniques tout au long de la route des Indes. Le même auteur a publié récemment un autre ouvrage sur la politique de la France face au monde arabe, *Le Royaume impossible*, qui complète le précédent, s'agissant des interventions programées françaises dans cette région du monde. Deux livres précieux si l'on prend le temps d'interroger sérieusement sur la suite de la guerre du Golfe, non que l'histoire réponde à tout - car il faudrait aussi s'entendre avec la culture arabe sur les notions de durée et d'action historique, comme on le verra - mais parce qu'elle permet de faire l'économie des erreurs déjà recensées.

Le premier de ces ouvrages plonge dans les détails de la mosaïque arabe et en dégage les

traits dominants, selon l'auteur : l'importance de la question palestinienne qui, dès 1929, fait sortir l'Egypte de son isolement politique régional ; la fracture qui constitue la création d'Israël ; la fragilité des constructions politiques administratives plaquées par l'Occident et les désillusions provoquées par les modèles dans lesquels les peuples de la région ont cru trouver une issue (l'égalité juridique, le nationalisme, le socialisme) avant d'arriver à l'islamisme ; la contradiction entre la revendication unitaire arabe et la préservation des nationalismes territoriaux.

L'auteur estime que le conflit avec Israël est central et que les idéologies politiques et les ambitions des Etats et des masses arabes n'en sont que les instruments, et non pas des finalités en soi. S'il place ses espoirs dans des accords régionaux de désarmement et de sécurité, il en mesure aussitôt le caractère utopique, alors que l'émigration des juifs soviétiques renverse, au moins provisoirement, l'équilibre démographique dans l'ancienne Palestine mandataire et accroît la dépendance d'Israël envers les ressources hydrauliques des territoires occupés.

Le Royaume impossible relevait, lui aussi, de l'utopie : c'était celui que la France, depuis l'expédition d'Egypte, voulait instaurer, d'abord dans ce pays, puis en Algérie, enfin au Proche-Orient, velléité qu'elle n'a pas cessé de ranier, partagée qu'elle a été entre l'exportation révolutionnaire de l'idée nationale, sa conception universaliste de la civilisation et ses intérêts coloniaux, ces derniers pesant finalement le plus dans la balance. Il est arrivé à la France d'encourager l'arabité, comme ce fut le cas avec l'Egypte de Muhammad Ali (Méhémet-Ali), « avant de la combattre tout en étant plus ou moins forcé d'en accepter l'existence », note Henry Laurens, en rattachant la chronique de ces rendez-vous pris et manqués.

Peut-être convient-il de ne pas s'en tenir qu'à l'histoire, à la fois si riche et si décevante, pour aborder la question d'Orient, ainsi que le suggère Yves Besson, spécialiste, lui aussi, du Proche-Orient, ancien diplomate suisse ? Ne serait-ce que parce que l'histoire n'est pas vécue de la même façon que nous par les Arabes. D'où vient, en effet, que ces derniers, héritiers d'une grande civilisation, aient à ce point accroché à la modernité occidentale et que les analyses sociopolitiques classiques n'aient pas rendu compte de

menière satisfaisante de cet échec ?

L'auteur pense qu'il n'a pas été assez tenu compte des références identitaires dont l'influence s'exerce dans le champ politique et social du Proche-Orient. Sa démonstration vaut la peine d'être suivie de près car elle permet de cerner ce qui, sans doute, nous sépare le plus des Arabes dans leur manière d'être et de penser. Il y a eu un âge d'or de l'islam conquérant et de la domination ottomane, « un âge de l'enchantement » pendant lequel - c'est-à-dire pendant des siècles - plusieurs communautés ont vécu dans une harmonie relative, un ordre politique et social fortement ancré et fondé sur trois empreintes identitaires : la religion, l'arabité incarnée dans la langue - celle de Dieu - et « une certaine conception du temps historique qui est, à mon sens, l'élément civilisateur principal », indique Yves Besson. Dans ce système, issu du double apport musulman et byzantin, héritier des plus vieilles civilisations de cette partie du monde, s'est constitué « un impressionnant sentiment de continuité dans une durée perçue de façon spécifique ». Une durée « qui ne distinguait pas radicalement le passé et le présent, la mémoire et l'histoire, cette dernière et la cosmologie ».

Le choc avec la modernité, sa rationalité, ses concepts, s'est établi en continuité conflictuelle. Les apports imposés, les emprunts acceptés n'ont pas remplacé les références aux identités anciennes qui ne cessent pas d'encadrer les conditions de l'action et de la pensée. Au contraire, ces identités en sont réactives dans des mobilisations « que nous qualifions, dit l'auteur, de fondamentalistes, d'intégristes ou de néo-patriarcales pour mieux les catégoriser et les penser comme archaïsmes par rapport au temps historique ». Au risque de passer à côté de la réalité « pour ne s'accrocher que de tautologies autosatisfaisantes en ne résumant qu'elles-mêmes ».

C'est pour accéder à une meilleure compréhension de cette réalité rétive, pour améliorer les capacités de gestion, de prévention et de favoriser d'éventuels règlements politiques, qu'Yves Besson recommande l'étude des signes et des processus de la mobilisation identitaire. Une approche qui apparaît sophistiquée, intellectuelle, ou dont on dire qu'elle exige du temps et des experts. Indéniablement, elle souffre de la comparaison avec la rationalité, toujours rancœur, des balles et des bombes.

► *Le Grand Jeu*, d'Henry Laurens, Armand Colin, 447 pages, 180 F.

► *Le Royaume impossible*, d'Henry Laurens, Armand Colin, 210 pages, 98 F.

► *Identités et conflits au Proche-Orient*, d'Yves Besson, L'Harmattan, 190 pages, 110 F.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès de l'excision Une condamnation pour l'exemple

Huit ans après les faits, la cour d'assises de Paris a infligé vendredi 8 mars une peine de cinq ans de réclusion criminelle à une Malienne de quarante-huit ans, M^{me} Aramata Keita, pour avoir, en 1982 et 1983, excisé les six filles d'un couple malien, M. Sory Koulibaly, cantonnier, et son épouse, Semité, condamnées de leur côté à cinq ans de prison avec sursis assortis de deux ans de mise à l'épreuve.

« On ne condamne pas pour des raisons extérieures à un procès, aussi bonnes soient-elles. Cette phrase de M^{me} Henri Gerphagor, prononcée lors de sa plaidoirie, résume à elle seule les débats et le sens du verdict. L'excision, ou ablation du clitoris et parfois des petites lèvres des filles, est un rite africain indéfendable, et l'avocat le réaffirmait. Mais, s'adressant aux juges, il a lancé : « Il faut quand même vous demander de comprendre... » Et il a rappelé ces trois journées de débats consacrées à une étude approfondie de ce rite africain qui pèse d'une manière considérable sur certaines populations, notamment chez les Sorinkés du Mali.

Moins que celui des accusés, la cour a fait en effet le procès de l'excision. Aussi les avocats ont-ils tenté de « racorder le procès », selon la formule de M^{me} Dominique Inchausti : « On a parlé de tout sauf des accusés. » Ils ont donc rappelé qu'à la date des faits la situation juridique de l'excision n'était pas claire. « Cette affaire est contemporaine de la découverte de ces problèmes », soulignait M^{me} Inchausti en évoquant le long cheminement du dossier qui a abouti devant le tribunal correctionnel en 1986, à une époque où le parquet s'interrogeait encore sur l'opportunité des poursuites. Le tribunal d'étant déclaré incompétent, la cour d'assises a été saisie. Mais cette indécision a fait dire à l'avocat : « Comment peut-on exiger que ces gens-là, illettrés, aient eu une conscience meilleure que des magistrats ? Comment

peut-on leur reprocher de ne pas avoir eu qu'ils risquaient de se retrouver devant votre juridiction ? Nous-mêmes on ne le savait pas. »

Mais le réquisitoire de l'avocat général, M^{me} Dominique Commaire, était construit sur d'autres bases. En demandant trois ans de prison avec sursis contre les époux Koulibaly et une peine qui ne soit pas inférieure à cinq ans de réclusion criminelle contre M^{me} Keita, le magistrat avait notamment déclaré : « L'excision est inacceptable. Absurde de telles pratiques aujourd'hui, c'est condamner de nombreux enfants qui vivent sur notre sol et leur refuser la protection de la loi. » L'avocat général avait ensuite balayé d'un geste les arguments des scientifiques qui avaient évoqué les pressions de la coutume : « Vous n'êtes pas des ethnologues, vous n'êtes pas des anthropologues, vous êtes des juges. »

Fatalisme

M^{me} Keita appartenait à une caste d'anciens esclaves dont les membres sont souvent chargés de faire les excisions. C'est tout ce que l'on sait d'elle et son fatalisme n'a certainement pas favorisé une compréhension de son rôle. Mais l'avocat général n'en retient que l'aspect lucratif qui serait plus important que le pègre et le seyon séjés par le crime. Cependant, c'est surtout l'exemple qui compte aux yeux du magistrat, qui ne s'en cache pas lorsqu'elle mène : « Il faut que l'on sache, dès ce soir, dans tous les foyers africains que l'excision est devenue un gain-pain à haut risque pénal. »

Ce propos a choqué M^{me} Mariadou Sawadogo, qui en a déduit : « Il faut condamner, tout simplement ! Pour montrer que nous sommes prêts à tout pour combattre l'excision, nous sommes prêts à ériger en principe des gains qui ne sont pas des délits. » Et M^{me} Inchausti a ajouté : « C'est profondément injuste. »

MAURICE PEYROT

Devant la cour d'assises de l'Allier

Le directeur d'une boucherie industrielle jugé pour l'agression d'un syndicaliste

M. Christian Chambon, l'ancien directeur général de la boucherie industrielle vichyssoise Sobovité, a comparu pendant trois jours devant la cour d'assises de l'Allier. Il est accusé d'avoir commandité l'agression du délégué syndical CGT de l'entreprise, M. Patrick Boudet, grièvement blessé alors qu'il s'apprêtait à dénoncer un trafic de viande. L'auteur de l'agression, M. Francis Drozak, et l'intermédiaire présumé, M. René Bour, étaient également jugés. Le verdict devait être rendu samedi 9 mars.

MOULINS

de notre correspondant

M. Christian Chambon, l'ancien directeur de la Sobovité, une boucherie industrielle de Viehy (Allier), nie être le commanditaire de l'agression de M. Patrick Boudet, un délégué syndical CGT. Pour leur part, MM. Francis Drozak, auteur des coups, et René Bour, intermédiaire présumé, reconnaissent sans difficulté les faits qui, outre la circulation d'importantes sommes d'argent et de rapports sociaux tendus, ont mis en lumière un trafic de viande dont la victime était l'Offival, l'organisme chargé notamment de la régulation des marchés et de la commercialisation de la viande.

« Bour ment ». Depuis l'ouverture du procès, mercredi 6 mars devant la cour d'assises de l'Allier, M. Christian Chambon, quarante-sept ans, n'a pas modifié ses déclarations. Il n'a jamais sollicité M. Bour, trente-neuf ans, un recruteur de ténors pour le compte d'une société en relation régulière avec la Sobovité. Ce dernier, de son côté, maintient ses déclarations : « Au cours de l'été 1987, Chambon m'a demandé de cesser les patates à Boudet parce qu'il était gêné par ses activités syndicales. »

À la veille de créer sa propre entreprise, M. Bour, soucieux de plaire au directeur, avait accepté le contrat moyennant une somme de 50 000 F versée en deux termes. Le 24 mars 1988, au petit matin, M. Drozak, un ténor de vingt-cinq ans, attendait Patrick

Boudet pour lui porter de violents coups de serpe à la tête. « Pas pour l'argent, explique-t-il, mais pour la promesse d'un emploi stable. » L'ancien boucher-déosseur est atteint aujourd'hui d'une incapacité partielle permanente, et il est victime de fréquentes pertes de mémoire. Il n'est pas question pour lui de reprendre un emploi.

À l'audience, les débats ont sans cesse porté sur le climat social tendu à l'extrême au sein de la Sobovité. Des témoins sont venus parler de menaces et de pressions qui, pour la victime, commencent en 1978 avec la création de la section syndicale CGT, selon l'avocat de la partie civile, M. Charles Lederman. En 1986, un inspecteur du travail assista même à une altercation - une « véritable provocation », dit-il, de la part de M. Chambon - entre le directeur et le délégué syndical lors d'une réunion convoquée « pour tenter d'améliorer le dialogue social au sein de l'entreprise ».

Morceaux avariés

Depuis quelques mois, la situation s'était un peu plus détériorée. Pneus crevés, courrier détourné : le syndicaliste parvenait difficilement à assumer ses nouvelles fonctions d'administrateur au sein de l'Offival, organisme qui était également un important client de la Sobovité. L'entreprise vichyssoise réalisait en effet 20 % de son chiffre d'affaires avec l'Offival, se livrait à un trafic régulier et échangeait les carcasses de viande de qualité par des parties inférieures, voire avariées.

M. Boudet, comme d'autres employés, avait découvert la malversation et son nouveau mandat au sein de l'Offival lui permettait de bénéficier d'éléments supplémentaires d'appréciation. M. Chambon, tout comme le PDG de l'entreprise, M. Christian Labrousse, ont reconnu sans difficulté ce trafic. Ils se sont efforcés de le minimiser. Ce trafic de viande, ont-ils affirmé, ne serait jamais que « pratiques courantes au sein de la profession ».

JEAN-YVES VIF

COMMUNICATION

En transformant le statut de son groupe

Le PDG du Midi libre bloque la stratégie de conquête de M. Hersant

Depuis de nombreuses années, M. Robert Hersant s'intéresse au groupe marseillais le Midi libre, cinquième groupe de presse régionale, qui publie les quotidiens le Midi libre (185 000 exemplaires), l'Indépendant de Perpignan (65 000 exemplaires) et le journal de Rodez, Centre-Presse (25 000 exemplaires). Au fil des ans, le patron du Figaro a acquis indirectement un peu plus de 30 % du capital du groupe. Mais son offensive se heurte à la résistance du PDG du Midi libre, M. Maurice Bujon.

Ce dernier mène une bataille judiciaire qui a conduit le tribunal de Montpellier à prononcer l'an dernier la mise sous séquestre de 22 % des actions que détient M. Hersant (le Monde du 27 juillet 1990). La possession de ce « paquet » d'actions est en contradiction formelle avec les statuts du groupe de presse marseillais, qui, pour protéger son indépendance, interdit à un actionnaire de détenir plus de 15 % du capital. Le 16 avril, le tribunal de commerce de Montpellier, qui s'est récemment déclaré compétent pour trancher le litige, décidera donc si M. Hersant doit rétrocéder une partie de ses actions. Mais le patron du Figaro a indiqué qu'il ferait appel de cette mise sous séquestre. L'affaire, si elle venait devant le tribunal de commerce de Paris, comme le souhaite M. Hersant, se compliquerait alors d'un

conflit de compétence entre les deux tribunaux.

En plus du terrain judiciaire, M. Bujon s'est porté sur le terrain juridique. Il vient de faire adopter par l'assemblée générale de toutes les personnes physiques du Midi libre une transformation des statuts de son groupe, qui de société anonyme devient société en commandite par actions. Ceci permet de dissocier le contrôle du capital et l'exercice de la direction du groupe et empêche des actionnaires de prendre la direction, sauf faute grave de cette dernière.

L'assemblée générale des actionnaires a aussi permis au président Bujon de disposer d'une majorité large, assure-t-on à la direction du groupe. Cette parade constitue un revers pour M. Hersant dans sa conquête du Midi libre. Débarassé de le Cinq, il projette toujours d'étendre son empire de presse régionale, comme en témoigne la récente prise de participation de 24 % dans l'Est Républicain de Nancy (le Monde du 23 janvier). Pour M. Bujon, l'intrusion du patron du Figaro dans son fief languedocien est insupportable. Elle troublerait sa succession, ainsi que la paix qu'ont récemment scellée le groupe Le Penval (Hachette) et le Midi libre par le biais de la disparition en décembre dernier de l'édition de Nîmes-Matin, lancée à Montpellier par le groupe marseillais.

Y.-M. L.

L'évolution du câble aux États-Unis

Time-Warner lance des réseaux interactifs à 150 canaux

Le grand groupe américain Time-Warner vient d'annoncer son intention de lancer des réseaux câblés à 150 canaux, utilisant la fibre optique pour diffuser de la télévision et des services interactifs : télé-achat, services bancaires, télé-médecine, télécopie, etc. Ces réseaux spécialisés auront toutefois besoin d'autorisations spéciales de la Commission fédérale des communications (FCC). Ils illustrent en effet la volonté des câblo-distributeurs américains de diversifier leurs réseaux dans le secteur des télécommunications jusqu'à présent jalousement gardé par les opérateurs de téléphone.

Quarante des 150 canaux seront consacrés à des services de films payables à la séance (pay per view) et les nouveaux réseaux seront capables de diffuser dix films différents toutes les quinze minutes. Le premier réseau à 150 canaux de Time-Warner sera inauguré avant la fin de l'année dans le quartier du Queens, à New-York. M. Steve Ross, président du groupe, entend consacrer 400 millions de dollars pour créer, d'ici à deux ans, d'autres réseaux de ce type aux États-Unis mais il veut aussi exporter son système en Europe avec des partenaires locaux.

Time-Warner est le second exploitant de réseaux câblés aux États-Unis, derrière TCI. Il gère quelque 6 500 000 abonnés dans trente-six États. Les responsables du groupe espèrent que les nouveaux services rapporteront quelque 1 000 francs supplémentaires par an et par abonné et contribueront à doubler les quelque 9 milliards de francs de revenus que Time-Warner tire du câble, chaque année.

M. Ross a précisé aussi que son groupe s'employait activement à réduire ses 55 milliards de

francs de dette. Une dette alourdie en grande partie par la fusion de 1989 entre Time et Warner. Des négociations sont en cours, pour amener des groupes de communication à prendre des parts minoritaires dans les filiales de Time-Warner avant l'été.

J.-F. L.

(Publié)

Avec un nouveau produit expérimenté par des chercheurs américains

LA SCIENCE CONTRE LES RIDES

NEW-YORK. « Une pommade contenant du rétinol a été appliquée pendant 30 jours sur 28 personnes, âgées de 45 à 60 ans, sur une moitié du visage. À la fin du traitement, nous avons constaté une réduction significative des rides, tant en profondeur qu'en nombre, par rapport à la partie du visage non traitée. »

Cette extraordinaire révélation vient du professeur Letizia. Elle est en évidence les résultats des tests effectués avec une pommade contenant une nouvelle molécule de rétinol destinée à faire oublier les signes du temps.

Le professeur Letizia, de l'institut de recherche AMA de New York, a précisé que cette étude de la nouvelle pommade lui avait été confiée par une multinationale en produits cosmétiques pour pharmaciens, et que cette pommade avait pour base le rétinol auquel a été allié une chaîne protéique par le biais d'un réactif biologique à faible consommation d'énergie.

De New York, siège de la société qui a lancé ces recherches (Korff), la nouvelle s'est répandue en Europe et notamment en France.

La pommade cosmétique est disponible en pharmacie, en deux formules : Anti-Age Retard pour une action visible en quelques mois et Anti-Age Super pour une action énergique, selon les conseils du pharmacien. Pour les personnes de 55 ans et plus existe un produit spécifique.

SPORTS

Ben Johnson le repent

Si l'athlète canadien n'a pas réussi son « retour » à Séville, sa valeur commerciale n'en diminue pas pour autant

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

Certains silences en disent long. En présentant les finalistes du 60 mètres, vendredi 8 mars en début de soirée, le speaker officiel des championnats du monde en salle d'athlétisme n'a ajouté rien à l'énoncé du nom du concurrent qui occupait le deuxième échelon et qui portait pour la première fois depuis 1988 le maillot canadien. En espagnol, puis en anglais et en français, il ne fut pas prononcé d'autres mots que ceux-ci : « Couvain, Canada. » Contrairement à d'autres concurrents, le Britannique Linford Christie, désigné comme « champion d'Europe 1990 », ou le Cubain Andres Simon, salué en tant que « champion du monde 1989 », Ben Johnson n'a plus de passé. Il semble cependant avoir retrouvé un avenir.

La dernière fois qu'on l'avait vu en chair et en os, c'était dans une bousculade monstre, à Séoul, un après-midi de septembre. Trois jours après avoir sidéré le monde entier en courant le 100 mètres le plus rapide de tous les temps, lors de la finale olympique, il fuyait la capitale sud-coréenne comme un chanteur de rock s'échappait d'un concert. Une analyse d'urine avait suffi à le précipiter du sommet de la gloire en comble de l'ignominie : sa vitesse était sinon celle du diable du moins celle du biogène, il était donc aux stéroïdes. Il logeait, il était donc aux stéroïdes. Il bégayait son innocence mais il était accablé par son sobriquet, « Benoïde ».

Le scandale était énorme. Ce n'était pas un obscur haltérophile bulgare qui était tombé, mais le champion des Jeux olympiques. Le symbole des sports canadiens décida le ministre des sports canadiens de suspendre Ben Johnson à vie. Le gouvernement d'Ontario fit ouvrir une enquête par un juge fédéral. Quelques semaines plus tard, Ben Johnson fut ainsi amené à témoigner. Les déclarations de

l'entraîneur et du médecin de Ben Johnson furent accablantes. On apprit en détail les quantités énormes de substances interdites que le sprinter absorbait ou injectait méthodiquement pour devenir cette sorte de boulet humain.

Lorsqu'il fit sa déposition, Ben Johnson ne chercha pas à nier. En avouant, il parvint à regagner la sympathie du public. Après tout, gamin débarré, misérable de la Jamaïque, il avait été le jockey d'un entourage cupide qui avait facilement abusé de sa naïveté. Il était donc plus à plaindre qu'à condamner. D'ailleurs, il regretta et il s'engageait à aller dans les écoles prévenir les enfants des dangers du dopage. Comment s'acharner contre ce Ben Johnson-là qu'on décrivait vivant reclus dans une pièce du sous-sol de la maison maternelle ? Le gouvernement canadien n'en eut pas le cœur, ni la fédération d'athlétisme. Au bout des deux ans de suspension réglementaire, il regagna ainsi le droit de courir sous les couleurs nationales. Le damné était absous.

Ovation dans le stade

Dans l'affaire, Ben Johnson perdit simplement les records qu'il avait établis en étant dopé. On dit aussi que l'aventure lui fit perdre quelque 15 millions de dollars. Il ne fut pas ruiné pour autant. Ce fut moins en raison d'un besoin d'argent que pour une question de place dans son garage qu'il fut amené ces derniers mois à se séparer d'une Porsche. Il possède toujours une Ferrari Testarossa, une Corvette et deux Honda. Et il n'a pas renoncé aux services d'un manager, d'un agent, d'un avocat, d'un masseur et d'un entraîneur, celui-ci se contentant d'un salaire mensuel de 3 500

dollars. Repenti, Ben Johnson a une valeur sportive et commerciale au moins aussi importante que celle qu'il pouvait avoir avant la découverte de son dopage. Peut-être revenir au niveau des records qu'il avait établis sous l'emprise des anabolisants ? Peut-être battre son rival de toujours Carl Lewis et les vedettes nouvelles du sprint comme Leroy Burrell ?

Explicites ou implicites, ces questions ont fait du « retour » de Ben Johnson un événement. Il y avait dix-sept mille personnes et plus de trois cents journalistes à Hamilton, dans la banlieue de Toronto, pour assister à sa première prestation depuis 1988, le 11 janvier. Il y eut une ovation à l'appel de son nom dans le stade de Séville. Plus tard, la nouvelle championne du monde soviétique du 60 mètres, Irina Sergeeva, dut interrompre sa conférence de presse pour lui permettre d'expliquer le pourquoi et le comment de sa quatrième place.

Un tel intérêt n'est-il pas hors de proportion avec les capacités nouvelles du personnage ? Le Ben Johnson qu'on a revu en Espagne n'est pas très différent de celui qui avait dû s'échapper de Corée-du-Sud. Le regard est toujours injecté de sang, fuyant, ou arrogant. Le propos reste sec, déçu, et parcimonieux. La silhouette est identique, puissante, noueuse. La bouffissure provoquée par les traitements hormonaux s'est estompée. Quand il prend place dans les blocs de départ, on ce voit pas plus la différence : les yeux se portent vers la ligne d'arrivée quand ceux des autres fixent le sol ; les mains sont appuyées aux extrémités du couloir ; le dos est parallèle au sol. Et au coup de pistolet il bondit toujours en se projetant avec les deux pieds.

C'est qu'il n'est pas de ce moment qu'on peut sentir la différence entre les deux Ben : l'ancien régissait avec une promptitude qui filait à chaque fois le faux départ, retombait déjà presque complètement relevé et, pleins

à la hauteur des épaules, entamaient l'accélération ; le nouveau est moins vif, l'amplitude de son mouvement initial est inférieure, à la réception il lui faut ainsi plus de temps pour se redresser et accélérer. Lors de la première série éliminatoire, vendredi, il a même failli chuter sur ses troisième et quatrième foulées. À l'arrivée, le résultat n'est plus plus le même : Ben Johnson n'est plus en tête.

Pourtant, vendredi, le nouveau champion du monde du 60 mètres, a rendu hommage à l'ancien recordman de la distance. Pour l'Américain André Carson - qui a remporté l'épreuve devant le Britannique Linford Christie et le Nigérien Chidi Imoh - se classer quatrième après trois mois d'entrainement, au sortir des épreuves qu'il a connues, témoigne du réel talent de Ben Johnson, qui devrait être un concurrent sérieux lors des championnats du monde au plein air à Tokyo. À suivre donc...

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

ATHLÉTISME

60 m dames : 1. I. Sergeeva (URS), 7 s 02 ; 2. M. Otway (Jam.), 7 s 08 ; 3. L. Allen (Cub.), 7 s 12. Aucune Française n'était sélectionnée dans cette discipline.

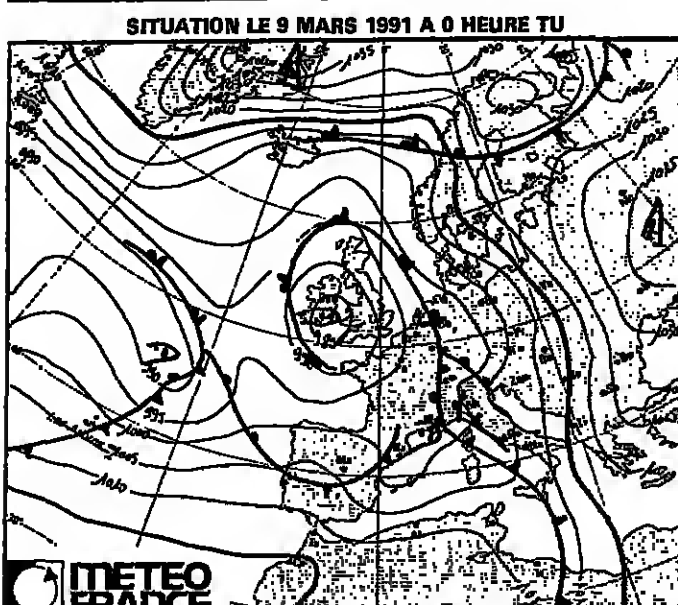
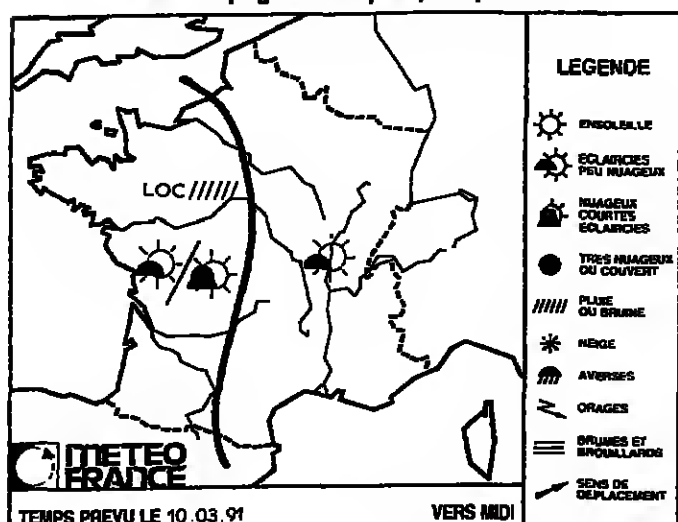
60 m messieurs : 1. A. Carson (EU), 5 s 54 ; 2. L. Christie (GB), 5 s 55 ; 3. C. Imoh (Nig.), 5 s 60. Aucune Française n'était sélectionnée dans cette discipline.

Poids messieurs : 1. W. Günthor (S.A.), 21,17 m ; 2. K. Bodemann (Aut.), 20,42 m ; 3. R. Beckes (F-R), 20,08 m. Aucune Française n'était sélectionnée dans cette discipline.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 10 mars
Nuages plus nombreux sur la moitié Ouest
accompagnés de quelques pluies



Evolution du temps à moyenne échéance.

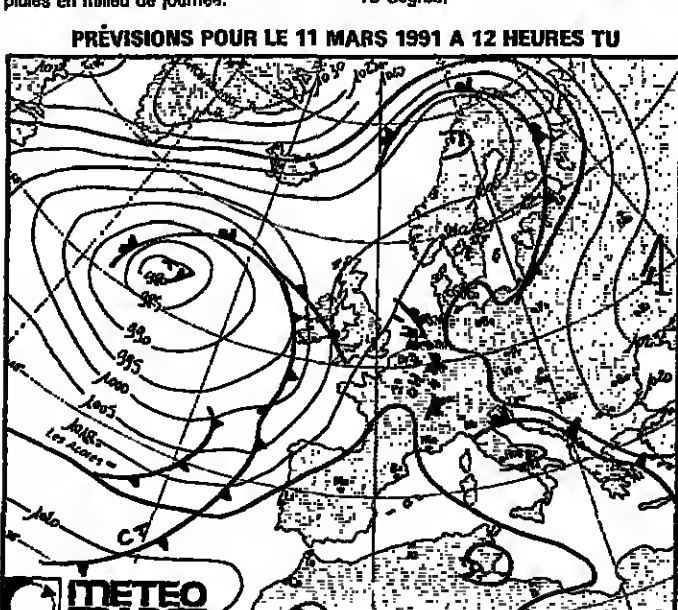
Lundi et mardi, un passage pluvieux devrait affecter la plupart de nos régions. Les températures, quoiqu'en légère baisse, resteront très douces.

Lundi 11 mars : pluies sur l'Ouest. La matinée sera assez nuageuse dans l'ensemble. On conservera même quelques brouillards locaux, en particulier dans le Sud-Ouest. En cours de matinée, les nuages se feront de plus en plus nombreux sur le quart nord-ouest de notre pays, où ils donneront des pluies en milieu de journée.

L'après-midi, on pourra profiter de quelques éclaircies sur la moitié est, tandis que la couverture nuageuse s'épaissira progressivement sur toutes les régions de la moitié ouest, occasionnant çà et là quelques précipitations. Les pluies ainsi que le vent se renforceront en soirée sur la Bretagne.

Les températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 6 degrés du Centre au Centre-Est, entre 6 degrés et 9 degrés près de la Méditerranée et entre 4 degrés et 8 degrés ailleurs.

Les températures maximales évolueront généralement entre 11 degrés et 16 degrés.



TEMPÉRATURES maximale - minima at temps observés
le 09-03-91 à 18 heures TU et le 09-03-91 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	PARIS	LYON	MARSEILLE	NANCY	STRASBOURG	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	NEW-YORK	LOS ANGELES	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	SAO CARLOS	SAO PAULO
19 12 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P	15 10 P

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 9 mars

TF 1	23.00	Cinéma :
20.55 Variétés : Sébastien c'est fou !	0.45	Cinéma : Colors. ■
22.45 Magazine : Ushuaïa.	2.40	Cinéma : La chasse aux plaisirs.
23.50 Magazine : Formule sport.		LA 5
0.40 Au trot.		20.45 Téléfilm : Comment réussir son divorce.
0.45 Journal et Météo.		22.50 Téléfilm : Poursuite sans pitié.
		0.20 Journal de minuit.
		1.00 Il ma faut 1 million.
		M 6
		20.35 Téléfilm : Dallas, quand tout a commencé.
		23.00 Téléfilm : Calibre 38.
		0.15 Six minutes d'informations.
		0.20 Musique : Rapline.
		0.50 Musique : Boulevard des clips.
		2.00 Rediffusions.
		LA SEPT
		21.00 Soirée spéciale Manu Dibango.
		22.05 Soir 3.
		22.20 Soirée spéciale Manu Dibango.

Dimanche 10 mars

TF 1	13.20	Série : Hooker.
14.15	Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	
15.10	Série : Agence tous risques.	
16.05	Divers : Vidéo gag.	
16.30	Disney parade.	
17.55	Magazine : Téléfoot.	
18.50	Loto sportif.	
19.05	Magazine : 7 sur 7.	
20.00	Journal et Météo.	
20.50	Cinéma : Totipot. ■■	
22.45	Magazine : Ciné dimanche.	
22.50	Cinéma : Le pacha. □	
0.15	Au trot.	
0.20	Journal et Météo.	
0.45	Série : Soirée Mozart.	
	A 2	
13.35	Dimanche Martin	
15.00	Série : Mac Giver.	
16.40	Série : Eurofics.	
17.35	Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.	
18.25	Flash d'informations.	
18.30	Magazine : Stade 2.	
19.30	Série : Maguy.	
20.00	Journal et Météo.	
20.50	Séminaires.	
22.15	Magazine : Musique au cœur.	
23.30	Journal et Météo.	
23.55	Série : Le saint.	
	FR 3	
13.30	Magazine : Musicales.	
14.30	Expression directe.	
14.50	Magazine : Sports 3 dimanche.	
18.30	Odessin animé : Babar.	
19.00	Le 19-20.	
20.05	Série : Benny Hill.	
20.35	Soirée spéciale : Tino Rossi.	
22.00	Magazine : Le divan.	
22.20	Journal et Météo.	
22.40	Cinéma : La chasse à l'homme (Man Hunt). ■■	
0.20	Musique : Carnet de notes.	
	CANAL PLUS	
14.00	Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.	
14.45	Sport : Rugby.	
16.40	Dessin animé : Les Simpson.	
17.05	Les Nuits... l'émission (rediff.).	
18.00	Cinéma : Les aventures de Chatran. ■■	
	En clair jusqu'à 20.40	
19.15	Flash d'informations.	
19.25	Dessins animés : Ça cartoon.	
20.30	Dis Jérôme... ?	
20.35	Magazine : L'équipe du dimanche.	
20.40	Cinéma : La Baule-les-Pins. □	
22.10	Flash d'informations.	
22.15	Magazine : L'équipe du dimanche.	
1.00	Cinéma : Erreur de jeunesse. ■■	

CARNET DU MONDE

Décès

M^{me} Camille Autrussou, son épouse, André et Marie-Josée Autrussou, Bruno et Marie-Claude Autrussou-Dupuis, Bertrand Autrussou, ses arrière-petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Camille AUTRUSSOU,
survenu le jeudi 7 mars 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 11 mars, à 13 h 45, en l'église Saint-Nicolas de Nantes.

M^{me} Henri Ruck et M^{me} Nadia Brenner, Le docteur Albert Brenner et M^{me} Michèle Sapin, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph BRENNER.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 26 février 1991, au cimetière de Lille-Sud (Nord).

117, rue du Molinel, 59800 Lille.

M^{me} Luna Cohen, son épouse, Daniel Cohen, Harry Cohen, Elisabeth Cohen, ses enfants, Les familles Cohen, Bensimon, Benatar, Dehan, Sibony, ont la douleur de faire part du décès de

M. Haron COHEN,
survenu le 1^{er} mars 1991, dans sa soixante-dixième année, à El Jadida (Maroc).

Les obsèques auront lieu le lundi 11 mars, à 14 heures, au cimetière de Portet-sur-Garonne, près de Toulouse.

Ni fleurs ni couronnes.

28, rue de Naples, 31500 Toulouse.

Les familles Dehoux, Teillebot, Deswantes, Grafmeyer, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne DEHOUX-TEILLEBOT,
survenue dans sa soixante-cinquième année, le 5 mars 1991.

Les funérailles ont eu lieu dans l'intimité, le 7 mars, à Retournac (Haute-Loire).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5473

HORIZONTALEMENT

I. Quand on y entre, on évite évidemment de se montrer. - II. Ce qui était laissé par l'étranger qui passait. Un défenseur des lois sociales. Croix. - III. Parfois monté. Peut faire marcher la machine. Partie de la Suisse. - IV. Qui ne bouge pas. - V. Souvent sur la planche. Peut attirer des vieillards. - VI. Un métal léger. Ne sont pas des femmes de goût. - VII. Représentation de la fosse. Qui n'est pas le vrai. - VIII. Qui peut nous distraire. Qui suffit pour passer. - IX. Une grosse figure. Tremble dans les forêts. Fut envoyée sur la champ. - X. Fut redoublée. Se promène sur des cordes. Assurance contre la vol. - XI. Sur le Brésil. Coule chez des voisins. Mousse au café. - XII. Causé comme dans une chambre. - XIII. On l'a dans le nez quand on fume. Au cœur d'un bâtonnet. - XIV. Descendus dans la fosse. Qui n'a donc pas prévu. - XV. Note. Apparus. Tout le monde les voit quand elles sont en face.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui ont envie de se coucher. Pleine quand on ne voit plus les côtes. - 2. Etre comme un ver. Dans les Landes. Un morpion. à Lyon. - 3. Une vallée qui forme un estuaire. Grande finesse. Coutumes. - 4. Parties de ballons. Sur un chantier naval. - 5. La grande ceinture. Mit on miettes. Pas vil. - 6. Pronom. Donner des faveurs. Il en faut plusieurs pour faire un gros lot. - 7. Qui frappe fort. Travailent pour la collectivité. - 8. N'a pas la tête carrée. - 9. Prouve qu'on n'est pas de bonne foi. Ours le Cher. Conjonction. - 10. Quand elles croquent, il y a beaucoup de précipitation. Pronom. Une question. Langue ancienne. - 11. On ne ne rencontre pas souvent. Pas indifférents. - 12. Dieu. Refuser de se charger. De pie, pour l'observateur. - 13. Lie. Un homme qui avait se servir d'une échelle. Evoque le bon pape. - 14. Relève souvent les épaules. - 15. Somme consacrée aux bonnes œuvres. Expriment leur satisfaction.

Solution du problème N° 5472

Horizontalement

I. Pacemaker. - II. Obésité. - III. DDT. Alpes. - IV. Io. Email. - V. Umar. K. - VI. Menus. Oza. - VII. Nidifier. - VIII. Milan. - IX. Anet. Igé. - X. Serein. Ou. - XI. Asséner.

Verticalement

1. Podium. Vase. - 2. Abdome. Né. - 3. Cet. Animer. - 4. Es. Erudition. - 5. Miam. Sil. Is. - 6. Atlas. Faine. - 7. Képi. Oing. - 8. Elle. Noé. - 9. Rus. Farceur.

GUY BROUTY

Les pièges du passage collectif

L'association internationale « Les Pièges du Passage Collectif » a pour but de sensibiliser le grand public aux dangers du passage collectif. Elle a été créée par des personnes qui ont vécu des expériences de passage collectif et qui ont constaté que les dangers sont souvent sous-estimés. L'association a pour objectif de faire connaître les dangers du passage collectif et de proposer des solutions pour les éviter. Elle a également pour but de sensibiliser les décideurs politiques et les professionnels du passage collectif.

Les membres de l'association sont : M^{me} Alain Saint-Martin, Le docteur et M^{me} Michel Puech et leurs enfants, M. et M^{me} François Delaplace et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Duval et leurs enfants, M. et M^{me} Pascal Flore et leurs enfants, M. Laurent Saint-Martin, M. et M^{me} Bernard Saint-Martin et leurs enfants, M^{me} Pierre Pissolle, M. et M^{me} Jacques Canneque et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Pissolle et leurs enfants.

Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain SAINT-MARTIN,
ancien élève de l'Ecole polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, survenu dans sa soixante-cinquième année, le 4 mars 1991.

Le Courtillet, 61420 Saint-Denis-sur-Sarthon.

Manifestations du souvenir

A l'occasion du deuxième anniversaire de sa disparition, des amis fidèles à la mémoire de

Raïssa FLEISER
envisagent de se réunir autour de sa tombe au cimetière parisien de Bagneux (113^e division, 3^e section, n° 2), le jeudi 14 mars 1991, à 17 heures.

La « provocation » de Vitrolles

Une « provocation » de Vitrolles ? C'est la question que se posent les habitants de Vitrolles, une commune de 18 000 habitants, après la décision du conseil municipal de la commune de ne pas accueillir les réfugiés politiques. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil municipal, qui a déclaré que la commune ne pouvait pas accueillir des personnes qui ne sont pas des citoyens français. Cette décision a été critiquée par les associations de réfugiés politiques, qui ont déclaré que cette décision était une « provocation ».

Divorce

Une commune de divorce dans son association ?

BARBAISE (Ardennes)

de notre envoyée spéciale

BARBAISE l'autonome a enfin obtenu gain de cause auprès du préfet des Ardennes : après plusieurs années de doléances, cette commune de 115 âmes a été autorisée à se séparer de Raillcourt, village de 270 habitants, distant de 1,5 km. Leurs relations étaient entrées dans une telle période de turbulence que la représentation de l'Etat, las d'arbitrer les conflits, s'est résolu à « engager Barbaise en commune distincte ». A l'heure même où il est censé promouvoir les tentatives de « regroupement » de « parcellaires », et autres formules d'« intercommunalité ».

LIRE ÉGALITÉ

Les élus et l'information scientifique

Un sondage SOFRES pour le Monde. Cid des sciences de La Vallée. CNRS.

Les ruraux partent en campagne. L'élu, l'architecte et la vie. Les musiciens chantent victoire. Des succès pour les bibliothécaires.

Pages 15 et 16

سك (من الزميل)

Le Monde

HEURES LOCALES

Les pièges de la monétique municipale

Le passage à la carte à mémoire pour le paiement des services collectifs urbains crée souvent des problèmes inattendus

L'actualité internationale a retenu M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon le jour où il devait remettre à M. Jacques Puig, maire (MRG) de Blagnac (Haute-Garonne), le Trophée international de la carte à mémoire et de la bureautique de l'administration (CIIBA), que préside le chef du gouvernement. Un contretemps inattendu, car c'est un élu en infraction à la loi qui a été récompensé par un représentant du premier ministre.

Le maire de Blagnac, une municipalité à la pointe de l'innovation en matière de monétique municipale, est en effet, sans le savoir, sous le coup de l'article 41 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés. Car dans toute la procédure, soigneusement respectée par la ville pour mettre en place la carte à mémoire comme moyen de paiement des services municipaux, un formulaire ne respecte pas la réglementation : une « demande simplifiée » a été adressée à la place d'une « demande d'avis » à la CNIL (Commission nationale de l'information et des libertés).

M. Jacques Puig serait passible, si sa bonne foi n'était pas évidente, d'une peine de six mois à trois ans de prison et d'une importante amende puisque la ville de Blagnac n'a pas obtenu l'avis favorable de la commission avant de créer le fichier qui gère la « Carte blanche », une carte à mémoire qui permet de payer plusieurs services municipaux. Cette révélation n'affectera sans doute pas le dynamisme de cette ville dans une technique de gestion apparue il y a moins de trois ans, mais elle est le symbole de la complexité du passage des communes à l'ère informatique.

La « provocation » de Vitrolles

Cette « bavure », qui sera vite rectifiée — mise à part, la « Carte blanche » de Blagnac est un bon exemple d'une mise en place réussie de la monétique municipale. En juin 1988, cette ville de 18 000 habitants mettait à la disposition des 20 000 adhérents d'Odysseus, important centre de culture et de communication en Midi-Pyrénées, un système de paiement et de réservation par carte bancaire, utilisable à distance, par l'intermédiaire du téléphone. En janvier 1989, la municipalité lance la « Carte place », une carte à puce non nominative et rechargeable qui donne accès à la piscine d'abord, puis à la piscine. Devant le succès de l'opération (1 200 cartes vendues en 1989, deux postes de contrôle supprimés), la ville décide d'étendre le système à d'autres services.

René Barbère, directeur la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances, se félicitait le 24 avril 1989 à Blagnac de la collaboration entre la ville et ses services : « Cette expérience évite le transfert de la gestion des fonds publics à des associations ou à des sociétés d'économie mixte ». Car, quel que soit le mode de paiement, la réglementation est très stricte. Le régisseur d'une collectivité locale qui encaisse des fonds, recueillis directement à un guichet ou



par l'intermédiaire d'un automate, se doit de les remettre à un comptable public.

Le regard des spécialistes de la rue de Bercy n'est pas aussi tendre avec la « carte ville » de Vitrolles. Cette municipalité des Bouches-du-Rhône semble s'être ingéniérée à adopter les mesures inverses de celles que préconise la direction de la comptabilité publique. La méthode utilisée pour transférer du ticket traditionnel à la carte magnétique le paiement des 12 000 repas dans les 35 écoles de cette ville-clampignon de la banlieue de Marseille est certes un modèle du genre. L'extension de la carte aux crèches de loisirs, crèches, balades, garderies, centres de loisirs, transports scolaires, école de musique, tennis, piscines, spectacles communaux, témoigne d'une véritable dynamique. Mais la municipalité de Vitrolles a choisi le « post-paiement » — une facture pré-

cise est adressée chaque mois aux familles — alors que le « prépaiement » était précédemment utilisé avec les tickets traditionnels. Ce changement entraîne une des recommandations de la note méthodologique diffusée dans le réseau des comptables du Trésor : « L'introduction de la carte de paiement ne doit pas bouleverser les règles habituelles de gestion des services ».

Une rentabilité discutable

Quant au système de collecte des fonds, c'est peu dire qu'il prend certaines libertés avec l'esprit de la loi. N'ayant pas de perception sur la commune, le conseil municipal de Vitrolles a créé le Comité de gestion des services (CGS). Cette association rassemble les chèques sur un compte bancaire avant de les

déposer au Trésor. On n'est pas très loin de la gestion de fait. Les « shires de M. Bérégovoy », comme les appelle M. Jean-Louis Larchevêque, adjoint au maire délégué aux finances, qui sont « descendus » à Vitrolles à la demande des élus, leur ont cependant fait remarquer qu'il s'agissait d'une « entorse » aux règles de la comptabilité publique.

M. Jean-Louis Larchevêque affirme que l'application de la carte à un seul service ne sera jamais rentable : « Même si nous avons supprimé 22 postes de travail — la ville de Vitrolles emploie 1 000 personnes — en introduisant la carte dans les écoles, cela n'aurait pas été suffisant pour justifier un investissement de 2,8 millions de francs. C'est pourquoi nous voulons aller plus loin et étendre le système à tous les commerces de la ville ».

Une commune comme Chilly-Mazarin (Essonne) n'a pratiquement réalisé aucune économie en se contentant, pour l'instant, de transférer le paiement des repas scolaires sur une carte magnétique. Un investissement de 600 000 francs qui ne sert qu'à la gestion quotidienne et statistique des 1 200 repas servis chaque jour. Marc Sauteron, responsable de l'enseignement et de la jeunesse au sein de la municipalité, estime cependant que l'investissement trouve sa justification dans l'amélioration du service public : « La population est fière de cette innovation qui lui évite de se rendre à la mairie trop souvent ».

Pour répondre aux besoins supposés des villes, certaines entreprises n'hésitent pas à mettre sur le marché des systèmes innovants qui peuvent poser de nombreux problèmes. La société Mutacard, qui équipe déjà quelques villes, présentait il y a quelques jours un nouveau système de paiement, qu'elle baptise « Unité ». Il autorise l'accès à l'ensemble des services collectifs urbains publics (équipements culturels et sportifs, activités périscolaires, stationnement, etc.) par l'intermédiaire d'une carte unique. Dans l'hypothèse où cette carte serait émise par la ville, ne se poseraient-ils pas les problèmes (impayés, trésorerie, etc.) liés au post-paiement ?

Mais Mutacard envisage d'utiliser les cartes bancaires traditionnelles. Hors celles-ci sont la propriété des établissements financiers qui en contrôlent le domaine d'utilisation. D'autre part, en raison de leur modicité, les sommes à encaisser seraient accumulées sur un microserveur avant d'être transférées à partir d'un certain seuil à un centre de traitement bancaire, la commission étant à la charge des communes. Comment ces dernières récupéreront-elles leur argent en cas de difficulté, alors qu'au-delà d'un délai de quatre jours une transaction n'est plus garantie par un établissement bancaire ?

Difficultés réglementaires, rentabilité problématique, problèmes juridiques, on comprend pourquoi certaines villes hésitent tant à passer à la monétique. Metz ne l'utilise toujours pas alors que le principe en est voté depuis plus de deux ans. Et la carte qui sera utilisée dans les parcs parisiens ne sera sans doute pas plus sophistiquée qu'une carte téléphonique.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Trop peu de femmes élues

L'A journée internationale des femmes, qui a été célébrée le 8 mars, a le mérite de rappeler que si les femmes ont dû attendre jusqu'en 1944 pour obtenir le droit de vote, elles n'ont malheureusement pas trouvé depuis la place qu'elles méritent dans les instances représentatives.

Curieusement d'ailleurs, alors que leur place dans la vie économique est de moins en moins contestée, leur présence semble aller en diminuant dans les institutions. Elles ne sont plus que 5,7 % (33 sur 577 députés) au sein de l'Assemblée nationale, alors qu'elles représentaient 6,9 % des élus du Palais-Bourbon en 1945. Il n'y a aujourd'hui que 10 femmes sur 319 sénateurs.

Au niveau local, les femmes sont relativement nombreuses dans les conseils régionaux (8,5 %), élus à la proportionnelle. Les partis s'efforcent en effet d'assurer un minimum de représentation aux femmes sur leurs listes : 20 % chez les socialistes par exemple. Nauf femmes sont maires de villes de plus de 30 000 habitants mais moins de 2 000 participent à des conseils municipaux. « Elles ont pourtant la quasi-certitude d'être élues », estime cependant Janine Bardou, maire de Chanac et présidente (UDF-PR) du conseil général de Lozère.

Une seule présidente de conseil général

Seule femme à occuper cette fonction, Janine Bardou milite pour que les femmes s'engagent plus dans la vie publique. « C'est dans les instances locales comme dans les organisations professionnelles que les femmes peuvent faire adopter les mesures qui amélioreront leur sort ». Malgré les limites imposées par les lois de décentralisation, Janine Bardou pense que la conseil général qu'elle préside a adopté un certain nombre de mesures qui ont permis d'améliorer la situation des femmes dans le département : l'organisation des transports scolaires en zone rurale par exemple.

Mais la charge de travail des élus reste très lourde, et Janine Bardou reconnaît qu'il sera toujours difficile pour une femme de concilier vie privée et vie publique.

C. de C.

Divorce à Lilliput

Une commune des Ardennes, s'estimant lésée dans son association de dix-sept ans avec un village voisin, a préféré se retrouver démunie mois libre

BARBAISE (Ardennes)

de notre envoyée spéciale

BARBAISE l'autonomiste a enfin obtenu gain de cause après du préfet des Ardennes : après plusieurs années de doléances, cette commune de 115 âmes a été autorisée à se séparer de Raillencourt, village de 230 habitants, distant de 1,5 km. Leurs relations étaient entrées dans une telle période de turbulences que le représentant de l'Etat, las d'arbitrer les conflits, s'est résolu à « ériger Barbaise en commune distincte », à l'heure même où il est censé promouvoir les tentatives de « regroupement », de « partenariat », et autres formules d'« intercommunalité ».

LIRE ÉGALEMENT

Les élus et l'information scientifique

Un sondage SFRS pour le Monde-Cité des sciences de La Villette-CNRS.

■ Les ruraux partent en campagne ■ L'élu, l'architecte et la ville ■ Les musiciens chantent victoire ■ Derniers succès pour les bibliothécaires. Pages 15 et 16

A Barbaise, on pousse un soupir de soulagement. Les citoyens ont, le 3 février, élu leur maire, en la personne de M. Michel Bouquet, autonome convaincu. Ce premier magistrat, la trentaine effervescente, moustache fournie et anorak multicolore, est agent commercial à la SNCF. A Barbaise depuis six ans, M. Bouquet est encore « un gars de la ville », aux yeux des agriculteurs enracinés depuis des générations dans la vallée de la Vence. « Il n'avait jamais obtenu la mairie si Michel Gamby, tête de liste, ne s'était démis en sa faveur », lancent ses détracteurs.

M. Michel Gamby, sexagénaire, d'éleveur de vaches à lait, n'était guère volontaire pour gérer au quotidien la municipalité ; il a préféré jouer les éminences grises. Dans la cuisine du jeune maire, cet homme massif revêtu d'un bleu de travail indéchirable et de bottes d'assise sur le nez, lunettes d'éclaircie sur le nez, pour présider du budget municipal. Entre deux calculs, il raconte « l'histoire d'eau » des communes ennemies.

C'est pour obtenir un réseau d'adduction que Barbaise et Raillencourt se sont associées, en 1974. En échange, l'Etat leur versait 80 % des frais nécessaires à cet équipement, en plus des 50 % de « subventions Marcelin » prévues sur cinq ans. « Mais aussitôt après avoir dit oui, Barbaise

o compris qu'elle avait vendu son âme ». Chaque commune ayant une représentation proportionnelle au nombre de ses habitants, Barbaise n'en comptait que quatre, et Raillencourt sept.

Barbaise perd peu à peu le contrôle de son budget et de ses affaires. La place du village elle-même est vendue, malgré l'opposition de ses habitants, à des promoteurs qui y plantent des villas sans charme. Les conseillers de Raillencourt vont jusqu'à élire eux-mêmes le maire délégué de Barbaise qu'ils choisissent en leur sein. Au conseil municipal, les dépenses ne sont pas ventilées selon la règle de trois, mais en fonction des projets que la majorité veut financer. Les travaux de voirie se font donc essentiellement à Raillencourt, et Barbaise devient le dindon de la farce.

La plupart des injustices dont se plaint Barbaise, et que la préfecture a d'ailleurs constatées, ont été perpétrées pendant les mandats de M. Raymond Vincent (divers droite), venu aux affaires municipales de Raillencourt en 1947. Ce marchand de bestiaux ne semble pas bouleversé outre mesure par le sort de la minorité barbaissienne : « Les plus gros mangent les petits, c'est la loi de la politique ! D'ailleurs, nous aurions dû faire une fusion plutôt qu'une association, nous aurions entendu moins de protestations ».

RAFAËLE RIVAIS
Lire la suite page 14

Communes fantômes

Depuis deux siècles, Suzon, Sein et Molène étaient dépourvues de ressources fiscales, et donc sans dotations de l'Etat. La loi du 28 novembre 1990 a mis fin à cette curiosité

TROIS collectivités locales ne disposent, contrairement au droit de la décentralisation, d'aucune ressource fiscale : aucune taxe foncière, pas de taxe d'habitation et encore moins de taxe professionnelle. Privées d'impôts locaux, elles sont dans l'impossibilité de fournir aux ministères concernés — intérieur et budget — les données (potentiel fiscal, effort fiscal) qui permettraient le calcul de leurs dotations : la DGF (dotation globale de fonctionnement) et le FNCTP (Fonds national de compensation de la taxe professionnelle). A coups de subventions, elles entretiennent tant bien que mal leur petit territoire communal et limitent leurs investissements au strict minimum.

Pour ces trois communes — les îles de Sein et de Molène (Finistère) et la commune de Suzon (Ariège) — la situation est ressentie comme une injustice. Pourtant, à l'origine, pour au moins deux d'entre elles — Sein et Molène, l'exonération relève d'un privilège, accordé par Louis XIV. « Vouloir imposer Sein ou Molène, déjà accablées de tous les impôts de la nature, ce serait vouloir imposer la mer, les tempêtes et les rochers », expliquait le Roi-Soleil dans une lettre. Confinée une première fois à la Révolution, puis à

nouveau en 1800 et en 1914, le privilège perdait encore aujourd'hui ses effets.

La petite commune (24 habitants) de Suzon, dans l'Ariège, se retrouve, en 1818, dans une situation comparable. A la suite d'une erreur administrative, au moment de l'élaboration des cadastres, Suzon, une commune enclavée dans celle de La Bastide-de-Sérou, se trouve géographiquement confondue à cette dernière. Les fonctionnaires ont négligé de délimiter son territoire : une centaine d'hectares, quelques fermes, une cinquantaine d'habitants.

Cuisine municipale

Depuis lors, Suzon n'existe plus en tant qu'unité administrative : elle n'a plus ni territoire, ni chemins, ni bâtiments communaux. Elle a perdu toute autonomie financière : les impôts fonciers prélevés sur son territoire bénéficient à la commune de La Bastide.

Pourtant, Suzon continue d'exister : à défaut de mairie, les vingt électeurs des quatre fermes qui subsistent se retrouvent régulièrement à l'heure des votes « dans la cuisine du maire ». C'est d'ailleurs dans cette même cuisine que se tiennent les réunions du conseil municipal (9 conseillers). La loi du 28 novembre 1990 (1),

sans remettre en cause la situation héritée du passé, supprime l'essentiel de ses inconvénients. Désormais, les trois communes « défiscalisées » pourront percevoir une partie des dotations de l'Etat : chaque année, la loi leur attribuera une part de DGF et une autre de FNCTP.

Potentiel et effort fiscal étant incalculables, ces dotations seront forfaitaires. La DGF de ces communes sera égale au « double de l'attribution moyenne par habitant de l'ensemble des communes relevant de la même strate démographique ». Soit 298 francs par habitant pour l'île de Sein (610 habitants) et 360 francs pour Molène (415 habitants) et Suzon (24 habitants). La part de FNCTP qui leur sera attribuée sera du « double de l'attribution moyenne nationale », c'est-à-dire 418 francs par habitant.

Du bon pour ces collectivités dont le budget annuel (subventions, produits de l'exploitation et produits domaniaux compris) ne dépassait guère, jusque-là, le salaire mensuel d'un cadre parisien.

BETTINA GILLET

(1) Loi n° 90-1167 du 28 novembre 1990, relative à la fonction publique territoriale et modifiant certains articles du code des communes.

HEURES LOCALES

REPÈRES

AIDE SOCIALE

Le rôle
du département
reste méconnu

Qui dit que les Français sont d'horribles égoïstes ? Un sondage, « Les Français et l'action sociale », réalisé par l'institut de sondage CSA, pour l'hebdomadaire spécialisé *la Gazette des communes*, ainsi que pour l'assemblée des présidents de conseils généraux, montre (la Gazette du 4 mars) que si on augmentait de 200 francs les impôts locaux, les Français souhaiteraient que cet argent aille en premier aux plus défavorisés (34 %), 30 % d'autres personnes sondées aimeraient plutôt que l'on consacre les fonds à l'amélioration des locaux et du matériel scolaires. Lorsqu'on soumet une liste de domaines d'actions sociales, les Français estiment à 50 % que l'enfance maltraitée devrait être prioritaire.

Ce qui surprend cependant, c'est la profonde méconnaissance des Français sur « qui finance l'action sociale », 73 % avouent l'ignorer et ceux qui se prononcent se trompent quasiment tous sur la part dévolue par le département à ce secteur. « Si les Français prenaient conscience que plus de la moitié de leurs impôts départementaux sont consacrés à l'action sociale, s'ils savaient que les assistantes sociales, les RMI, les maisons de retraite, l'aide médicale, l'action en faveur des handicapés, etc., sont financés et gérés par leurs élus départementaux, ils regarderaient peut-être plus près ce qui se décide à l'hôtel du département », commente l'hebdomadaire.

AUVERGNE

Une école
d'emballage
au Puy-en-Velay

Pour combler le déficit en cadres intermédiaires dans l'emballage, un secteur qui réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de francs à travers 3 000 entreprises et 120 000 salariés, une école de packaging va ouvrir en octobre prochain au Puy-en-Velay.

L'investissement prévu dépasse 7 millions de francs ; le directeur du Puy-en-Velay se chargera du bâtiment ; l'Etat, par l'intermédiaire de la DATAR, participera à l'équipement pour 1 million de francs ; la région, le chambre de commerce et le département donneront 500 000 francs chacun. La chambre de commerce, la ville du Puy et le conseil général assureront en grande partie le fonctionnement.

Le recrutement se fera à bac + 2, à partir de DUT ou de BTS à caractère industriel. La durée des études sera d'un an. L'enseignement sera composé de cours théoriques et de stages en entreprise. Les promotions seront de quinze à vingt élèves. La reconnaissance du diplôme de sortie (bac + 3) est actuellement en négociation avec l'université de Clermont-Ferrand, dont dépend la Haute-Loire.

BRETAGNE

Un nouvel hôpital
pour Brest

Brest aura un nouvel hôpital en 1995. Les travaux viennent de commencer. Le nouvel établissement soulèvera l'actuel hôpital Morvan, surchargé, qui abrite 1 100 lits pour une capacité théorique de 572 lits. Une situation qui a obligé la direction à se livrer à une véritable chasse au mètre carré inutilisé, afin de pouvoir faire face au développement des services, comme en témoigne l'aménagement d'un blockhaus datant de l'Occupation.

Le nouvel hôpital coûtera 450 millions de francs, dont 40 % du financement à la charge de l'Etat. Le projet n'est pas nouveau : les terrains sont achetés depuis 1977, mais, après avoir évolué favorablement jusqu'en 1985, le dossier est resté en souffrance de 1986 à 1988. Les étudiants, médecins et associations de patients avaient alors adressé au gouvernement une pétition avec 50 000 signatures.

Brest disposera d'un hôpital pilote, comprenant des innovations techniques dans le domaine de l'imagerie médicale et des transports intérieurs ; médecine d'urgence, spécialités chirurgicales, réanimation, cardiologie, en tout 590 lits seront regroupés. L'actuel hôpital Morvan ne comptera plus que 640 lits et sera modernisé.

DÉBAT

Communes défavorisées ? Oui !
Mais lesquelles ?

par Jean-Claude Bonnet

DEPUIS plusieurs années, démonstrations et chiffres éloquentes à l'appui, tous ceux des élus locaux qui se sont fait un devoir de poursuivre les chanciers et de défendre les intérêts des communes rurales en ce qu'elles ont de structurellement défavorisé, avaient commencé à marquer des points. Bien sûr, si l'heure n'avait pas encore sonné pour que nos communes rurales soient financièrement en mesure d'épouser leur siècle, du moins la voie était-elle tracée pour que, au nom d'une certaine équité, les mécanismes de répartition en place jouent plus intensément et que d'autres soient éventuellement créés.

Las ! Voilà que si le concept de solidarité occupe à nouveau le devant de la scène, des circonstances particulières vont sans doute conduire à ce que cette solidarité s'effectue prioritairement au bénéfice de quelques centaines de communes relativement peuplées. Provisoirement occultée par le problème qui vient de

surprendre certaines cités urbaines se trouvant à la périphérie de nos grandes métropoles et par celui de la péréquation intercommunale en Ile-de-France, il ne faudrait pas que se trouve interrompue le « dialogue marche » entre les maires ruraux, animés qu'ils sont du souci légitime de mettre progressivement un terme à des distorsions de plus en plus mal vécues en cette dernière décennie du vingtième siècle.

A cet égard la proposition faite par la commission des communes rurales de l'Association des maires de France et visant à ramener en quatre ans de 2,5 à 1,5 le coefficient pondérateur de la dotation de base de la dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue, il convient de le rappeler, une voie nouvelle de progrès à laquelle les pouvoirs publics se doivent de réserver un écho positif. L'avenir de l'espace rural français en dépend.

Jean-Claude Bonnet est président du CICOR (Centre d'information des communes rurales).

BLOC-NOTES

AGENDA

Formation territoriale. — Le prochain séminaire du groupe de travail sur la formation et le recrutement des fonctionnaires territoriaux aura lieu le 21 mars. Elle devra se tenir le 5 février (le Monde daté 27-28 janvier), mais elle a été repoussée en raison des événements survenus dans le Golfe et des nouvelles attributions confiées à M. Philippe Marchand.

Innovation culturelle et développement local. — L'initiative culturelle est, de plus en plus, un agent actif du développement économique des régions. C'est en partant de cette constatation que se déroulera, les jeudi 11 et vendredi 12 avril prochains, à l'hôtel de région du Limousin, un colloque national sur le thème de « L'innovation culturelle et le développement local ». Principaux intervenants : M. Hélène Mithieux, directrice du développement et de la formation au ministère de la culture ; M. Pierre Modier, directeur du département des études et de la prospective au même ministère ; René Rizzardo, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles et auteur d'un rapport ministériel sur le même thème (le Monde du 23 décembre 1990). Renseignements et inscriptions : M. Laurence Rossignol, chargée de mission au Conseil régional du Limousin, 27, boulevard de la République, 67061 Limoges Cedex. Tél : 55-45-18-82.

Culture et communes. — La Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) fête le trentième anniversaire de sa fondation les 22 et 23 mars, à Saint-Etienne. Un certain nombre d'élus feront le point sur les politiques culturelles des diverses collectivités et dresseront un bilan de la décentralisation. Un grand nombre d'artistes comme Roger Planchon, Dominique Baguot ou Marcel Landowski sont également invités.

La FNCC a été créée en 1960 par Michel Durafour, qui était alors maire adjoint à la culture de Saint-Etienne. Elle est aujourd'hui présidée par un socialiste, Roger Tropeano, délégué à la culture du PS et ancien maire, adjoint à la culture de Châtenay-Mésis.

CONTACTS

Bourses d'exploration de Clermont-Ferrand. — Comme chaque année depuis 1989, la ville de Clermont-Ferrand organise la sélection de projets d'étudiants des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de gestion, et de troisième cycle des universités. Il s'agit de répondre par la photo, la vidéo ou une plaquette, à la question « Quelle politique sportive pour votre cité ? ». Cinq bourses d'un montant de 15 000 francs doivent permettre aux étudiants sélectionnés de se rendre dans la ville étrangère de leur choix pour préparer un mémoire. Le meilleur travail est récompensé par un grand prix de 25 000 francs.

Service de communication. — Mairie de Clermont-Ferrand, 10, rue Philippe-Marcombes, 63000 Clermont-Ferrand.

Art contemporain dans le métro de Toulouse. — MT Développement, la société concessionnaire du métro de Toulouse, a déposé un budget de dix millions de francs pour introduire l'art contemporain dans les quinze stations de la première ligne Mirel-Jolimont qui entrera en service en juillet 1993. Pierre Richard, président du directeur du Crédit local de France et président de MT Développement, choisira en octobre prochain, avec un jury composé de professionnels de l'art, d'élus et de responsables du projet, les œuvres qui personnaliseront les stations.

MT Développement, M. Violette Auchier, 56, boulevard de l'Embarcadere, BP 2870, 31086 Toulouse Cedex.

NOMINATION

Albert Fitte, nouveau secrétaire général à Dijon. — M. Fitte remplace Michel Jenot qui avait occupé ces fonctions pendant plus de onze ans. (Né le 29 mars 1943, Albert Fitte est docteur en lettres, diplômé de Sciences Po. Il est titulaire d'un DES de géographie économique et spécialiste des transports maritimes. Directeur général des services administratifs et financiers de la mairie de Royan en 1978, il devient deux ans plus tard secrétaire général adjoint de la mairie de Vesoul. De 1983 à 1990, Albert Fitte était secrétaire général de la mairie de Chalon-sur-Saône.)

PUBLICATIONS

Média. — La Documentation française vient de publier l'édition 1991 du répertoire de la presse « Média » mis à jour par le service d'information et de diffusion du premier ministre. Il consacre une large place à la presse écrite régionale et donne la liste des journaux spécialisés dans le secteur des collectivités locales.

Code électoral. — Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de scrutins importants prévus au calendrier de 1991 qu'il n'est pas nécessaire pour les élus de préparer les prochaines échéances. Leur préparation, leur déroulement et leur financement sont réglementés par un certain nombre de lois, décrets, instructions générales et textes complémentaires qui sont présentés dans cette publication (50 francs) de la direction des journaux officiels.

Direction des journaux officiels, 28, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

Guide budgétaire communal, département et régional 1991. — La DGCL publie un guide des informations nécessaires à l'élaboration des budgets des communes, des départements et des régions. Ce guide propose une analyse et un commentaire des principales dispositions législatives et réglementaires concernant les finances locales (renouveau des lycées, financement des collèges, ratios cadres, nomenclatures budgétaires, cadre juridique de l'emprunt...).

Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, 65 francs.

« Brest 92 » : le rendez-vous
de la marine à voile

BREST

de notre correspondant

ON les appelle « vieilles coques », ou « vieux gréements ». Ce sont tous de vieux bateaux qui naviguent à une époque où les marins du bord n'ont pas peur de la mer, c'était avant tout un rude labeur. Ces embarcations constituent un fabuleux héritage, au même titre que les monuments historiques.

Mais il n'en reste pas beaucoup. Les vieilles coques sont mortes peu à peu sur les plages, livrées au sel et au vent, sans plus personne pour se soucier de leurs héritiers : des charpentiers qui montaient carcasses et mâtures sans plans, presque au feeling.

Ce patrimoine en péril, c'est la raison d'être de la revue *le Chasse-marin*, de laquelle est parti en France, au début des années 80, un mouvement de sauvegarde de ces bateaux, dont des dizaines ont été restaurés ou qu'il a fallu tout

bonnement reconstruire, faute de ne plus en posséder de spécimens, même moribonds.

C'est une vaste fête en l'honneur de la marine traditionnelle à voile que ce même *Chasse-marin* avait organisée en août 1988 à Douarnenez, port d'attache de la revue. On était venu de toute l'Europe voir évoluer ces bateaux, petites embarcations côtières ou anciens grands courriers des mers.

L'équipe de « Douarnenez 88 » met maintenant le cap sur « Brest 92 », avec l'appui de la ville de Brest et de la marine nationale, ainsi que de divers sponsors. Mille deux cents bateaux et huit mille marins de vingt pays rallieront Brest. On attend un million de visiteurs. Une belle fête et une grosse opération médiatique pour le Finistère et tout spécialement pour la ville de Brest, qui doit construire une ancienne golette du dix-neuvième siècle ; elle s'appellera la *Recouvrance*, du nom de ce quartier qui domine l'arsenal, où s'achève l'axe de la ville, de la mer à la ville, au cœur de la ville.

GABRIEL SIMON

Divorce à Lilliput

Suite de la page 13

M. Vincent ne brille pas non plus par la diplomatie lorsqu'il explique tout de go que « les habitants de Barbaise sont des paysans orientés ». Pourtant, c'est bien, semble-t-il, la même peur paysanne qui nourrit son animosité : celle de perdre la terre. Dans les années 80, les habitants de Barbaise ont refusé le rattachement que leur proposait M. Vincent, de peur d'être regroupés par ce maire qu'ils trouvaient

despotique. En retour, M. Vincent ne leur a jamais pardonné d'avoir laissé l'entretien de leurs chemins vicinaux à la charge de la commune.

Si Barbaise savoure aujourd'hui sa victoire, elle sait, tout comme Raillencourt, que la séparation ne sera pas une affaire. Il faudra en effet doubler les équipements municipaux (photocopieuse, machine à écrire, tondeuse à gazon, etc.), alors même qu'en plein hiver les deux municipalités

sont trop pauvres pour faire dégrèver leurs routes communales.

Le tandem Bouquet-Gambay s'efforce de donner tout à la préfecture, qui a prévu un budget déficitaire de 58 000 francs pour l'exercice 1991. Barbaise veut montrer qu'elle se débrouille parfaitement sans Raillencourt, et mettra un point d'honneur à ne pas augmenter les impôts locaux. Du moins, pas tout de suite.

RAFAËLE RIVAIS

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE » ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

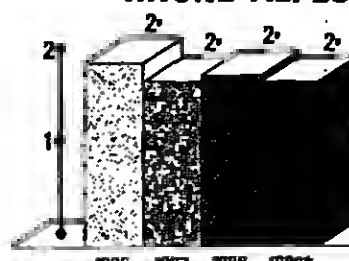
Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions).

Ces variables sont les suivantes :

- valeur ajoutée par habitant (pondération 0,83) ;
- salaire moyen (pondération 0,14) ;
- taux de chômage (pondération -0,19) ;
- taux de création d'entreprise (pondération +0,03) ;

Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province (voir le Monde des 9-10 décembre 1990).

RHONE-ALPES



La chaire parti en-dessous du graphique donne le classement de la région suivant l'indicateur proposé (Ile-de-France et Corse exclues).

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR



RHONE-ALPES : 2°

Parmi les régions de province, Rhône-Alpes cumule les places d'honneur pour les différents indicateurs retenus : deuxième pour la valeur ajoutée par habitant, troisième pour le salaire moyen, quatrième pour le taux de chômage, et cinquième pour le taux de création d'entreprise. (C'est-à-dire très bien placé !)

En résulte un indicateur synthétique très positif qui place cette région en seconde position derrière l'Alsace. Avec cette dernière et la Haute-Normandie, Rhône-Alpes devance nettement toutes les autres régions de province. Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer une valeur ajoutée par habitant supérieure de 12 % à la moyenne nationale (hors Ile-de-France) : la part de la population occupant effectivement un emploi est importante (le taux de chômage est inférieur de 2 points à la moyenne et les taux d'activité sont élevés) ; la région est très urbanisée et industrielle ; l'agriculture, activité à valeur ajoutée modérée, n'y a qu'un faible poids. Une croissance de l'emploi de près de 5 % entre 1986 et 1989 a permis la coexistence d'une diminution du chômage avec un solide migratoire positif.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR : 6°

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur présente une situation contrastée. Elle est leader des régions de province pour le niveau moyen des salaires et les créations d'entreprises, mais le chômage y est très élevé, ce qui traduit surtout une forte mobilité sur le marché du travail dans cette région où le tertiaire représente plus de 70 % des emplois. La forte baisse du chômage associée à un faible taux d'activité joue défavorablement sur le niveau ajouté par habitant. Celle-ci ne dépasse que de 3 % la moyenne nationale (hors Ile-de-France) alors que la productivité du travail le dépasse de 7 %. Malgré une vigoureuse croissance de l'emploi entre 1986 et 1989 (près de 6 % contre moins de 3 % au niveau national), le faible taux de chômage a été compensé par la baisse de l'ensemble des autres régions de province (-1,1 point). Entre les recensements de 1982 et 1990 le nombre de personnes qui se sont installées en Provence-Alpes-Côte d'Azur est supérieur de plus de 200 000 au nombre de celles qui l'ont quittée.

Moyenne nationale (Ile-de-France et Corse exclues). Région considérée. * Estimées.

Les r...

Des sénateurs app...

BORDEAUX

L'Assemblée nationale a adopté le 27 février, à une large majorité, la loi relative à la dévolution des compétences aux collectivités locales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, marque une étape importante dans la décentralisation. Elle prévoit notamment la création de nouvelles compétences pour les régions, les départements et les communes. La loi est entrée en vigueur le 1er janvier 1991.

Les musicien

un grognon s'oppose à
des revendications non pr...

APPROUVÉS

Le 21 février, à une large majorité, le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale a adopté les projets de statut des fonctionnaires territoriaux de la culture. Ces projets, qui ont été élaborés par le ministère de la Culture, visent à améliorer la situation des fonctionnaires de la culture et à leur donner des conditions de travail plus favorables. Les projets ont été adoptés à l'unanimité.

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrôle exclusif du contenu et des modalités d'accès au CA (certificat d'aptitude à l'enseignement), au DE (diplôme d'études) et au diplôme universitaire de musicien intervenant, indispensables pour occuper les fonctions de directeur, de professeur, d'assistant spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professionnels sont donc exclus de ces emplois.

Seconde victoire : les horaires de travail sont maintenus à leur niveau antérieur. Les directeurs devront assurer 39 heures hebdomadaires, les professeurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre part, par la voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bien-fondé du cumul des postes de professeur et de musicien ou d'acteur, à l'image de ce qui se pratique actuellement dans le corps médical, où l'on n'imaginait pas un instant que les agrégés soient obligés de choisir entre l'exercice de la médecine, la recherche et

LES FUTURS DE
Fondation
Europe et Soc

VENTE EN LIBRAIRIE

HEURES LOCALES

Les ruraux partent en campagne

Des sénateurs appellent à une « croisade » pour l'avenir de l'espace rural français

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

A grand-messe de la ruralité, organisée à grand renfort de publicité, à Bordeaux les 28 février et 1^{er} mars (le Monde du 5 mars), n'avait qu'un but : éveiller aux problèmes du monde rural une opinion publique accablée depuis des mois par les malheurs de la ville et de ses banlieues. Présents au cours de cette Convention nationale pour l'avenir de l'espace rural français, les travaux d'une mission sénatoriale conduite par M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, ont confirmé la fragilité du tissu rural. Près du quart du territoire français est aujourd'hui atteint par la désertification (moins de 20 habitants au kilomètre carré), et le déclin guette déjà un autre dixième du pays.

Campagnes moribondes ou en sur-sis, malaise paysan, sentiment d'abandon : au cours de leur enquête, les sénateurs ont rencontré de nombreux motifs de désespérance. Mais ils se sont accrochés à quelques espérances positives, en France comme à l'étranger, pour « sonner la mobilisation générale » et « appeler à une croi-

sade qui ne doit pas s'arrêter ». Pour eux, « la véritable modernité, de demain, c'est l'espace rural, au moins autant, sinon plus, que la ville ». Cette conviction, à laquelle est parvenu le groupe d'études, a servi de socle aux débats de la convention, unanimement persuadée que l'essentiel du mal français provient de l'hypertrophie galopante de l'Île-de-France, qualifiée de « cancer parisien », et de l'« obsession urbaine » dont seraient victimes le pays et ses dirigeants.

Privileges fiscaux

Avant répété comme un slogan qu'il ne saurait y avoir de monde rural sans une agriculture dynamique, les apôtres de la ruralité reconnaissent que l'agriculture ne sauvera pas à elle seule l'espace rural. « Dès à présent, il y a insuffisamment d'actifs non agricoles en milieu rural que d'agriculteurs », devait souligner M. François-Poncet. Pour encourager la diversification des activités économiques dans les campagnes, il réclame que les privilèges fiscaux mis en place dans les zones de reconversion industrielle soient étendus aux zones rurales menacées de désertification. « La solidarité nationale doit



jouer en leur faveur, a confirmé Jacques Chirac, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Chaque parcelle de notre espace rural recèle un potentiel valorisable ».

Pour maintenir et moderniser les services publics, les reconversions ne devraient plus être décidées uniquement par le ministère sur l'unique base de la rentabilité, mais, estime la mission sénatoriale, au niveau d'un nouveau ministère d'Etat, chargé de l'aménagement du territoire et du plan.

Des primes pour les fonctionnaires ruraux

Les sénateurs souhaitent la polyvalence de certains services, comme la Poste, et que « les fonctionnaires servant en milieu rural soient financièrement récompensés ».

Sans aborder la révision de la politique agricole commune qui, selon l'avis de Jacques Delors, président de la commission européenne, « arrive à un moment très mal choisi », les participants au colloque de Bordeaux ont passé en revue le catalogue habituel des moyens de valoriser l'espace non urbanisé : l'extension, la refor-

est, l'agro-industrie, la qualité et la pluri-activité. Une loi-cadre, réclamée par les amis de M. François-Poncet, comme par le socialiste René Souchnu, père de la « loi montagne », pourrait faciliter la mise en œuvre de ces idées. Encore faut-il faire la différence entre les zones rurales peuplées, dynamiques mais menacées par la spéculation foncière et la pollution ; le « rural classique », à faibles revenus et sous-emploi caché, dont l'agriculture ne saurait être l'unique facteur de développement ; le « rural profond » enfin, désertifié, dépeuplé, sans aucune possibilité d'autodéveloppement. Les aides gouvernementales et communautaires doivent tenir compte de la variété de ce paysage.

En cinq ans, la CEE consacre 250 milliards de francs aux régions en retard de développement (58 % du territoire européen, 21 % de la population), et 13 milliards aux autres régions. Cette dotation devrait être « notablement augmentée pour les années 1993-1997 », a promis M. Delors. Si toutefois vous et nous avons démissionné que nous avons bien utilisé ces ressources et que s'annonce un renouveau du milieu rural ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un parc à loups en Lozère

Dans le cadre d'un accord passé avec la Fondation Bardot, le parc du Gévaudan, situé près de Marvejols (Lozère), vient d'accueillir quatre-vingt loups de Mongolie provenant de la Hongrie. « Le maire de Budapest et les autorités hongroises, a expliqué Brigitte Bardot, nous ont aidés à sauver ces animaux qui n'auraient dû être abattus : leur fourrure était destinée à la confection de manteaux ».

En Lozère, ces loups, âgés de sept à huit mois et pesant une quarantaine de kilos, ont d'abord été placés dans un enclos de 32 000 mètres carrés mais, d'ici quatre à cinq mois, ils disposeront d'un parc s'étendant sur une vingtaine d'hectares. Selon Gérard Ménatory, responsable zootechnique, le nouveau parc, « qui n'a pas d'équivalent dans le monde », aura une vocation scientifique. Des Américains et des Japonais sont prêts à venir étudier sur place le comportement des loups. « Nous mettrons en place des caméras afin d'observer ces animaux quand ils se nourrissent, mais également lors des phases de reproduction ou de jeu ».

La Fondation a décidé d'apporter une aide financière de 600 000 francs. De leur côté, le département de la Lozère et la région Languedoc-Roussillon ont accepté d'aider financièrement cette opération.

LIMOUSIN

Limoges prend du galon

Siège de la circonscription militaire de défense Centre-Ouest, l'une des neuf circonscriptions militaires prévues par le plan Armées 2 000, Limoges englobera, à partir de 1991, les anciennes 13^e (Tours), 42^e (Poitiers) et 43^e (Limoges) divisions militaires territoriales. Située au centre de la zone de défense atlantique, elle aura autorité sur des installations militaires importantes, comme la base de transmission des sous-marins nucléaires de Rosny (Indre), les centres d'armement de Bourges (Cher) et de Tulle (Corrèze), l'école des transmissions de Montargis (Loiret), l'école du matériel de Bourges, l'école du train de Tours, etc.

C'est la fin définitive d'une tradition ancienne, dont est né au début du siècle, le mot *limagier* : l'ennemi dans cette ville, loin de tout théâtre éventuel d'opérations, des officiers dans les capacités militaires n'étaient pas convaincantes. Mais, plus que la mort d'un symbole, ce qui intéresse Limoges, ce sont les retombées économiques de cette implantation : quatre ans de travaux pour des réalisations immobilières nouvelles (4 500 m² de bureaux), qui accueilleront 450 nouveaux militaires et fonctionnaires civils de la défense, 150 millions de francs de soldes et de salaires seront injectés chaque année dans l'économie régionale.

PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR

Les Hautes-Alpes jouent la carte de l'authenticité

Peu de Français, paraît-il, connaissent le département des Hautes-Alpes et encore moins sa localisation géographique. Pour combattre cette tendance, le comité départemental du tourisme vient de créer le Club de l'authenticité. Officiellement fondé le 2 janvier par les comédiens Sergio Castellitto, Daniel Ceccaldi, Gérard Jugnot, Thierry Lhermitte, Christophe Malavoy et Marie-France Pisier, il rassemble des « amoureux » de ce département. Ces amateurs de grands espaces veulent partager leur passion pour une région méconnue. « Je ne savais pas qu'il existait encore des petits villages à 1 500 mètres d'altitude où on va chercher son lait tous les matins à la ferme », raconte par exemple Christophe Malavoy.

La première action des membres du Club va consister à rassembler, en faisant appel aux élus, aux syndicats d'initiative, aux offices de tourisme et même aux curés de campagne, les contes des Hautes-Alpes, patrimoine culturel du département, qui se transmettent de façon orale depuis toujours. Gérard Jugnot demande également à toutes les personnes originaires des Hautes-Alpes émigrées dans une autre région qui connaissent quelques-uns de ces contes de prendre contact avec la Maison des Hautes-Alpes, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Les meilleurs contes seront édités en album et en cassette.

La filière culturelle de la fonction publique territoriale

Les musiciens chantent victoire

La grogne s'atténue dans les conservatoires municipaux, les revendications des professeurs ayant été prises en compte par le nouveau statut

APPROUVÉS. Le 21 février, à une large majorité par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, les projets de statuts des fonctionnaires territoriaux de la filière culturelle sont en nets progrès face à une première rédaction qui avait fait l'unanimité contre elle (le Monde des 15, 20 et 21 janvier).

Les professeurs contestaient un texte qui remettait en cause leur nombre d'heures de travail, les conditions du recrutement, qui révisait le basculement leur salaire d'embauche - même si la grille de salaires leur offrait un plus en fin de carrière - et qui restait étrangement muet sur la durée de leurs congés. Epaulés par la direction de la musique, la coordination et les syndicats viennent d'obtenir satisfaction sur un grand nombre de points.

Première victoire : le ministère de la culture exercera le contrôle exclusif du contenu et des modalités d'accès au CA (certificat d'aptitude à l'enseignement), ou DE de danse et de musique (diplôme d'État) et au diplôme universitaire de musique intervenant, indispensables pour occuper les fonctions de directeur, de professeur, d'assistant spécialisé, d'assistant d'enseignements artistiques. Les non-professionnels sont donc exclus de ces emplois.

Seconde victoire : les horaires de travail sont maintenant à leur niveau antérieur. Les directeurs devront assurer 39 heures hebdomadaires, les professeurs 16 heures, les assistants 20 heures. D'autre part, par le voix de Michel Schneider, directeur de la musique, l'Etat reconnaît le bien-fondé du cumul des postes de professeur et de musicien ou d'acteur actif, à l'image de ce qui se pratique actuellement dans le corps médical, où l'on n'imaginait pas un instant que les agrégés soient obligés de choisir entre l'exercice de la médecine, la recherche et

l'enseignement, une activité nourrissant l'autre. Troisième victoire : le salaire, encore que sur ce sujet précis on peut considérer que les revendications sont permanentes dans tous les corps de métier. Directeurs : la grille de salaires actuelle est maintenue pour l'embauche, tandis qu'elle est améliorée de deux façons en fin de carrière, par l'augmentation de l'indice du dernier échelon et par la création d'un échelon exceptionnel. Professeurs : deux grades sont créés, celui de professeur d'enseignement de classe normale, celui de professeur hors classe. La grille de salaires actuelle est maintenue pour les premiers, alors que les professeurs hors classe bénéficieront d'une amélioration de leur fin de carrière. Assistants spécialisés : leur grille comprend deux échelons, ce qui équivaut à aussi à une amélioration. Assistants d'enseignements artistiques : la grille qui leur est applicable est celle actuellement en vigueur pour les adjoints d'enseignements artistiques. Elle sera revue à la hausse au cours des étés 1991 et 1992.

La question des congés scolaires

Reste le problème des congés scolaires, liés non pas à l'activité des professeurs, mais à la scolarité des élèves. Le statut reste donc muet sur ce chapitre, alors que les professeurs souhaiteraient que des dispositions précises soient imprimées sur leur blanc. Cette position n'est guère défendable, car elle bloquerait toute possibilité de réaménagement des études.

Ces dispositions vont en outre permettre de dresser une carte précise des écoles municipales agréées et de recenser le nombre des professeurs appointés. Ce qui va poser un grand problème de coût induit par le nouveau statut et va révéler l'ampleur d'un autre problème lié à celui de tous les professeurs en poste avant l'apparition du CA et du DE, de ceux qui ont émigré de pays où ce diplôme

n'existe pas mais dont on connaît parfaitement le haut niveau de formation, nu de ceux qui enseignent des disciplines non répertoriées par les deux examens d'aptitude à l'enseignement. La direction de la musique n'a pas souhaité encadrer de façon volontariste l'enseignement artistique, comme cela a été fait pour la danse en raison des dommages physiques que pouvaient entraîner un enseignement incompétent. La filière privée reste donc libre de fixer ses tarifs, la durée de l'enseignement et des congés. Reste à statuer sur le sort spécifique des professeurs des deux Conservatoires nationaux supérieurs, à publier les décrets d'application de la loi sur les enseignements artistiques votés en 1983, sans parler de l'enseignement, donné dans la branche universitaire, qu'il faudrait redéfinir.

ALAIN LOMPECH

L'élu, l'architecte et la ville

Le maire de Strasbourg face à ses urbanistes : qui modèle le visage de la cité ?

STRASBOURG

de notre correspondant

QUEL est le maire qui ne s'est pas révélé bâtisseur ? Laisser son nom, ou au moins sa signature, à un quartier nouveau de sa ville, à une place, à un bâtiment de prestige, est une tentation très répandue. La décentralisation a-t-elle réellement modifié les données au point de permettre une vraie politique d'architecture et d'urbanisme dans les grandes villes ? L'école d'architecture de Strasbourg et le journal *Le Matin* se sont récemment posés la question. Ils ont confronté le maire de la ville, Catherine Trautmann (PS), à trois des architectes qui interviennent dans la cité : Claude Vasconi, qui a signé l'hôtel du département, Adrien Fainsilber, qui prépare le futur musée d'art moderne de Strasbourg, et Guy Clapot, qui vient de remporter le concours lancé pour réaménager la place Kléber, l'une des plus prestigieuses de la ville.

Tous le reconnaissent : le rapport entre le maître d'ouvrage - la collectivité qui passe commande - et l'équipe qui conçoit le projet est déterminant. « Je cite partout en référence le conseil général du Bas-Rhin », explique Claude Vasconi. Il a été un très bon maître d'ouvrage, le programme n'a jamais été remis en cause et il a été bouclé en trois ans. « Même quand l'ossature du bâtiment et le béton à nu ont commencé à inquiéter riverains et élus, la détermination du département

n'a pas fléchi. C'est moins facile quand les partenaires sont nombreux : Catherine Trautmann a connu ainsi les avatars du projet de bâtiment des droits de l'homme, dont la ville assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le Conseil de l'Europe. La première moulture préparée par l'architecte en chef de la ville, romanisée à l'excès par les experts européens, a dû finalement être écartée, pour que soit ébauchi par concours le projet de Richard Rogers. Tout le monde y a perdu du temps et sans doute pas mal d'argent.

Boîtes à idées

L'argent joue son rôle aussi quand un projet ne se fait qu'avec le concours de l'Etat. L'ambitieux musée d'art moderne que la ville souhaite dans le quartier des anciens abattoirs ne devrait ainsi voir le jour qu'en 1995. Le nouvel hémicycle du Parlement européen, qui loue actuellement celui du Conseil de l'Europe, ne pourra pas être mis en chantier avant 1992.

Strasbourg utilise beaucoup les architectes comme boîtes à idées pour élaborer son projet urbain. Un concours international mobilise ainsi plusieurs équipes pour réfléchir à la liaison entre la capitale alsacienne et la ville allemande voisine de Kehl. Les opérations d'accompagnement du tramway strasbourgeois, dont les premières trames circuleront en 1994, ont été l'occasion de concours pour aménager la place Kléber et le parvis de la gare SNCF. « Est-ce qu'on ne

masque pas ainsi l'absence de réflexion préalable et de cahier des charges ? » s'interroge Guy Clapot. « Nous n'avons pas la science infuse », répond Catherine Trautmann, mais nous posons chaque fois la règle du jeu et n'évitions jamais les questions ».

La ville dispose d'ailleurs de ses propres services d'architecture et d'une agence d'urbanisme : c'est là aussi que se prépare la politique d'aménagement du territoire urbain avant les décisions des élus. « L'urbanisme est un acte de violence dans la ville, reconnaît Catherine Trautmann, mais le risque est partagé, entre la collectivité et les équipes partenaires qui travaillent avec elle. Sans déposséder l'architecte de son travail, il faut permettre au plus grand nombre de comprendre la démarche d'urbanisme et le mode d'emploi de la ville ».

Faut-il pour autant redessiner la ville contemporaine, comme le propose Claude Vasconi ? « Peu de villes ont une stratégie sur vingt ou trente ans, et pourtant il faudrait trouver des ossements qui résistent ensuite à tout et intègrent bâtiments et infrastructures, sinon on mangera l'espace bâtiment », dit-il. Plus modestement, Catherine Trautmann se propose de « ravaler le tissu social pour éviter les exclusions », de « ne pas casser la diversité traditionnelle qui fait la culture urbaine » et « d'aider les habitants à mieux vivre dans leur ville ».

JACQUES FORTIER

Le Monde ÉDITIONS

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

VENTE EN LIBRAIRIE

HEURES LOCALES

Un sondage Cité des sciences et de l'industrie - CNRS - le Monde sur l'information des élus

Les « décideurs » politiques revendiquent leur responsabilité face aux experts scientifiques

La Cité des sciences et de l'industrie organise les 13 et 14 mars un colloque sur le thème « Science, pouvoir, citoyen », en collaboration avec le Monde, pour le cinquième anniversaire de La Villette. Nous avons souhaité à cette occasion interroger les parlementaires et les élus locaux sur leurs attitudes à l'égard des problèmes scientifiques et techniques qu'ils rencontrent ou qu'ils côtoient. Première conclusion du sondage demandé à la SOFRES: les « décideurs » politiques se sentent concernés.

Les principaux centres d'intérêt

Pour chacun des sujets suivants, pensez-vous qu'il s'agit d'un domaine où les informations vous intéressent beaucoup, assez, un peu ou pas du tout :

	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Sans réponse
Les problèmes économiques français	85	12	3	0	0
L'environnement	80	18	2	0	0
Les problèmes sociaux	77	20	3	0	0
La santé	51	41	8	0	0
La politique extérieure	58	32	8	1	0
Les problèmes scientifiques	29	46	23	2	0

Pour chacun de ces sujets, les informations le concernant vous intéressent-elles beaucoup, assez, un peu, ou pas du tout :

	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Sans réponse
Les problèmes de l'eau	85	13	2	0	0
La pollution des déchets	76	20	4	0	0
Les problèmes d'environnement à l'échelle de la planète (par exemple la couche d'ozone ou le changement des climats)	55	33	12	0	0
La sûreté des installations nucléaires	54	28	14	3	0
La politique de la recherche	48	37	14	0	1
Les nouvelles découvertes de la recherche	47	39	13	1	0
L'évaluation des risques industriels	47	36	16	1	0
Le sida	42	34	20	4	0
L'exploitation des ressources de la mer	42	34	20	3	1
Le développement des biotechnologies	33	48	17	1	1
L'aviation civile	23	39	32	6	0
La conquête spatiale	20	41	32	7	0
La technologie militaire	19	35	32	14	0

Etre mieux informé

Pour chacune de ces affirmations, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse
Il m'arrive de plus en plus souvent d'avoir à répondre à des problèmes scientifiques et techniques	12	42	38	8	0
Quand il s'agit de problèmes scientifiques et techniques, il est difficile de trouver la personne qui peut vous donner des informations claires	29	43	21	6	2
On ne fait pas suffisamment d'effort pour rendre l'information scientifique compréhensible pour les gens qui en ont besoin	43	33	17	4	3
De plus en plus de débats de société nécessitent d'avoir des connaissances scientifiques et techniques	50	41	8	2	1
En général, lorsqu'un problème scientifique est bien expliqué la plupart des gens peuvent le comprendre	43	38	15	2	2
Dans le domaine scientifique ou technique, quand on demande l'opinion de plusieurs experts, leurs avis sont si différents qu'il est difficile de se faire une opinion	28	41	23	5	3

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Christiane Chombeau et de ses correspondants : Jean-Marc Gilly (Meuse), Georges Chatain (Limoges), Gabriel Simoo (Brest) et Jean-Pierre Forat (Le Puy).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile : Les rédacteurs du Monde ; Association Hubert-Beuve-Méry ; Société anonyme des lecteurs du Monde ; Le Monde-Entreprises ; M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
S. rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPU 206 136 F
Téléc. 45-55-94-70 ; Société filiale du Journal Le Monde et Regard Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM
Imprimerie de « Le Monde »
12, rue Gambourg
94011 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale y compris CPE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Gellée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Conseil de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppart, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jacques Guille, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (secrétaire du directeur de la rédaction)
Thomas Feraud, Philippe Herveaux, Jacques-François Simon
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1992) André Laurens (1992-1995) André Fontaine (1995-1999)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL

15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

CEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement des sciences et des techniques bouleverse tous les modes de pensée et de vie des citoyens, en particulier ceux des hommes politiques en charge de l'avenir collectif. Mais, aujourd'hui encore, force est de constater - malgré la création d'un Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques qui commencent à peine à sortir de l'ombre - que les représentants des citoyens sont désarmés lorsque se posent à eux des problèmes techniques de grande ampleur (la sécheresse de 1990 ou le stockage des déchets radioactifs...) et qu'ils ont peu de prise sur la manière dont sont scientifiquement évalués les projets qui leur sont soumis.

Loin de démissionner face à l'importance et à la difficulté de la tâche, les élus revendiquent leur part de responsabilité dans les grandes décisions, comme le montre le sondage (1) que la Cité des sciences et de l'industrie, en association avec le Centre national de la recherche scientifique et le Monde, vient de faire réaliser pour son cinquantième anniversaire par la SOFRES, sur le thème de l'information scientifique et technique des élus.

À la question « Pensez-vous que les décisions prises ces dernières années dans le domaine scientifique et technique le sont plus par des experts que par des élus », les personnalités interrogées estiment à majorité (55 %) que les premiers occupent le terrain aux dépens des élus (35 %). Mais lorsqu'on leur demande s'il faut « plutôt laisser les scientifiques ou les hommes politiques décider », 60 % se déclarent en faveur de décisions prises par les hommes politiques, 27 % par les scientifiques. Le sentiment de déposition est bien réel, mais les élus ne démissionnent pas pour autant. Et c'est plutôt rassurant. L'enquête montre pourtant - faut-il s'en étonner ? - que l'intérêt des élus pour les questions scientifiques (29 %) vient assez loin derrière les problèmes économiques (beaucoup d'intérêt : 85 %), l'environnement (80 %), les problèmes sociaux (77 %), la politique extérieure (58 %) et la santé (51 %).

Ce score d'estime n'est pas ridicule, même s'il est clair que « ce sont le niveau d'études et la profession qui déterminent des différences d'intérêt pour les problèmes scientifiques », estime Daniel Boy, chercheur au CNRS et à la Fondation nationale des sciences politiques, qui a préparé et analysé ce sondage : « Ceux qui ont suivi un cursus universitaire et en particulier des études supérieures scienti-

quant davantage les collectivités locales dans la gestion de leur avenir. Et revanche, le sida (42 %), la conquête spatiale (20 %) et la technologie militaire (19 %) retiennent l'attention des élus. « Remarquez, souligne Daniel Boy, que ce constat est assez proche de ce que l'on observe dans le public en général. Comme on pouvait s'y attendre, la préoccupation locale est plus forte chez les maires (38 %) que chez les parlementaires (9 %).

Qu'ils aient à traiter de sujets d'intérêt local ou national, les élus ressentent le besoin d'une meilleure information pour se prononcer, d'après le sondage. Pour le sentiment qu'ils ont (91 %) que « de plus en plus de débats de société nécessitent d'avoir des connaissances scientifiques et techniques ». Loin de buter sur la difficulté des problèmes qu'il leur faut appréhender, ils n'éprouvent ni découragement et invitent leurs interlocuteurs à une meilleure pédagogie. Dans ce domaine, leur confiance va en priorité à l'écrit, contrairement au grand public qui se tourne vers la télévision : revues spécialisées (29 %), quotidiens (27 %), magazines (17 %), livres de vulgarisation (13 %), la télévision obtient que 8 % des réponses.

Rendre l'information compréhensible

Pour les quatre sous-groupes d'élus présents dans l'échantillon, l'habitude est de s'adresser en priorité aux services de « l'institution d'appartenance » : les parlementaires auprès des services de l'Assemblée nationale et du Sénat (31 %), les conseillers régionaux auprès du conseil régional (31 %), les conseillers généraux dans le département (32 %), les maires ou maires adjoints enfin, à l'habitat de ville (26 %). « Plus on s'éloigne du niveau national », note Daniel Boy, « plus les sources d'information tendent à se disperser. Ainsi, les élus locaux, faute sans doute de trouver l'information « sur place », font appel à de multiples sources, organismes de recherche, voire relations personnelles. »

Mais cette quête de l'information n'est guère aisée : 61 % des personnes interrogées estiment « plus difficile » dans le domaine scientifique et technique que dans d'autres domaines. Selon elles, deux raisons majeures expliquent cette situation : la difficulté de trouver la personne qui peut fournir des informations claires (72 %) et le peu d'efforts faits pour rendre l'information scientifique compréhensible (76 %). Malgré cela, une large majorité des élus s'ac-

Qui doit décider ?

En ce qui concerne les choix scientifiques qui ont des conséquences sociales importantes, pensez-vous qu'il faut...	
- plutôt laisser les scientifiques décider de ce qu'il faut faire...	27 %
- ou que c'est plutôt aux hommes politiques de prendre les décisions	60 %
- sans réponse	13 %
Si vous pensez aux décisions prises dans le domaine scientifique et technique ces dernières années, avez-vous l'impression que le plus souvent...	
- ce sont les élus qui ont fait les choix importants	35 %
- ou bien, au contraire, que les choix ont été faits par des experts	55 %
- Sans réponse	10 %

fiques, de même que certaines professions de nature scientifique (en particulier les médecins), se déclarent plus intéressés par ces sujets.

Les conséquences de la décentralisation

De manière plus fine, on constate que les élus, lorsqu'ils s'intéressent aux questions scientifiques, le font plus parce qu'il s'agit de problèmes de société (57 %) que parce qu'il s'agit de répondre à un besoin spécifique de leurs administrés (22 %). Les hommes politiques ne se doivent-ils pas de réagir et de se prononcer sur les grands enjeux de demain.

Mais, lorsqu'on les interroge plus précisément sur leurs préoccupations, celles qui touchent à la gestion locale (eau, déchets, environnement, nucléaire) arrivent en tête. Plus nouveau : 48 % se sentent « beaucoup » concernés par les problèmes relatifs à la politique de la recherche et aux nouvelles découvertes (47 %). Sans doute faut-il y voir une conséquence des lois de décentralisation, impli-

quant à penser qu'il y a pas d'obstacle absolu à la compréhension des enjeux scientifiques et techniques et que, lorsqu'un problème est bien expliqué, le plus grand nombre de gens peuvent le comprendre (81 %).

À la condition toutefois, soulignent-ils, que la multiplication des experts ne vienne pas tout compliquer (69 %). C'est la raison pour laquelle, pour les aider dans leur choix, le plus grand nombre d'entre eux se déclarent en faveur d'une information synthétique (feuilles mensuelles résumant les principales informations scientifiques, 89 %) ou pour un système plus ponctuel (note d'information quand se pose un problème d'actualité, 94 %).

YVES AGNIÉS et JEAN-FRANÇOIS AUGERAU

(1) Sondage effectué par la SOFRES entre le 12 et le 25 février 1991 auprès d'un échantillon national de 316 élus (97 parlementaires, 111 conseillers régionaux, 98 conseillers généraux, 210 maires et maires adjoints de villes de plus de 10 000 habitants).

BILLET

Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que le bruit des canons de la guerre du Golfe a à peine cessé, la réunion des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à Genève à partir de lundi 11 mars révèle, à l'évidence, une importance politique capitale. Pour assis à la même table des représentants des Saoudiens, des Irakiens, des Koweïtiens et des Émirats arabes unis, il y a aussi des représentants d'Arabie saoudite et d'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite, n'est pas un événement de routine, et les représentants saoudiens, voire irakiens, ne seront de tout leur poids dans les conversations humanitaires.

La configuration géographique du cartel, au-delà du Proche-Orient stricto sensu, n'est d'ailleurs pas simple : l'Algérie - dont le ministre du pétrole, M. Sadok Bouserra, est le président en exercice de l'OPEP - n'est pas une politique formelle indépendante, on dirait du nouvel équilibre des forces dans la région du Golfe. Alger ne rejoint donc pas l'analyse plus modérée de l'Arabie saoudite, celle-ci étant plus que jamais à l'écoute des souhaits américains. Le Venezuela n'est pas plus disposé que Ryad à macabrer le président Bush. Une nouvelle flambée des prix risquerait évidemment de compromettre tout effort de reprise de la croissance d'une économie américaine - et des économies occidentales en général - passablement essouffées.

Au chapitre économique, en revanche, l'horizon semble plus clair. La production mondiale de pétrole reste toujours plus abondante que les besoins, et les capacités disponibles, encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner. Pendant les heures les plus tragiques de la guerre, les marchés de Londres et de New York n'ont cédé à aucune panique, et, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18,5 dollars le baril, soit un niveau très inférieur au prix (21 dollars) que, fin juillet 1990, Bagdad et Teheran avaient imposé à leurs partenaires réticents, notamment l'Arabie saoudite. Chéikh Yamani, l'ancien ministre du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du prix de l'or noir : 12 dollars.

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tête de l'OPEP est un jeu à trois faces : les plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau aussi délicates que celles de Bruxelles.

FRANÇOIS GROSCHARD

Alors qu'Air France abandonne ses

UTA gèle les salaires d

La compagnie UTA, membre du groupe Air France, annonce le gel des salaires de ses 7 900 salariés en 1991, ainsi que la suppression du droit au report des congés. Ces mesures économiseront plus de 60 millions de francs. Elles complètent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vols de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'alléger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destiné à faire face à une chute de trafic, due aux événements du Golfe - que l'on évalue à 20 % - et à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre 1991.

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel

هكذا من الجاهل

BILLET

Retrouvailles amères à l'OPEP

Alors que le bruit des canons de la guerre du Golfe a à peine cessé, le retour des représentants de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à Genève à partir de lundi 11 mars revêt, à l'évidence, une importance politique capitale. Voir assis à la même table des représentants des Saoudiens, des Irakiens, des Koweïtiens et des Émirats, rivaux irréductibles d'hier et d'aujourd'hui, pour discuter du prix de ce qui constitue leur principale force économique, n'est pas un événement de routine, et les ressentiments - militaires, diplomatiques, voire religieux - pèseront de tout leur poids dans les conversations financières.

La configuration géopolitique du cartel, au-delà du Proche-Orient stricto sensu, n'est d'ailleurs pas simple : l'Algérie - dont le ministre du pétrole, M. Sadek Boussene, est le président en exercice de l'OPEP - plaide pour une politique ferme et indépendante, en dépit du nouvel équilibre des forces dans la région du Golfe. Alger ne rejoint donc pas l'analyse plus modérée de l'Arabie saoudite, celle-ci étant plus que jamais à l'écoute des souhaits américains. Le Venezuela n'est pas plus disposé que Ryed à mécontenter le président Bush. Une nouvelle flambée des prix risquerait évidemment de compromettre tout effort de reprise de la croissance d'une économie américaine - et des économies occidentales en général - passablement essouffées.

Au chapitre économique, en revanche, l'horizon semble plus clair. La production actuelle de pétrole reste toujours plus abondante que les besoins, et les capacités disponibles, encore confortables. Avec l'arrivée des beaux jours, la demande va stagner. Pendant les heures les plus tragiques de la guerre, les marchés de Londres et de New-York n'ont cédé à aucune panique, et, vendredi 8 mars, le Brent ne cotait que 18,5 dollars le baril, soit un niveau très inférieur au prix (21 dollars) que, fin juillet 1990, Bagdad et Téhéran avaient imposé à leurs partenaires réticents, notamment l'Arabie saoudite. Cheikh Yamani, l'ancien ministre du pétrole du royaume, est même allé jusqu'à prédire un possible effondrement du prix de l'or noir : 12 dollars...

Comme dans les négociations agricoles européennes, en définitive, le casse-tête de l'OPEP est un jeu à trois faces : les plafonds de production, les prix minimums de référence et les quotas. Les négociations de l'OPEP seront à nouveau aussi délicates que celles de Bruxelles.

FRANÇOIS GROSCHARD

Alors qu'Air France abandonne ses mesures de chômage partiel UTA gèle les salaires de son personnel

La compagnie UTA, membre du groupe Air France, annonce le gel des salaires de ses 7 900 salariés en 1991, ainsi que la suppression du droit au report des congés. Ces mesures économiseraient plus de 60 millions de francs. Elles complètent le plan d'économies mis en place au mois de janvier et qui prévoyait le gel des embauches et des titularisations, l'arrêt des investissements publicitaires et promotionnels, ainsi que la réduction du programme des vols de 10 % environ. Ce premier train de mesures pourrait permettre d'alléger les dépenses de plus de 100 millions de francs. Ce dispositif est destiné à faire face à une chute de trafic, due aux événements du Golfe - que l'oot évalue à 20 % - et à la perte de 240 millions de francs de recettes pour le premier trimestre 1991.

Après l'abandon par Air France de ses mesures de chômage partiel

Après une semaine de grande effluence, le Salon de l'agriculture s'achève dimanche 10 mars à Paris. M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, doit être reçu, mardi 12 mars, par le premier ministre pour évoquer les problèmes de la profession, notamment les négociations européennes sur les prix agricoles. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Mermaz fait le bilan de ses premiers mois au ministère.

« Quel premier bilan dresserez-vous de votre action depuis votre arrivée au ministère de l'Agriculture le 2 octobre ?
- J'ai dû passer au plus pressé à la suite de la crise de l'est. J'ai assuré le suivi des plans Nafet, obtenu pour les éleveurs l'abaissement de l'impôt foncier non bâti - soit 300 millions de francs d'exonération - l'étalement voire l'annulation de créances en matière de cotisations sociales, la légère modification des prêts bonifiés. Nous avons débloqué des aides pour les éleveurs, réduit le prix des céréales destinées à l'alimentation du bétail dans certains départements, préparé un programme d'aide au revenu agricole en négociation avec le ministère de l'Économie pour atténuer en 1991, et dans les années suivantes, les grandes difficultés de l'élevage. Il s'agit de mesures à caractère conjoncturel pour tenter d'éteindre les incendies. Je crois à une mesure d'avenir : la détente sur les bio-carburants pour lutter contre les risques de friche. Il y a là de grandes perspectives pour la culture du colza et du tournesol notamment.

« Comment avez-vous été accueilli par le monde agricole ?
- Avec un certain étonnement, car après cinq années de présidence de l'Assemblée nationale, puis de présidence de mon groupe parlementaire, on ne s'attendait pas à me voir appelé à cette fonction. Mais dans une

conversation avec le chef de l'État et le premier ministre, c'est moi qui ai souligné l'importance. Au long de ma vie publique, et comme du depuis vingt ans du département de l'Isère, j'ai une expérience du monde rural. Je voulais participer à une meilleure compréhension entre l'agriculture et le reste de la population. C'est une vaste tâche.

« En cinq mois, vous avez été confronté à l'échec des négociations du GATT, aux propositions restrictives de réforme de la politique agricole commune, à la réduction de l'Allemagne et à la crise du Golfe. Quel a été l'impact de ces divers événements sur l'agriculture française ?
- Les négociations du GATT ont fourni une occasion de rapprochement entre les paysans et les pouvoirs publics. L'État a pris conscience que le problème dépassait la seule question du revenu des agriculteurs et touchait l'équilibre de notre balance commerciale (avec 52 milliards de francs d'excédents agricoles), un nombre considérable d'emplois, dans l'agriculture et aussi l'agroalimentaire, première branche d'activité industrielle en France avec un chiffre d'affaires de 625 milliards de francs.

« Quant aux propositions de la Commission, elles sont très cruelles. Le président Jacques Delors, qui veut assurer une saine transition, s'y est opposé. Les seuls à la soutenir sont les Britanniques. Des pays aussi libéralisés que les Pays-Bas et le Danemark font de substantielles réserves. L'ensemble des autres ministres de l'Agriculture se sont déclarés inquiets. On n'a pas pris en compte le coût de la réaffectation allemande. Si on veut maintenir à leur niveau les prix de la campagne précédente, il faudrait dépenser 880 millions d'euros (soit 6,16 milliards de francs). Le coût de la réaffectation allemande est estimé à 1,315 milliard d'euros (9,2 milliards de francs).

« L'effort à consentir ne sera pas ce niveau, car on a terminé l'exercice 1990 avec des réserves. Mais les agri-

culteurs européens ont vu les problèmes s'accumuler : la fermeture des marchés du Proche-Orient, la réduction des débouchés vers l'URSS, l'arrivée dans la CEE d'un cheptel important dans de mauvaises conditions sanitaires, 800 000 têtes de bétail ont été importées d'Europe cen-



trale. Les Français ont obtenu de la Commission, le 4 mars, la possibilité de dédouanement d'une clause de sauvegarde à l'encontre des importations de viande bovine en provenance de cette zone. Il était temps. Dès la fin d'octobre, nous avions décidé des contre-mesures. Entre novembre et décembre, les entrées de bêtes sur pied ont diminué des deux tiers à la frontière du Nord-Est. Il y a aujourd'hui des circuits commerciaux à réactiver. Nous sommes prêts à faire un effort pour soutenir nos exportateurs, avec l'Office des viandes.

« Vos prises de position dans les négociations semblent converger avec les options de la FNSEA, le syndicat majoritaire...
- La France a besoin de ses exportations agricoles, donc de ses grandes productions qui, certes, sont soutenues. Dans tous les pays industriels, les productions sont aidées, car le

taux de rentabilité de l'argent dans l'agriculture est plus faible que dans d'autres secteurs, comme la banque, les services ou l'immobilier. Cela ne veut pas dire que je ne sois pas aussi des petits et moyens exploitants.

« Il est temps de traiter l'agriculteur comme un entrepreneur. On n'a jamais proposé de réduire la force des grandes entreprises industrielles pour aider les PME. Il faut accomplir cette révolution culturelle. La preuve que l'État ne l'a pas faite, c'est la publication annuelle des revenus globaux de l'agriculture, qui ne veut rien dire et empêche l'opinion de comprendre les difficultés des exploitants. Tant qu'on n'aura pas changé ces modes de pensée, on n'aura rien réglé.

« Que pensez-vous du projet d'aides directes au revenu défendu par M. Delors ?
- C'est un bon projet. Le monde paysan s'en approche avec une confiance normale. Il ne faut pas que la Communauté retire ce qu'elle a donné pendant vingt-cinq ans en matière de soutien sans le remplacer par des aides à l'exploitant, à l'individue. Or c'est ce qui risque de se passer dans l'actuelle négociation. On ne peut affaiblir l'agriculture performante dont nous avons tant besoin et provoquer l'augmentation du nombre des situations précaires.

« L'agriculture française a-t-elle épuisé de nombreux modèles. Quelles perspectives s'ouvrent à elle ?
- Il serait temps d'avoir un plan d'avenir pour l'agriculture française, qui englobe la compétitivité, l'occupation de l'espace, l'entretien des paysages, la pluriactivité, le tourisme rural, qui représente un quart du tourisme national, la part des agriculteurs qui s'y consacrent n'étant que de 2 %. Cela suppose deux conditions préalables : une concertation entre le monde agricole et le monde rural - elle est en cours - et la mise en œuvre de moyens financiers. Je suis sûr de terrain d'une prudence paysanne.

« Tout plan coûtera de l'argent, à Bruxelles ou au budget national. Or

nous sommes en période de régulation budgétaire. Ce serait se moquer des agriculteurs que de leur offrir un magnifique plan s'il n'était pas financé. Il faut une volonté politique, une meilleure mobilisation des pouvoirs publics, du gouvernement et de l'appareil d'État. Un clin d'œil : les chercheurs, comme Bertrand Hervieu, estiment que le vote paysan influence 17 % du corps électoral. Dans une démocratie où les résultats sont à la marge, chacun a intérêt à s'en soucier.

« L'agriculture est-elle vraiment en mesure de trouver un second souffle dans la société d'aujourd'hui ?
- De nombreuses mesures contribuent à réhabiliter la fonction de conservateur du paysage de l'agriculteur. Il s'agit de l'indemnité spéciale montagne, de la prime ovine ou de l'article 19 du règlement européen encourageant les pratiques culturales préservant l'environnement. Dans les régions de grande culture, plusieurs centaines de milliers d'hectares de betteraves ou de céréales pourraient être consacrés à fournir de l'éthanol. Ce sont des productions économes pour la nature, fertilisantes pour les sols, qui correspondent à une véritable fonction économique. Les agriculteurs ont rempli pendant des siècles la tâche d'entretien de la nature. La dureté des lois du marché les a gênés dans cette action. Je crois aussi aux possibilités de double fonction. Dans le massif de la Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, les agriculteurs trouvent un normal d'être exploitants et sapesurs-forestiers. Cette vocation est plus facile à développer dans les zones défavorisées, qui représentent 45 % du territoire. Mais tous les agriculteurs, y compris dans ces régions, souhaitent d'abord produire - comme ils disent - pour nourrir les hommes. C'est en continuant d'assumer ce rôle qu'ils auront l'impression de s'accomplir pleinement.

Propos recueillis par ERIC FOTTORINO

Critiquant les positions de ses confrères

M. Calvet (PSA) appelle M. Mitterrand à intervenir sur les entrées d'automobiles japonaises en Europe

A l'occasion des essais, au Lavandou, de la nouvelle Citroën ZX, M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, a violemment critiqué les positions adoptées par les autres constructeurs automobiles européens à propos de la pénétration japonaise dans le CEE. Il souhaite que les hommes politiques, et notamment le président de la République, se préoccupent de ce problème.

TOULON de notre envoyé spécial

Démissionnera-t-il le 1^{er} janvier 1993 ? Débuté, M. Jacques Calvet, patron de Peugeot SA, en brandit la menace. « Si les Européens, dit-il, conduisent une mauvaise négociation avec les Japonais

sur l'entrée des voitures nippones dans le Grand Marché de 1993, ce sera un échec grave sur une question vitale pour mon groupe. Je devrais en tirer les conséquences. » En s'exprimant au Lavandou (Var) à l'occasion des essais de la nouvelle Citroën ZX, M. Calvet a dénoncé les positions arrêtées par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) au début de cette semaine sur ce sujet (Le Monde du 9 mars).

« Il y aura de considérables licenciements »

L'ACEA, qui regroupe tous les constructeurs automobiles européens, à l'exception du seul Peugeot SA qui a refusé de s'y joindre, a arrêté une politique dont un connaît les points principaux. La pénétration des voitures japonaises doit être contrôlée pendant un délai de six ans à partir de 1993. Leur entrée doit être limitée pour monter progressivement d'une part de marché de 11 %, atteinte en 1990, à 15 % en 1999. Cette position doit être transmise à la Commission européenne pour qu'en suite les Douze négocient avec Tokyo et franchissent.

Mauvaise méthode, dit le patron de PSA : en donnant son objectif, « on se prépare à une négociation difficile avec les Japonais en abandonnant nos cartes sur la table ». Eux se

gardent bien de le faire et ils partiront des chiffres des Européens pour demander plus.

Orientations « inconcevables ». M. Calvet rappelle qu'il demande, notamment, un délai non pas de six ans mais de dix et « une ouverture réciproque du marché nippon ». Le libéralisme, système auquel il adhère, est « en concurrence loyale dans un contexte économique équilibré ». Or les Japonais travaillent 2 000 heures par an et les Européens entre 1 600 et 1 700. « L'écart des conditions de travail (...) devrait conduire les hommes politiques à réfléchir et à se dire qu'il y aura de considérables licenciements en Europe. » M. Calvet juge toute cette affaire « incroyable ». « Nous faisons l'Europe et c'est nous qui sommes demandeurs vis-à-vis des Japonais. S'il vous plaît, Monsieur le bourgeois, attendez encore un peu... Non ! Il faut aller leur demander ce qu'ils apportent à la construction européenne et non pas s'excuser. »

M. Calvet souhaite rencontrer M. Mitterrand pour lui expliquer les enjeux du débat en cours. Il en appelle aux hommes d'État, estimant que la décision est « politique ». « L'automobile représente 10 % du PNB européen. On touche au cœur des intérêts économiques des pays. »

A propos de la ZX, M. Calvet s'est félicité que Citroën possède désormais quatre voitures (AX, ZX, BX et XM) pour lutter à armes égales avec la concurrence. Il donne à la marque aux chevrons un objectif de 14 % du marché français pour 1991 et de 16 % pour 1992. En matière sociale, compte tenu des incertitudes du marché automobile d'après-guerre, PSA vient de proposer une augmentation de salaire de 1 % au 1^{er} avril et un rendez-vous avec les syndicats vers juin : « Nous verrons alors pour la suite ». Ce 1 % s'ajoute à 1,6 % d'augmentations individuelles pour l'année.

ERIC LE BOUCHER

Après l'annonce de l'alourdissement de la fiscalité en Allemagne Bonn adopte d'importantes mesures d'aide aux Länder de l'Est

Le gouvernement du chancelier Kohl a décidé, vendredi 8 mars, d'accorder une aide supplémentaire aux nouveaux Länder de 24 milliards de marks (82 milliards de francs) pour les deux années à venir. Il s'agit pour le gouvernement « de favoriser les investissements et la création d'emploi » dans l'ex-RDA, qui est actuellement frappée par une récession économique et une montée du nombre des sans-emploi.

BONN de notre correspondant

« C'est le plus gigantesque programme de relance de l'histoire de la République fédérale », estiment les associations patronales, alors que le président de la fédération des syndicats allemands, M. Hans-Werner Meyer, voit dans les mesures adoptées « des éléments réalistes permettant de combattre le chômage dans les nouveaux Länder ». Cela n'empêche pas l'opposition, par la voix du vice-président du SPD, M. Wolfgang Thierse, de juger ce programme « mesquin et sous-dimensionné ».

Les mesures d'aide à l'Est visent à favoriser les investissements urgents des collectivités locales, dans le domaine du logement, de la protection de l'environnement, des infrastructures indispensables pour que des investisseurs privés soit eux-mêmes incités à s'implanter dans l'ex-RDA. Sont également prévues des aides à la reconversion des salariés privés de leur emploi par la restructuration de l'appareil productif est-allemand.

Une aide directe de 400 millions de marks est également envisagée pour soutenir l'activité des chantiers navals durement frappés par la baisse des commandes de leurs clients traditionnels, les pays de l'ex-bloc oriental. Le rapport économique annuel du gouvernement, adopté lors de la même réunion du conseil des ministres, prévoit pour la fin de l'année un taux de chômage à l'Est qui pourrait atteindre 20 % de la population

active, alors que le niveau de l'emploi continue de s'améliorer à l'Ouest (Le Monde du 8 mars). Le financement des mesures devrait être assuré par les augmentations d'impôts décidées par le gouvernement il y a deux semaines, qui constituent, selon le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), « un mélange équilibré d'augmentation des impôts directs et indirects ».

Restitution des biens

Ce programme, annoncé avec tambours et trompettes par un chancelier Kohl soumis au feu croisé des critiques venant de l'Est comme de l'Ouest va-t-il déclencher le grand mouvement d'investissement à l'Est qui se fait toujours attendre ? Il faudrait pour cela que soit tranchée une querelle qui met aux prises M. Möllemann au ministère de la justice, M. Klaus Kinkel, membre lui aussi du parti libéral. Aux termes du traité d'unification entre la RFA et la RDA, les propriétaires de biens nationauxisés par l'ancien régime communiste peuvent demander la restitution de ces biens.

Cela fait peser une incertitude sur le statut de la propriété acquise par les investisseurs occidentaux dans le cadre de la privatisation, réalisée sous la houlette de la Treuhandanstalt. M. Möllemann demande que priorité soit donnée à l'indemnisation sur la restitution de biens au nom de « l'intérêt supérieur de la communauté ». M. Kinkel, en revanche, estime que la restitution doit rester la règle, sauf à se mettre en contradiction avec l'article 14 de la Loi fondamentale, qui définit le droit à la propriété en République fédérale.

LUC ROSENZWEIG

Le réseau TGV & le développement local

Session de formation Les 13 & 14 Mars 91 à Paris

Places limitées à 25 personnes

avec intervenants de haut niveau de la SNCF, de la DATAR, du Ministère de l'Équipement de « témoins » acteurs de terrain

- Projet de schéma directeur Enjeux nationaux et européens pour l'aménagement du territoire
- Impact et valorisation économique du TGV

Renseignements à l'Institut des Managers du Développement Local 40.25.39.02

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 4 AU 8 MARS

PARIS

Presque sans faute

+4,6%

La Bourse de Paris a du coffre. Non contente d'avoir bouclé sa huitième semaine de hausse, un quasi record (neuf semaines entre septembre et novembre 1988), elle a effectué ces derniers jours un parcours presque sans faute. Les quelques méchames prises de bénéfices de dernière minute vinrent légèrement temir à la veille du week-end un bilan demeurant superbe.

Tout avait commencé et bien failli finir sur un air de fête. Lundi, de légères brumes, tombées de façon un peu inquiétante en fin de matinée, déclinèrent rapidement se dissiper et la journée se terminait sur un score positif de 1,14 %. Le marché redoublait le lendemain et, au terme d'une nouvelle ascension, s'élevait encore de 1,92 %. Jamais de sens trois. Mercredi, le démarrage fut foudroyant (+1,92 %) et l'eulle, soutenue ensuite par les valeurs françaises, presque infernale. A mi-parcours, la hausse atteignit 2,85 %.

Trop vite et trop fort eue doute : sur des ventes bénéficiaires massives ordonnées des Etats-Unis, la Bourse fut contrainte de rebrousser chemin. A 16 h 58, son avance était réduite à 0,78 %, mais, sur un ultime effort, repassait à 1,13 % au tout dernier moment. Comme prévu, de nouvelles prises de bénéfices se produisirent jeudi matin. Cependant, après avoir pesé sur les cours (-0,65 %),

elles furent progressivement bien absorbées et, malgré les quelques ratés enregistrés dans l'après-midi, la séance s'achevait à nouveau sur une note assez ferme (+0,60 %).

Apparemment en pleine forme, le marché reprit son essor dès vendredi matin (+0,81 %) et en début d'après-midi sa progression dépassait 1 %. Mais « quelques mains trop chargées », selon l'expression consacrée, jugèrent bon de s'élancer dans la soirée. Si bien que l'édifice s'effondra sur 0,20 % d'affaissement. La pire et quand même fut évitée et d'une semaine à l'autre l'indice CAC 40 a encore monté de 4,8 %. Quant à la hausse, amorcée depuis le 16 janvier dernier, date du déclenchement des hostilités dans le Golfe, elle s'élève maintenant à 25,4 %.

Monter quatre jours d'affilée avant de glisser le cinquième en fin de parcours sans véritables dégâts reste une jolie performance, surtout après sept semaines de marche forcée vers de nouveaux sommets. Pour le moins, malgré un certain doute, l'exercice témoigne d'une assez grande confiance dans l'avenir. Le phénomène n'est pas spécifique à la place française. Depuis quelque temps, et plus encore après l'annonce du cessez-le-feu dans le Golfe, tous les marchés financiers jouent, c'est leur vocation, une rapinée de l'expansion en Occident.

L'exemple donné par Wall Street, prêt, dans quelques jours ou dans quelques semaines, à franchir pour la première fois de

l'histoire le grand col des 3 000 points à l'indice Dow Jones, est déjà excitant en soi. Mais la stimulation a été aussi multiforme. C'est de bonne politique. Les services de la Maison Blanche et le président George Bush lui-même n'ont pas cessé de répéter le message : l'arrêt de la guerre va restaurer la confiance et inciter les ménages à consommer davantage.

De nouvelles incitations à l'achat d'actions

De ce côté de l'eau, le centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris a pris le relais en prédisant que le phénomène prendrait d'autant plus d'importance en France que le revenu disponible continuera d'augmenter à bonne cadence, grâce aux gains de pouvoir d'achat obtenus par la désinflation. La Fédération des treuvers publics a pour sa part rajouté à l'optimisme ambiant en notant que la reconstruction du Koweït pourrait valoir aux entreprises françaises choisies de regagner quelques unes des parts de marché perdues ces dix dernières années au Proche-Orient.

Naturellement, les rabat-jole n'ont pas manqué de tirer la sonnette d'alarme. Le premier, M. Alain Gressier, président de la Banque centrale américaine, a déclaré que, si « une incertitude générale était levée », il n'est pas à un retour rapide de la confiance. La très française INSEE a franchement jeté le trouble en prédisant pour le premier

semestre un taux de croissance (+1,5 % en rythme annuel) très inférieur à celui prédit par le gouvernement. Plus : les grandes firmes de courtage des Etats-Unis ont, elles, élargi le spectre de l'argent cher, conséquence inévitable des nombreux appels en capitaux pour remettre en état le Koweït et l'Irak.

Pse d'accord, se sont exclamés en chœur M. François Perrot, le patron des patrons français - qui ne voit aucune raison pour que la reprise ne soit pas un rendez-vous, mais suggère quand même au gouvernement de faire quelque chose - et M. John K. Galbraith, le célèbre économiste américain qui réfute toute idée de hausse des taux et de baisse des capacités d'investissement induites par les énormes besoins d'argent. Plus nuancé sur les taux courants, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, croit néanmoins fermement à une baisse du loyer de l'argent.

Prisonnière d'un certain doute, la Bourse lui doit une fièvre chandelle. Son optimisme sur les taux et sa quasi-promesse faite jeudi 7 mars à l'occasion d'un colloque organisé par le CNPF à Paris sur l'information des sociétés cotées de réduire l'impôt sur les bénéfices distribués et de relancer les placements d'actions auprès des ménages, à condition que les entreprises fassent un petit effort, ont empêché le marché de franchement piquer du nez. Le record des neuf semaines consécutives de hausse sera-t-il bientôt égalé ?

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

A portée des 3 000

+1,6%

Wall Street est aussi têtue que George Bush. Le président américain s'était juré d'avoir la peau de Saddam Hussein, il y est (presque) parvenu. L'indice Dow Jones s'était fixé le palier des 3 000 à brève échéance, il est en passe d'avoir réussi son pari. Le 8 mars, le New York Stock Exchange a terminé la séance à la cote 2 955,20, à portée de main du record de 2 999,75 atteint à la mi-janvier, en léger retrait sur la veille, vraisemblablement sous l'effet de la hausse du taux de chômage annoncé durant la séance.

En une semaine, le Dow Jones a encore mis plus de 45 points à son actif, soit un gain de 1,6 % et ombre de familiers du « Big Board » escomptent une nouvelle hausse la semaine prochaine. La décision de la Réserve fédérale de jouer les Fonds fédéraux à la baisse est considérée comme un signe de confiance dans les capacités de reprise de l'économie sans retour d'inflation. Pour l'instant, Wall Street veut absolument écarter de sa vue toute information ou indication économique qui irait à l'encontre du sentiment dominant : la reprise économique est pour bientôt et les consommateurs se sont réveillés.

Mais, pour l'heure, la demande n'a pas encore frémé. Le secteur de

la distribution et des grands magasins est le plus surveillé car c'est là que devrait parvenir le premier signal. Las, les statistiques à fin février ne traduisent aucun changement. Les ventes de collections de printemps n'ont pas vraiment décollé et la plupart des magasins avouent un chiffre d'affaires pratiquement inchangé pour l'instant, quand il n'est pas en léger retrait sur l'année précédente. Il faudra attendre fin mars pour être fixé mais les estimations ne sont pas très encourageantes.

SERGE MARTI

Indices du 8 mars : Dow Jones, 2 955,20 contre 2 909,90

	Cours 1 ^{er} mars	Cours 8 mars
Alcoa	65 3/4	67 1/2
ATT	33 3/8	33 1/2
Boeing	33 1/4	34 1/2
Chase Man. Bank	14 3/4	15
Du Pont de Nemours	38 3/4	38
Eastman Kodak	43 3/4	45 5/8
Exxon	55 3/4	55 3/8
Ford	33 1/4	33 7/8
General Electric	68 7/8	66 5/8
General Motors	39 1/2	39 5/8
Goodyear	21 1/8	21 1/8
IBM	151 1/8	151
ITT	57 1/8	56 7/8
Mobil Oil	63	64 1/2
Pfizer	104 7/8	107 1/2
Schlumberger	63 1/8	64 1/4
Texas	64 1/8	64 5/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	148 1/2	144 1/2
Union Carbide	19 1/8	20 1/8
USX	30 3/8	30 3/4
Westinghouse	27 1/4	28 1/8
Xerox Corp.	56 3/8	58 3/8

TOKYO

Raffermissement

+2,8%

Ouvraut loodi à 25 881 yens pour clore à 26 607 yens, le Nikkei, l'indice de Tokyo, a été orienté vers le haut. Seul accident de parcours, mardi : la publication d'un rapport de la Banque du Japon concluant que l'économie japonaise se portait bien a fait l'effet d'un choc de froid. Moins de vigueur dans l'activité économique ayant paru souhaitable. Ce qui aurait obligé la banque centrale à desserrer les cordons du crédit pour relancer la croissance. Mais, comme Wall Street s'est montré robuste, cela a suffi pour contrebalancer l'impact négatif qu'a sur les marchés la fermeté du gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasuichi Mieno.

Voedredi, Tokyo s'est débarrassé avec sursaut d'une incertitude technique : les contrats sur indice à échéance de mars arrievait co effet à dénouement. Cette opération n'a pas ou à la cote qui, bien que suspendue à l'annonce des chiffres du chômage aux Etats-Unis, a progressé de 209,56 yens. La grande nouvelle boursière est

égalemeent tombée vendredi : comme on le pense depuis un certain temps, les « étrangers » ont bieu le moieur de la reprise du Kabuto-cho. Jugeant les actions japonaises sous-évaluées, ils sont paradoxalement beaucoup plus « haussiers » que les Japonais. En février, les « étrangers », en premier lieu les Américains, ont battu tous les records en étant acheteurs nets pour 1 081 milliards de yens d'actions japonaises. De leurs côtés, les grands japonais (institutions, banques, fonds de pensions...) battaient également tous les records en étant vendeurs nets pour près de 2 000 milliards de yens.

Indices du 8 mars : Nikkei, 26 607,52 (c. 25 881,57) ; Topix, 1 967,11 (c. 1 931,66).

BRUNO BIROLI

	Cours 1 ^{er} mars	Cours 8 mars
Alai	755	800
Bridgeport	1 120	1 140
Daewoo	1 520	1 600
Fuji Bank	2 550	2 640
Honda Motors	1 400	1 550
Mitsubishi Electric	1 790	1 880
Mitsubishi Heavy	820	820
Sony Corp.	6 700	6 900
Toyota Motors	1 840	1 920

LONDRES

Nouveaux sommets + 2,85 %

Poussée par le vent de la paix, la Bourse de Londres a cette semaine atteint de nouveaux sommets. Uo instant même, elle a battu son record d'altitude vieux de quatorze mois avec le « Footsie » en pointe à 2 480,6. Le marché devait toutefois rendre un peu le main. Paradoxalement, la déaite des conservateurs le 7 mars à l'élection législative partielle de Ribble Valley a soutenu les cours, les analystes estimant que pour maintenir sa popularité le gouvernement va probablement devoir baisser les taux d'intérêt.

Indices « FT » du 8 mars : 100 valeurs, 2 455,2 c. 2 386,9 ; 30 valeurs, 1 956,1 c. 1 918,2 ; mines d'or, 143,2 c. 143 ; Fonds d'Etat, 85,15 c. 84,566.

FRANCFORT

Au plus haut de l'année + 5,64 %

Belle et même très belle semaine pour la première des huit Bourses allemandes, qui s'est hissée à son plus haut niveau de l'année après une progression de 5,64 %.

Les spécialistes attribuent la vigueur du marché à l'importance des liquidités, à l'optimisme sur l'évolution des taux et au soutien aussi selon lequel les résultats des entreprises seraient satisfaisants malgré les retombées de la guerre du Golfe. Deux secteurs ont été privilégiés, la construction automobile avec Mercedes en tête et l'industrie chimique.

Indices du 8 mars : DAX, 1 602,29 (contre 1 516,74 ; Commerzbank, 1 942,30 (contre 1 845,10).

	Cours 1 ^{er} mars	Cours 8 mars
AEG	206	214,80
BAWAG	224	246,40
Bayern	254	273
Commerzbank	1 942,30	2 000,00
Deutschebank	266	267,50
Hochtief	234,00	241,00
Karstadt	525,00	575,00
Mannmann	277	295,50
Volksbank	606,60	637,30
Wolfsburg	358	391

Banques, assurances

	8-3-91	Diff.
AGF	570	+ 18
Bail Equipement	170	+ 21,40
Banque (C)	543	+ 34
Cedex	670	+ 30
CCF	180,50	+ 8,50
CCF	140	+ 55
CFI	387	+ 21
Chargours	850	+ 53
CPA	296	+ 3
Eurofrance	819	+ 114
GAN	1908	+ 142
Hénin (La)	577	+ 37
Localfrance	502	+ 28
Localis	753	+ 13
AXA (Cie du Midi)	153	+ 72
Midland Bank	102	+ 1
OFF	1 691	+ 50
Paribas	530	+ 53,90
Schneider	712	+ 13
Société générale	456	+ 36
Sovac	700	+ 47
Suez (Cie fin.)	346,20	+ 24,20
UAP	592	+ 10
UCB	176	+ 18

Mines, caoutchouc

	8-3-91	Diff.
Géophysique	779	+ 21,90
Imetal	297	+ 11,20
Métallurg	105,20	+ 1,20
Michelin	94,30	+ 7,40
RTZ	53,20	+ 0,90
ZCI	1,82	+ 0,01

Bâtiment, travaux publics

	8-3-91	Diff.
Auxil d'entr.	1 130	+ 5
Bouygues	630	+ 20
Ciments franc.	1 253	+ 29
GTN	418	+ 0,90
Immo. Pénis	146	+ 8
J. Lefebvre	814	+ 38
Lafarge-Coppé	419,20	+ 32
Poiet et Chaus.	548	+ 66
SGE-SB	236,50	+ 4,50

Filatures, textiles

	8-3-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 030	+ 35
GHV	670	+ 20
Domat	1 920	+ 5,5
DMC	1 250	+ 19
Gal. Lafayette	1 775	+ 161
Nouvelles Galeries	822	+ 3
Printemps	723	+ 89
La Redoute	3 550	+ 10
SCA	18,30	+ 0,70

Matériel électrique

	8-3-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	632	+ 41
CSEE (ex-Signaux)	227	+ 39
Général des caux	2 614	+ 135
Intertechnique	1 250	+ 19
Labinal	835	+ 37
Legrand	4 120	+ 438
Lyon des caux	627	+ 11
Matra	295,50	+ 15,30
Merlin-Gérin	554	+ 21
Modulux	104	+ 2,30
Radiotechnique	365	+ 10
SEB	1 445	+ 155
Sextant-Avionique	152	+ 12,30
Thomson-CSF	707	+ 33
IBM	304	+ 10
Schlumberger	342	+ 5,70
Siemens	2 165	+ 85

Métallurgie

	8-3-91	Diff.
Alpi	440	+ 18
Danubio-Aviadep	449	+ 12
De Dietrich	1 550	+ 12
Fives-Lille	247	+ 1,90
Penho	510	+ 43
POG	567	+ 51
SAGEM	1 501	+ 10
Strafor, Facom	1 094	+ 42
Valco	460,20	+ 55,10
Vallourec	340,50	+ 25,50

Produits chimiques

	8-3-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 035	+ 35
Labo Roger Bellon	2 646	+ 56
Roussel-Uclaf	1 915	+ 63
Synthelabo	706	+ 19
ASF	837	+ 58
Bayser	830	+ 38
Chemical	856	+ 45
Imp. Chemical	108	+ 6,80
Norsk Hydro	170	+ 11,40

Pétroles

	8-3-91	Diff.
ap-France	127,50	+ 9
ELF-Aquitaine	341	+ 23,80
Esso	690	+ 1
Primagaz	775	+ 12
Sograp	426	+ 58
Total	724	+ 6
Exxon	296,30	+ 7,30
Petrolina	1 896	+ 36
Royal Dutch	440,10	+ 17,10

Valeurs diverses

	8-3-91	Diff.
Accor	811	+ 26
Alr Liquide	696	+ 30
Ademarf	2 200	+ 195
Bio	675	+ 30
Bis	377	+ 32
CGP	1 191	+ 128
Club Méditerranée	534	+ 44,10
Esilor	406	+ 16
EuroDisney	116	+ 4,70
Europe 1	1 200	+ 58
Eurotunnel	71,95	+ 0,55
Groupe CMA	750	+ 52
Hachette	236,50	+ 18,40
Havas	549	+ 37
Marine Wende	342,90	+ 25,90
Navigation mixte	1 430	+ 14,50
Nord-Est	151	+ 1,50
L'Oréal	530	+ 15
Saint-Gobain	442,10	+ 32,10
Sanofi	863	+ 53
Sandwich	340	+ 26
Silva Renoult	715	+ 37

Mines d'or, diamants

	8-3-91	Diff.
Anglo-American	167,80	+ 10,50
Anglo	333	+ 6
Gold M.	68,50	+ 0
De Beers	128	+ 8
De Beers	56,25	+ 0,85
Gencor	18,50	+ 0,90
Hannover	34,20	+ 0,90
Randfontein	18,60	+ 0,75
Saint-Helena	41,85	+ 0,65
Western Deep	144	+ 7,30

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 mars 1991

Nombre de contrats : 108 050.

COURS	ÉCHÉANCES			
	—	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Premier	—	105,50	106	106,04
Haut	—	105,86	106,40	106,34
Bas	—	105,50	106	106,04
Dernier	—	105,62	106,22	106,36

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	1-3-91	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91
RM	2 784 311	2 619 488	3 415 985	5 176 102	3 257 984
Comptant	11 420 650	9 327 599	11 605 224	8 218 835	10 666 146
R. et obl.	701 675	140 487	224 439	293 174	283 752
Total	14 906 636	12 087 574	15 245 648	13 688 111	14 207 882

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	1-3-91	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7-3-91
Francs	115,1	116,2	118,4	119,6	120,4
Étrangers	107,1	107,8	108,2	110,5	110,3

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	4-3-91	5-3-91	6-3-91	7
--	--------	--------	--------	---

Regain de faveur pour les titres en dollars

Le blé et le sucre soutenus

FRANÇOIS RENARD

Vigueur du billet vert

...

ALGÉRIE

Une nuit à l'aéroport pour cinq journalistes français

Cinq journalistes français qui accompagnaient une délégation d'élus socialistes en mission dans les trois pays du Maghreb (Le Monde du 8 mars) ont dû passer la nuit dans le salon d'honneur de l'aéroport d'Alger.

Les membres de la délégation qui étaient arrivés par avion à Alger, en provenance de Tunis, vendredi en fin d'après-midi, ont mené un vain, pendant plusieurs heures, à l'aéroport même, des tractations avec les fonctionnaires de l'aéroport pour obtenir que notre collaborateur Alain Rallat et sa confrère du Journal du Dimanche, d'Europe 1, de RFI et de RMC, soient autorisés à les accompagner. Caux-ci avaient, en effet, obtenu l'accord de l'ambassade d'Algérie à Paris pour séjourner sur place et à l'aéroport, en outre, fait délivrer

un visa de presse à l'ambassade d'Algérie à Tunis.

Mauvaise coordination ? Tous les jours est-il que les fonctionnaires au service de l'aéroport ont refusé d'accueillir les cinq journalistes et ont menacé de les renvoyer vers la Maroc, la lendemain matin. Des négociations se poursuivaient à ce sujet, samedi matin, au ministère de l'Intérieur, pour que ce refus soit levé.

Cet incident est révélateur de la méfiance qu'entretenaient les autorités algériennes à l'égard des médias étrangers. Notre correspondant sur place, Georges Marion, s'est vu récemment retirer son accréditation. D'autre part, depuis le début de l'année, les envoyés spéciaux sont interdits de séjour en Algérie.

THAÏLANDE : libéré samedi

L'ancien premier ministre Chatichai Choonhavan abandonne la vie politique

M. Chatichai Choonhavan, l'ancien premier ministre renversé le 23 février dernier par un coup d'Etat militaire, a été libéré samedi 9 mars. Plusieurs de ses collaborateurs, dont l'ancien vice-premier ministre, le général Arbitt Kamlaeng-ek, ont aussi été remis en liberté. M. Chatichai a peu après annoncé qu'il abandonnait la vie politique.

Parlant depuis le quartier général de l'armée de l'air, où il avait été détenu, flanqué du chef de la junte, le général Santhorn Kong-sompong, et du nouveau premier ministre, M. Anand Panyarachun, M. Chatichai a déclaré à la presse : « Je ne sais pas encore si je vais rester en Thaïlande ou partir. J'en ai terminé avec la politique. Je ne suis plus le dirigeant du parti (Chart Thai). J'ai maintenant soixante et onze ans (...). Je renonce à ma carrière politique et je me lave les mains de la politique. » (AFP, AP, Reuters)

Un enjeu de 4 200 milliards de francs

Le gouvernement prend des dispositions pour favoriser l'accès des entreprises aux marchés publics européens

Le directeur des relations économiques extérieures, M. Jacques Despoints, a annoncé, vendredi 8 mars, que le gouvernement était en train de mettre en place un dispositif pour aider les entreprises françaises à décrocher le plus possible de marchés publics dans tous les pays de la CEE, dans la perspective du grand marché unique de 1993.

L'enjeu est considérable pour les douze pays de la CEE, puisque les marchés passés par les États, les collectivités locales et les entreprises publiques représentent 4 200 milliards de francs, soit 16 % du produit intérieur brut communautaire. Ce chiffre va augmenter dans les années à venir : aujourd'hui seulement 20 % en valeur des achats publics font l'objet d'une procédure de publicité d'appels d'offres au Journal officiel de la CEE (1).

Les mesures arrêtées conjointement par le ministère des finances et le ministère de l'équipement, notamment, sont de quatre ordres : - création, auprès de la direction des relations économiques extérieures, d'un observatoire destiné à recenser les actions discriminatoires exercées contre des entreprises, afin, le cas échéant, de saisir la Commission de Bruxelles

et, éventuellement, la Cour de justice européenne ;

- constitution d'une cellule Entreprises et marché unique auprès de la représentation permanente de la France à la CEE, afin de faciliter l'accès des firmes françaises aux appels d'offres lancés par les pays de l'Est ; ceux du Proche-Orient ou les pays ACP, qui bénéficient d'aides communautaires ;

- renforcement des équipes des postes d'expansion économique dans les pays européens, notamment en Allemagne, pour être mieux informés des pratiques mises en œuvre par les Länder, les villes et les chambres de commerce ;

- réunion en décembre 1991, à Paris, d'une conférence internationale sur le thème : marchés publics et marché unique.

M. Despoints a précisé que le gouvernement était préoccupé par le comportement des autorités allemandes qui, semble-t-il, essaient parfois des affaires de certaines sociétés françaises, sans raison justifiée. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, une grande firme de travaux publics a vu échapper, dans des conditions douteuses, la construction du métro de Cologne. « L'ouverture réciproque des marchés publics des Douze aux entreprises de chaque État de la CEE doit être équilibrée », a indiqué M. Despoints : mais ne soyons pas naïfs : rien n'est gagné d'avance et les traditions, comme les réglementations,

ne seront pas effacées dans la nuit du 31 décembre 1992 au 1^{er} janvier 1993.

La plupart des directives européennes réglementant le fonctionnement progressif des marchés publics ont maintenant été adoptées à Bruxelles, notamment celle qui concerne les secteurs des télécommunications, qui a été approuvée par le conseil des ministres le 17 septembre 1990. Reste encore à mettre au point les textes européens sur les services et sur les différents voies de recours.

Finis donc, dans quelques mois, le protectionnisme des États en faveur de leurs propres entreprises et l'opacité des procédures. A ce jour, 2 % seulement des marchés publics en Europe sont attribués à des firmes étrangères : « On commence à voir, heureusement, des signes encourageants », a précisé M. Despoints. Ainsi, Renault vient d'être retenue par l'Office fédéral allemand des postes pour livrer des fourgonnettes. Quant à voir les ministres français rouler demain en Mercedes, il ne faut pas aller trop loin. C'est, en tout cas, la concurrence qui décidera en dernier ressort.

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) Sur 100 francs de marchés publics passés en France, 37 reviennent à l'État, 20 des collectivités locales et 43 des entreprises publiques.

L'ESSENTIEL

HISTOIRE

« Jean Jaurès : captation d'héritage », par Jean-Noël Jeanneney 2

ÉTRANGER

Référendum en URSS
Les ambiguïtés demeurent avant le vote du 17 mars 6

Elections au Salvador
La gauche aspire devant la troisième force parlementaire 6

POLITIQUE

La mort de Michel d'Ornano
Le dernier croyant du giscardisme 7

Livres politiques
« L'histoire et la mémoire cotta à cotta », par André Laurens 7

SOCIÉTÉ

Ben Johnson le repenti
L'athlète canadien da retour à Séville 9

CULTURE

Redécouverte de René Pitol
Un peintre oublié du début du siècle, au Musée d'Orsay 10

HEURES LOCALES

Les pièges de la monétisation municipale
« Divorce à Lilliput »
Un sondage sur l'information des élus 13 à 16

ÉCONOMIE

La réunification allemande
Bonn adopte des mesures d'aide aux Länder de l'Est 17

La concurrence des automobiles japonaises
M. Jacques Calvet (Papeete SA) en appelle à M. Mitterrand 17

Revue des valeurs 18

Charges
Crédits
Grands marchés 19

Services

Abonnements 16
Cartes 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Télévision 12
Spectacles 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du Monde : daté 9 mars 1991 a été tiré à 535 230 exemplaires.

Le rapatriement des troupes basées dans le Golfe

Le long retour des GI

Les services logistiques du Pentagone, qui ont réussi le plus important déploiement militaire de l'histoire en moins de six mois, sont maintenant confrontés à une tâche tout aussi monumentale : le rapatriement des quelque 540 000 GI déployés dans le Golfe avec leur matériel, du chasseur-bombardier F-16 au porte-avions nucléaire, en passant par les antennes médicales et les cantines de campagne. Sans oublier les dizaines de milliers de tonnes de mines et munitions diverses.

Cela prendra du temps et de la patience. « A l'évidence, nous ne pouvons rapatrier 540 000 personnes en même temps », souligne le général Richard Neal, du commandement central à Ryd, « nous avons de nombreux équipements à bas, il faut les rapatrier ».

Les responsables du Pentagone, en particulier le général William Pagani, patron de la logistique pour l'opération « Tempête du désert », ne sont pas au bout de leurs peines. Outre le transport des troupes et de leur équipement, il va falloir prévoir le nettoyage des chars, camions et avions qui ont été exposés pendant plusieurs mois au sable du désert saoudien.

« Tous les véhicules doivent être nettoyés de la poussière du désert et c'est une entreprise colossale », a reconnu le général Neal. Certains de ces équipements devront aussi être réparés. En particulier les hélicoptères prélevés sur des unités stationnées en Allemagne et qui devront troquer leur peinture couleur sable pour un camouflage marron-vert plus adapté aux paysages européens.

Des milliers d'avions de transport du MAC (Military Airlift Command) et des centaines de navires du MSC (Military Sealift Command) seront nécessaires pour rapatrier les GI du Golfe. Avec tout de même deux avantages par rapport à ce qui s'est passé dans les semaines qui ont suivi l'invasion du Koweït par les troupes de Sad-

dam Hussein, le 2 août : le premier, stratégique, étant qu'il n'y a pas véritablement d'urgence ; le second, qui en découle, est financier : le Pentagone n'est pas obligé de passer sous les fourches Caudines d'armateurs civils qui dictaient leurs prix.

Certains équipements ne reviennent d'ailleurs pas aux États-Unis. Les Saoudiens ont manifesté l'intention d'acquiescer des missiles antimissiles Patriot et garderoit peut-être quelques-uns des batteries déployées par les Américains pour intercepter les Scud irakiens. Il est probable également qu'une quantité relativement importante de matériels et de munitions restera dans la région, constituant une sorte de réserve de guerre.

Cela ne changera pas grand-chose au casse-tête qui va se poser au Pentagone au cours des prochains mois. « Longtemps après la fin de la guerre et les défilés de la victoire, les spécialistes de la logistique auront la tâche solitaire de nettoyer le champ de bataille », confiait récemment dans une interview au Washington Post le général Charles Murray, responsable du transport et de la maintenance dans l'armée de terre américaine. (AFP)

Le rapatriement des premiers corps de soldats britanniques tués dans le Golfe. - Les corps de dix-sept soldats britanniques tués « en service actif » ont été rapatriés vendredi 8 mars sur la base aérienne de Brize Norton (ouest de Londres) où a lieu une cérémonie solennelle en leur honneur. Trente-six soldats britanniques sont morts en service actif lors des hostilités, huit sont partis manquants et quarante-trois ont été blessés dont neuf gravement. Neuf soldats ont été tués par erreur par les tirs d'un avion antichar américain. (AFP)

Après l'enlèvement du commissaire au développement

Sept agriculteurs corses sont condamnés à trois mois de prison avec sursis

Les sept agriculteurs nationalistes du Syndicat corse de l'agriculture (SCA) qui avaient été condamnés, le 30 janvier, le commissaire au développement de la Corse, M. Aarélien Garcia, ont été condamnés, vendredi 8 mars, à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio. Les magistrats n'ont donc pas suivi les réquisitions du procureur de la République, M. Pierre-Yves Radiguet.

A l'audience du 1^{er} mars, le procureur avait en effet réclamé trente mois de prison avec sursis contre M. Marcel Lorenzoni, ex-maire de la commune de Sisco, poursuivi pour « voies de faits et séquestration » (le Monde daté 3-4 mars). Vingt mois de prison avec sursis avaient été requis contre ses six complices, MM. Pierre Magni, Alain Ferandi, Ours Angeletti, Jean-Toussaint Orazi, Pierre

Bikodroff et Jean-Claude Leca, qui comparaissaient tous en citation directe.

Le 30 janvier, une trentaine d'agriculteurs du SCA, mécontents du développement d'un dossier pour le développement d'une filière porcine en Corse, avaient enlevé M. Garcia. Après l'avoir ficelé dans un sac de couchage avec une pancarte portant « Aux bons soins de M. Chérèque », ils l'avaient emmené à l'aéroport d'Ajaccio et déposé sur un tapis de livraison de bagages.

Depuis, M. Garcia n'a pas regagné la Corse. Selon M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire, interrogé vendredi 8 mars par RCFM, la station décentralisée de Radio-France, le commissaire « reste en poste et y restera tant que cela sera possible ».

Au congrès international d'éthique médicale

M. Claude Evvin souligne le « droit fondamental de mourir dans la dignité »

M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, s'est exprimé, samedi 9 mars, lors de l'ouverture du congrès international d'éthique médicale organisé à Paris par le conseil de l'ordre des médecins (le Monde du 9 mars), sur plusieurs des thèmes réunissant les congressistes.

« A propos du sida, il a estimé que, pour la première fois dans l'histoire, un phénomène épidémique a reçu des réponses vraiment démocratiques ». Puis, il a rappelé que le principe d'économie figurait dans les règles déontologiques des praticiens « et qu'il y avait pour eux « un devoir impératif de mieux mesurer l'efficacité de notre système afin de réduire les dépenses inutiles ou les moins utiles ».

« En 1970, sept personnes sur dix mouraient chez elles ; vingt ans après, sept personnes sur dix meurent à l'hôpital », a-t-il déclaré au chapitre des soins palliatifs. Le droit de mourir dans la dignité me semble un droit fondamental. Je suis favorable à ce que soient élaborés des protocoles thérapeutiques de fin de vie conjointement par les médecins, les équipes soignantes, les personnes concernées et leurs proches. Cependant, aucune loi ne peut sans doute fixer un cadre, qui serait toujours trop rigide.

M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'Etat, a abordé les nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'articulation du droit et de la médecine. « Les directives éthiques ont toutes la force de l'autorité morale et consensuelle, mais il leur manque la sanction du droit qui, seul, garantit l'application des règles générales imposant aux juges qui les interprètent et leur donnent leur sanction », a-t-il déclaré.

M. Long s'est, par ailleurs, soulagé que le travail mené depuis 1988 par M. Guy Braibant sur les conditions de passage « de l'éthique au droit » pourrait prochainement connaître des prolongements concrets à travers la mission récemment confiée à M^{me} Noëlle Lenoir par M. Michel Rocard.

J.-Y. N.

La mort de l'ancien ministre

La classe politique salue la « fidélité » et la « droiture » de Michel d'Ornano

Peu connu du grand public, Michel d'Ornano était unanimement respecté dans la classe politique française. Les hommages à la « fidélité », à la « constance » et à la « rigueur » de l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing se sont multipliés, à droite comme à gauche, dès l'annonce de sa disparition. Dans un message de condoléances adressé à son épouse, M^{me} Anne d'Ornano, maire de Deauville, le président de la République, M. François Mitterrand, fait part de sa « peine » et de sa « grande émotion ».

M. Michel Rocard a salué celui « qui savait allier fidélité à ses engagements et ouverture d'esprit ». Dans une lettre personnelle à M. Giscard d'Estaing, M. Rocard présente ses « condoléances attristées » à l'ancien président de la République et souligne qu'« avec Michel d'Ornano, la France perd un responsable politique d'envergure, aussi averti dans la gestion des fonctions publiques territoriales que porteur d'un sens profond de l'Etat dans l'approche des responsabilités internationales de la France ». M. Roland Dumas, s'est déclaré « bouleversé » par le décès brutal de Michel d'Ornano. M. Laurent Fabius, à son tour, lui a exprimé sa « tristesse » en indiquant, dans un message à M^{me} d'Ornano, que le député du Calvados était « l'un des membres les plus écoutés de la représentation nationale ».

A l'UDF, c'est, encore, sa « fidélité exemplaire » et la force de ses « convictions » que l'on souligne. Pour M. François Léotard, Michel d'Ornano « a illustré, par son comportement, fait de dignité et de mesure, une grande partie de l'histoire de la 5^e République ». « Sa force de caractère, dit-il, sa connaissance des hommes, son attachement à des convictions de liberté et de responsabilité, font de lui aujourd'hui l'une des personnalités qui a le plus marqué l'histoire de la famille libérale ». M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, salue, lui aussi, la « droiture de caractère » et « la fidélité dans ses amitiés » de celui qui, « dans le sillage de Valéry Giscard

d'Estaing (...), a été l'un des acteurs marquants du renouveau libéral dans la vie politique française ».

Pour M. Charles Millon, président d'un groupe UDF de l'Assemblée nationale, « la France perd un grand serviteur ». « Michel d'Ornano était un homme de parole et d'honneur, poursuivit M. Millon, qui exerçait dans les instances où il siégeait, un véritable magistère moral et politique car jamais il ne trichait, jamais il ne blâmais ». Quant à l'ancien président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, sénateur, maire de Rouen, il a déclaré « perdre un merveilleux ami » en la personne de Michel d'Ornano, qui soulignait qu'il s'agissait « d'un homme qui travaillait ensemble dans les mêmes gouvernements ». « Il avait un don exceptionnel de clarté et d'analyse en politique », a ajouté M. Lecanuet.

M. Jacques Chirac, président du RPR, actuellement en déplacement au Japon, s'est dit « consterné » par le décès de Michel d'Ornano, qui fut ministre de l'Industrie et de la recherche dans son gouvernement de 1974 à 1976, mais aussi son adversaire lors de la première élection municipale de Paris en 1977. « C'était un homme profondément libéral », a observé M. Chirac, qui n'oublie pas « l'aide efficace et intelligente » que Michel d'Ornano lui avait apportée de 1986 à 1988, pendant la période de cohabitation, en sa qualité de président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Pour M. Raymond Barre, la mort de Michel d'Ornano « apparaît profondément la vie politique de la France ». « J'ai apprécié le ministre compétent, précis et efficace qu'il a été à mes côtés dans le gouvernement », a déclaré l'ancien premier ministre, qui a également évoqué « l'homme de conviction, de fidélité et de courage ». Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'est lui aussi joint aux hommages unanimes en regrettant, dans sa communication, la mort d'un « homme politique éminent ».

A gauche, l'hommage le plus chaleureux est venu de M. Dominique Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a déclaré que succéder à M. d'Ornano à cette fonction en 1988 avait constitué pour lui une « fierté ». « Il était apprécié dans tous les groupes politiques pour la rigueur, l'honnêteté et la courtoisie de ses interventions », a ajouté M. Strauss-Kahn.

P. R.-D.

Lire nos autres informations page 7

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mars 1991

LE MARCHÉ DES CÉRÉALES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

RAD

Supplément au n° 14345. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 10 - lundi 11 mars 1991

« Marie Curie, un téléfilm de M. sur FR 3

de défiance à son adresse

MAIS une autre échéance attend M. Gorbatchev dans l'intervalle : le succès du référendum que le président soviétique organise dimanche prochain 17 mars sur le maintien de l'Union apparait maintenant moins assuré, des lors que toutes les grandes figures du mouvement démocratique dans le plus peuplé des Républiques préconisent qu'il ne vote pas encore prononcé, mais il est douteux qu'il fasse le moindre cadeau à M. Gorbatchev, tenté de se donner par ce biais la légitimité qui lui manque.

Toutes ces joutes paraissent déborder à l'heure où un rapport officiel soviétique annonce pour cette année une chute de 1,6 % de la production (dont 15 % pour l'industrie, contre 3 % en 1990). Mais il est vrai qu'aucun progrès n'est possible, dans ce domaine aussi, sans une clarification politique.

Lire pages 3 et 21 les articles de SOPHIE SHINAB et de FRANÇOISE LAZARE

M0147 - 0312 - 5.00 F

سكزا من الإيجل